



MENACHEM KAHANA/REUTERS

## Israël : élections en février 2003

LE PRÉSIDENT israélien, Moshé Katsav, a annoncé, mardi 5 novembre, que des élections anticipées se tiendraient début février 2003. Privé de majorité au Parlement depuis le départ des travaillistes du gouvernement, le premier ministre Ariel Sharon (photo) n'est pas parvenu à rallier les sept députés d'un bloc d'extrême droite à sa coalition.

Lire page 4

### ENTREPRISES

Denis Kessler devient PDG de la Scor p. 20

### UNION EUROPÉENNE

Paris et Berlin face au pacte de stabilité p. 7

### HONGRIE

Grand déballage sur le passé des dirigeants p. 6

### AFRIQUE

Portrait du président du Burkina Faso, Blaise Compaoré p. 14

### PROCÈS DUMAS

Alfred Sirven parlera le premier p. 12

### PORTES DE PARIS

Lilas et Ivry, projets d'aménagement p. 13

### SCIENCES

Ces plantes qui nous envahissent p. 27

### GOÛTS

La truffe blanche p. 29

International.....	2	Marchés.....	24
Union européenne.....	7	Carnet.....	26
France.....	8	Abonnements.....	26
Société.....	11	Aujourd'hui.....	27
Régions.....	13	Météorologie.....	30
Horizons.....	14	Jeux.....	30
Entreprises.....	20	Culture.....	31
Communication.....	23	Radio-Télévision.....	37

Rendez-vous page 7

### PORTRAIT

## Philippe Caubère en Mai

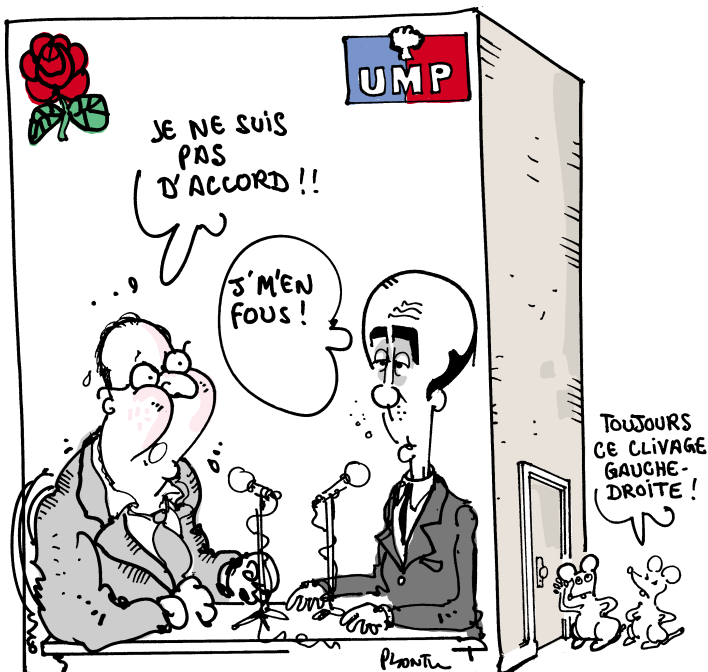


AU THÉÂTRE du Rond-Point, l'infatigable comédien solitaire (photo) joue 68 selon Ferdinand, récit autobiographique de son Mai à lui.

Lire page 36

INVITÉS du « Grand Débat RTL-Le Monde », Alain Juppé et François Hollande se sont affrontés, lundi 4 novembre, sur les grands sujets économiques et sociaux ainsi que sur la sécurité. Le président provisoire de l'UMP a défendu la politique de Jean-Pierre Raffarin, dont il a vanté la « lisibilité » et l'« efficacité ». Il a invoqué le poids de l'« héritage » du gouvernement de Lionel Jospin, accusant ce dernier d'avoir créé « le bazar [dans] l'économie française ». Le premier secrétaire du PS, qui s'est posé, à cette occasion, en leader de l'opposition, a déploré, lui, l'« imprévoyance » du gouvernement et prêté, pour le début de l'année prochaine, « un plan de rigueur budgétaire ». M. Hollande a qualifié les priorités du premier ministre de « mesures idéologiques ».

Au sein du PS, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, qui soutiennent M. Hollande, créent chacun son club de réflexion.



▶ Leur face-à-face à RTL-« Le Monde »

▶ Juppé : le « bazar » des 35 heures

▶ Hollande : « plan de rigueur » dès janvier

▶ Retraites : Fillon lance le débat

▶ Sécurité : l'abbé Pierre contre Sarkozy

▶ Fabius et « DSK », chacun son club

Lire pages 8, 9, 10 et 12, notre éditorial page 17

## « Une secte non avouée » : journal intime d'un bizuté des Gadz'arts

LES 140 ÉTUDIANTS de l'École nationale supérieure des arts et métiers de Cluny (Saône-et-Loire) doivent subir jusqu'au 17 novembre « l'usage », deux mois de bizutage, d'humiliations et de beuveries. Après la loi contre le bizutage votée en juin 1998 et deux sévères rapports d'inspection, la direction de l'école tente d'encadrer ces pratiques et a exclu pendant dix jours deux responsables du « comité des traditions ». Les élèves ingénieurs se sont aussitôt mis en grève, avec l'appui de la puissante société des Anciens, qui compte 27 000 Gadz'arts et menace de ne plus verser la taxe d'apprentissage à l'école si les traditions sont bousculées. Un élève défend cette façon de former « une élite de managers avec un peu de poigne ». Pour un autre, qui a dénoncé ces pratiques dans son journal intime, « les Gadz'arts, c'est une secte non avouée ». Le Monde en publie les principaux extraits.

Lire notre enquête page 11

## Les Américains votent, divisés et incertains

LES ÉLECTEURS américains étaient appelés, mardi 5 novembre, à voter pour les élections dites de la mi-mandat présidentiel, sur fond de situation économique difficile et de préparation d'une éventuelle guerre en Irak. Deux ans après l'installation du républicain George W. Bush à la Maison Blanche, ce scrutin doit notamment permettre de renouveler l'ensemble de la Chambre des représentants (435 sièges), le tiers du Sénat (34 sièges) et les deux tiers des postes de gouverneurs (36). A trois exceptions près

dans l'histoire des Etats-Unis, ces élections de la mi-mandat ont toujours été défavorables au parti du président. Ce 5 novembre pourrait être la quatrième exception, selon les derniers sondages. Le scrutin s'annonce en tout cas très serré.

En principe, la mauvaise passe économique actuelle devrait favoriser les démocrates. Mais le contexte créé par les attentats du 11 septembre 2001 et la « guerre » menée contre le terrorisme ont changé la donne. L'opposition démocrate s'estime limitée dans les critiques qu'elle



LUKE BRAZZA/AFR

peut adresser à la politique d'un président qui se présente comme occupé à assurer la défense du pays. Les républicains bénéficient d'une courte majorité à la Chambre (223 sièges) ; les deux camps sont à égalité au Sénat. Le maintien d'une telle situation serait considéré comme un bon score pour M. Bush. Les résultats pourraient être tardifs, voire ne pas être définitifs, mardi soir, tant nombre de batailles semblaient serrées.

Lire page 2

## Les musulmans de France entrent dans le ramadan en ordre dispersé

LA MOSQUÉE Omar de la rue Jean-Pierre-Timbaud, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, traîne une bien mauvaise réputation. Depuis que Gilles Kepel, dans son livre de 1987 sur *Les Banlieues de l'islam* (Seuil), l'a décrite comme le centre du Tabligh, le grand mouvement piétiste et missionnaire de l'islam. Depuis, surtout, que Fouad Ali Saleh, déguisé en marchand de fleurs ambulancier, est venu recruter à la sortie de la prière les deux nerfs qui l'aidèrent à ensanglanter Paris et la rue de Rennes en 1986. Pourtant, le quartier a beaucoup changé, la mosquée aussi. Dans ce secteur branché, les bars alternatifs supplantent progressivement les librairies islamiques. Les Chinois de Belleville gagnent du terrain, le centre du Tabligh a déménagé à Saint-Denis, mais la mosquée Omar conserve une clientèle fidèle de Tunisiens et reste le siège de l'association Foi et Pratique, qui représente un Tabligh modéré et assagi.

Depuis quelques mois, le modeste bâtiment blanc au porche peint en vert sort de sa léthargie. La nouvelle a parcouru la rue musulmane : le

cheikh Hammami est de retour ! Figure historique de l'islam de France, introducteur du Tabligh et fondateur de la mosquée Omar, cet ancien maçon tunisien jouit encore d'un certain prestige. En 1994, au cours d'un voyage au pays, il a été arrêté par les autorités tunisiennes et placé en résidence surveillée. Libéré en avril, il est venu reprendre en main sa mosquée et son association. Lundi 4 novembre, il faisait sa grande rentrée pour la « nuit du doute », au cours de laquelle doit être déterminé le début du ramadan.

La fixation du premier jour du ramadan, c'est un peu le baromètre de l'islam de France. D'une année à l'autre, l'aiguille indique « beau fixe » ou « mauvais temps », selon que les musulmans s'unissent ou s'entre-déchirent. En ce moment, elle est sur « avis de tempête ». Les croyants entrent dans le mois du jeûne en ordre dispersé. Éternels rivaux, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) et la Mosquée de Paris annonceront séparément le premier jour du ramadan. Avec le retour du cheikh Hammami,

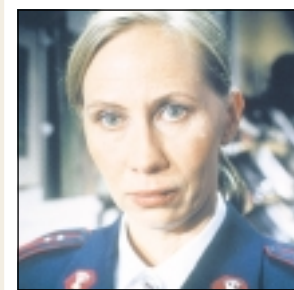
un troisième pôle est en train de troubler le jeu. Le vieux cheikh a été rejoint en effet par la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF, à dominante marocaine) et par plusieurs mosquées indépendantes, réunies dans une coordination nationale. Leurs responsables ont annoncé les premiers à la mosquée Omar que le ramadan débiterait le mercredi 6 novembre, avec la naissance de la nouvelle lune.

L'affaire cache un malaise plus profond. La consultation sur l'islam de France, qui devait aboutir à la désignation d'un conseil français du culte musulman, est en plein éclatement. La FNMF et le Tabligh réclament des élections, la Mosquée de Paris les repousse, l'UOIF négocie à l'aveugle avec le ministère de l'intérieur la proportion entre élection et cooptation dans le processus de désignation. Jamais la perspective de créer une instance représentative de l'islam de France n'a paru aussi éloignée.

Xavier Ternisien

SPUTNIK OY/PYRAMIDE

## Kaurismäki chante la révolte



TEMPS FORT du Festival de Cannes, *L'Homme sans passé* dit l'épopée d'un ouvrier amnésique (*Markku Pettola, ci-dessus, ainsi que Kati Outinen*) dans un bidonville d'Helsinki. Kaurismäki réussit un de ses plus beaux films. Toutes les autres sorties. Lire pages 31 à 35

### POINT DE VUE

## Le dernier « exploit » du tsar Poutine

par Juan Goytisolo

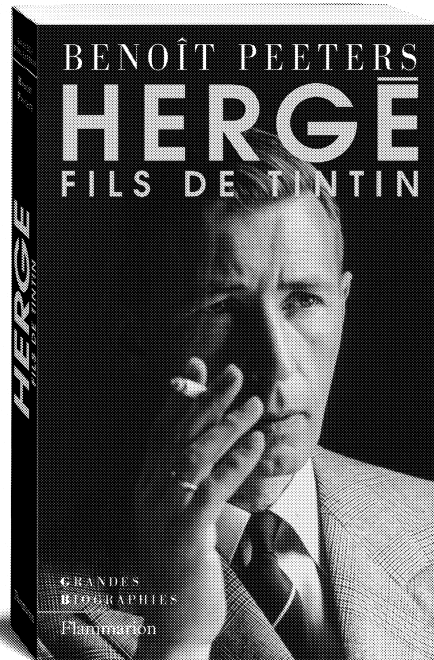
L'ÉNERGIQUE démonstration de force qui a mis fin à la prise de 700 otages par un commando de combattants tchétchènes au Théâtre Dubrovka de Moscou a valu à Vladimir Poutine les félicitations, intéressées ou crédules, des gouvernements du monde entier, de Bush à Sharon en passant par Saddam Hussein.

Personne, ou presque, n'a semblé tenir compte des modalités de cette « libération », ni du nombre très élevé de victimes du mystérieux gaz létal utilisé par le maître du Kremlin. Comment qualifier de succès un

massacre qui, pour sauver la vie des otages, emploie une arme toxique à titre expérimental, sans en mesurer les effets mortels ? Un pareil carnage n'est-il pas la preuve du parfait mépris dans lequel les tsars successifs de Russie tiennent la vie de leur propre peuple ?

Lire la suite et le point de vue de Silvia Serrano page 16, nos informations page 4

JUAN GOYTISOLO est écrivain (Espagne).



“Les tintinophiles devraient être comblés avec cette remarquable biographie.”

Hervé Gattegno, Le Monde

“Nourri par une documentation énorme, *Hergé, fils de Tintin* tient le difficile pari de suivre toutes les dimensions du personnage, sans oublier la part d'ombre...”

Jean-Didier Wagner, Libération

Flammarion









## La politique de défense de l'UE doit rester « complémentaire » de l'OTAN, insiste Londres

M. Blair minimise ses divergences avec Paris

### LONDRES

de notre correspondant

Une semaine après l'annonce du report, au début de 2003, du sommet franco-britannique initialement prévu en décembre au Touquet, Tony Blair n'affiche pas la moindre amertume envers Paris. Il s'efforce, au contraire, sans rien céder sur ses convictions, de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Lors de sa conférence mensuelle, lundi 4 novembre au 10, Downing Street, le premier ministre a même eu quelques mots aimables pour la France.

Il a évoqué la coopération franco-britannique en matière de défense. Célébrée avec éclat après le sommet de Saint-Malo en 1998, elle est en panne. Paris a le sentiment que Londres, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre New York et Washington, ne souhaite plus s'investir dans la mise sur pied d'une défense européenne autonome. Les deux pays ont des positions divergentes à propos de l'opération « Renard roux » en Macédoine. La France veut que l'UE prenne le relais de l'OTAN ; la Grande-Bretagne s'y refuse tant que les accords entre l'Alliance et les Quinze, paralysés en raison du différend gréco-turc, n'auront pas été signés.

Cette différence, a souligné lundi Tony Blair, ne veut pas dire que la Grande-Bretagne a perdu son « enthousiasme ». « Il existe, et je le comprends parfaitement, une frustration française sur l'attitude britannique à propos de la défense européenne, parce que nous insistons pour qu'elle se fasse sur la base d'un accord entre l'Europe et l'OTAN. Je comprends pourquoi certaines personnes, en France, pensent que nous avons perdu notre enthousiasme. Ce n'est pas vrai, nous pensons toujours

qu'il s'agit de la bonne voie à suivre. » La politique de défense européenne, a-t-il conclu, « sera un succès seulement si, primo, elle se fait sur une base adéquate, de sorte qu'elle soit complémentaire de l'OTAN, et si, secundo, nous revoyons à la hausse nos capacités de défense ».

A propos de l'Irak, Tony Blair s'est dit « raisonnablement confiant » dans l'adoption d'une résolution de l'ONU. Il a démenti les informations de presse selon lesquelles Londres s'apprêterait à mobiliser jusqu'à 10 000 réservistes en vue d'une guerre éventuelle. Devant la Chambre des communes, le ministre britannique de la défense, Geoff Hoon, a réitéré ce démenti, en ajoutant : « Une intervention militaire contre l'Irak n'est ni imminente ni inévitable. »

### « UN GRAND PAS EN AVANT »

Tony Blair est également revenu sur le « vrai désaccord » opposant Londres et Paris sur la politique agricole commune (PAC). « Les désaccords arrivent en Europe, a-t-il constaté. Les gens prennent des positions et les prennent fermement, et c'est ainsi. Je pense qu'en Grande-Bretagne nous devrions être plus confiants en nous-mêmes à propos de ces désaccords. »

Evoquant l'accord agricole conclu entre la France et l'Allemagne et entériné par le sommet de Bruxelles, qui a provoqué un éclat avec Jacques Chirac, M. Blair a regretté que l'idée d'une réforme anticipée de la PAC avant l'échéance de 2006 ait été enterrée. Mais il a salué le gouvernement français pour avoir accepté un plafonnement des dépenses agricoles pour la période 2006-2013, ce qui constitue « un grand pas en avant ».

Jean-Pierre Langellier

## Les « vertueux » de la zone euro rappellent Paris et Berlin aux réalités du pacte de stabilité

Français et Allemands suggèrent de nouveaux critères de discipline pour les pays ayant adopté la monnaie unique et préparent des propositions pour la Convention sur la gouvernance économique dans l'UE

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Le 13 novembre, la Commission publiera ses nouvelles prévisions économiques. Elles s'annoncent noires pour Paris et Berlin. Les déficits allemands devraient rester pendant deux ans au-dessus de la limite des 3 % du produit intérieur brut (PIB), atteignant 3,7 % et 3,2 % en 2002 et 2003, selon les estimations provisoires de la Commission révélées par l'AFP. Quant à la France, elle devrait enregistrer un solde budgétaire négatif de 2,6 % en 2002 et de 2,8 % en 2003.

« La Commission engagera les procédures qui s'imposent si les chiffres sont confirmés », a prévenu, lundi soir 4 novembre, Pedro Solbes, commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe, qui réunit les ministres des finances de la zone euro. En clair, l'Allemagne fera alors l'objet d'une procédure pour déficits excessifs, tandis que la France devrait recevoir un « avertissement préventif » pour la dérive de ses finances.

Pour M. Solbes, il s'agit de rappeler les deux capitales aux réalités. Dans l'après-midi, leurs ministres des finances, Francis Mer et Hans Eichel, réunis à Berlin pour la première fois depuis la formation du nouveau gouvernement allemand, s'étaient livrés à un petit couplet sur l'interprétation du pacte de stabilité qui encadre les finances de la zone euro. M. Mer, qui veut « affiner » le pacte, a expliqué qu'il fallait y introduire « cinq paramètres de base » : outre le déficit qui empoisonne la vie des deux ministres, il a cité l'inflation, l'emploi, la dette et « la qualité de la préparation du futur ». Hans Eichel a insisté sur les critères d'inflation et d'emploi, alors que l'Allemagne,



WOLFGANG KUMM/AFP

Les suggestions de Francis Mer, ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie, et de Hans Eichel, ministre allemand des finances (à droite), pour « affiner » le pacte de stabilité ont été froidement accueillies par leurs collègues de l'Eurogroupe.

en proie à un fort chômage, a besoin d'une baisse des taux pour soutenir son économie.

Tous deux ont eu droit, à Bruxelles, aux commentaires acerbes des pays vertueux de la zone euro. Le premier ministre et ministre des finances du Luxembourg, Jean-Claude Juncker, a fait preuve d'ironie : « Je suis content de voir que la France et l'Allemagne considèrent que ces questions sont importantes. Nous ne le savions pas avant. » « Tous ces nouveaux critères n'ont rien de nouveau », a commenté le ministre grec des finances, Nikolaos Christodoulakis, qui préside l'Eurogroupe, tandis que les ministres néerlandais, autrichien, belge faisaient part de leur agacement vis-à-vis des mauvais élèves de la zone euro qui veulent changer les règles.

A Bruxelles, a assuré M. Solbes, MM. Eichel et Mer n'ont pas dit un

mot sur le sujet au sein de la réunion de l'Eurogroupe. Pas plus qu'ils n'auraient parlé de leur projet, dont ils se sont entretenus à Berlin, de faire des propositions communes à la Convention chargée d'élaborer une Constitution européenne, pour améliorer la gouvernance économique de l'Union.

### « L'ESPRIT DE BRUXELLES »

Les deux ministres estiment nécessaire de donner plus de pouvoir à la Commission pour assumer son rôle de gendarme, mais laisser aux ministres le soin de définir leur politique économique. Francis Mer a ainsi estimé qu'il fallait donner à la Commission « davantage de responsabilité sur la manière dont elle surveille le budget » des Etats membres et lui donner « une capacité d'initiative » lorsqu'elle juge insatisfaisante la situation d'un pays, non seulement du

point de vue budgétaire, mais aussi du point de vue des « différents paramètres que j'ai évoqués ». M. Eichel, lui, s'est déclaré favorable à ce que la Commission puisse lancer des avertissements aux Etats membres en cas de dérive de leurs finances publiques sans qu'il soit nécessaire d'avoir l'approbation des ministres des finances. Pour échapper à un tel blâme début 2002, l'Allemagne avait formé une coalition avec l'aide des Britanniques.

En revanche, ni Paris ni Berlin ne veulent renforcer les droits de la Commission dans l'élaboration des grandes orientations de politique économique (GOPE), censées guider la politique économique des Etats membres. « C'est la pression des pairs qui doit s'exercer. Les GOPE doivent continuer d'être approuvées par consensus », affirme une source française.

Les deux pays veulent aussi renforcer le rôle de l'Eurogroupe. Les Allemands souhaitent que cette instance garde son caractère informel, mais la France veut que les pays ayant adopté la monnaie unique, qui seront minoritaires après l'élargissement, puissent prendre les décisions qui les concernent sans en référer aux autres. Le renforcement de l'Eurogroupe passerait aussi par l'élection d'un président pour une période plus longue qu'aujourd'hui, estime-t-on du côté français. « L'esprit de Bruxelles a soufflé à Berlin », s'est réjoui un fonctionnaire français : après l'accord entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder sur le plafonnement des dépenses agricoles, leurs grands argentiers semblent eux aussi enclins à faire des efforts et à oublier leurs inimitiés passées.

Arnaud Leparmentier

D'après vous,  
trouverez-vous le meilleur  
saté en Malaisie?  
Ou bien à Paris, Londres,  
ou New York?



Même avec 15 000 brochettes de saté chaque jour, nos chefs continuent toujours à les mariner, les préparer et les griller à la main, d'après des modes de cuisson traditionnels. En voyageant en Première classe ou Golden Club sur nos vols internationaux, vous pourrez découvrir et savourer les meilleurs plats de notre cuisine locale traditionnelle. Parce que c'est notre façon de vous faire goûter à la Malaisie, où que vous soyez dans le monde. **Malaysia Airlines. Going beyond expectations\*.**

\*Au delà de vos attentes.

Pour les réservations et les horaires, contactez Malaysia Airlines au 01-44 51 64 20, votre agence de voyage ou connectez-vous sur [www.malaysia-airlines.com](http://www.malaysia-airlines.com)

**malaysia**  
AIRLINES



## FRANCE

## M. Raffarin défend son projet de décentralisation mais tient compte des critiques

En déplacement à Besançon, le premier ministre a répondu aux attaques du président de l'Assemblée



Alain Juppé, président provisoire de l'UMP et François Hollande, premier secrétaire du PS, avant leur débat sur RTL.

## Alain Juppé face aux accusations de « caporalisme » à l'UMP

IL AURA fallu toute une législature et deux victoires historiques pour qu'il revienne au premier plan. Cinq ans après la déroute de 1997 dont il a porté le fardeau, Alain Juppé retrouve des fonctions de premier plan au sein de la droite. « J'aime le débat public et les grandes questions me passionnent. J'ai le virus de la politique », s'excuse-t-il pour justifier son retour. Sauf surprise improbable, l'ancien premier ministre de Jacques Chirac deviendra, le 17 novembre, le premier président de l'UMP. Un parti taillé à sa mesure, dont il a accompagné la naissance, des balbutiements de l'UEM (Union en mouvement), au printemps 2001, jusqu'à la création précipitée de l'UMP, le 23 avril 2002.

## DESIGNÉ PAR ACCLAMATION

Celui que Jacques Chirac se plaisait à appeler « le meilleur d'entre nous » affirme qu'il n'a désormais qu'une seule ambition : « [Se] consacrer à la création du parti durant les deux années qui viennent. » Après ? M. Juppé ne sait pas encore. Du moins le clame-t-il. « On verra. Pour l'heure, je travaille au grand chantier de l'UMP », répète-t-il. Et il entend le faire à fond.

Voilà déjà quatre ans qu'il a essayé de poser les fondations d'une nouvelle organisation de la droite et du centre. En 1998, il avait mis aux voix des députés de l'opposition la constitution d'un groupe parlementaire unique. Il s'agissait alors de fusionner les trois groupes RPR, UDF et Démocratie libéra-

le. Un coup d'essai qui échouera, mais qui débouchera, trois ans plus tard, avec la complicité de Jérôme Monod et le feu vert de l'Elysée.

Designé par acclamation, en juin dernier, président provisoire de l'UMP, M. Juppé n'a pas eu la moindre hésitation avant de se porter officiellement candidat à la présidence. « Je me suis beaucoup investi dans cette initiative, et sans mon engagement, elle n'en serait pas là où elle est rendue aujourd'hui », dit-il. Depuis près de six mois, il assure la mise sur orbite de ce parti. De l'élaboration des statuts à l'adoption de la charte, en passant par le mode retenu pour le choix du futur nom, il a participé à tous les débats, a arbitré toutes les décisions. « Caporalisme », l'accusent déjà ses détracteurs – nombreux dans son propre camp – qui craignent de voir l'UMP devenir une machine au service de ses ambitions personnelles.

Pour l'heure, ses principaux rivaux, au premier rang desquels Nicolas Sarkozy, ont signé un pacte de non-agression valable jusqu'en 2004, année des élections européennes et régionales. M. Juppé a un an et demi pour asseoir son autorité. Entouré de Philippe Doustier-Blazy et de Jean-Claude Gaudin, il sait que personne ne le contestera officiellement dans sa fonction durant ce laps de temps. Il s'attache donc à l'édification de ce nouveau parti dont les principaux dirigeants départementaux seront nommés avec son approbation.

Yves Bordenave

## François Hollande confronté à des socialistes divisés

SIX MOIS après la double défaite de la gauche aux élections présidentielle et législatives, François Hollande éprouve des difficultés à maintenir le cap du PS. Il doit aujourd'hui manœuvrer dans un parti traumatisé par les résultats du 21 avril et en pleine effervescence. Elu premier secrétaire du parti au congrès de Brest en novembre 1997 avec 91,18 % des voix, le voici désormais, à 48 ans, affranchi de la tutelle jospinienne, en prise avec une forte contestation interne.

La ligne politique actuelle du PS, défendue par François Hollande, a été mise en cause par les partisans du courant Nouveau Monde, fondé par Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon, mais aussi par les « rénovateurs », Arnaud Montebourg, Vincent Peillon et Julien Dray. A ceux-là s'ajoutent les indécis, comme Martine Aubry ou Jean Glavany, les insatisfaits, comme certains premiers secrétaires fédéraux, ou bien encore ceux qui l'assurent de leur soutien, comme Laurent Fabius, mais qui pourraient bien réviser leur position s'il continue à s'affaiblir.

## « RETOURS DE BÂTON »

Le député de Corrèze ne dispose que de quelques mois pour imposer sa marque, avant le congrès du PS prévu à Dijon en mai 2003. Or, chacun de ses discours, à l'université d'été de La Rochelle et lors du conseil national, à Paris, le 19 octobre, a aussitôt été suivi de quelques « retours de bâton ».

« François sera réélu. Mais il suffi-

rait qu'il passe en dessous de la barre des 60 % pour que cela soit un échec », analyse un proche.

En équilibre instable sur un « axe majoritaire » qui reste à confirmer, M. Hollande s'est contenté, pour le moment, de lancer le concept de « réformisme de gauche ». « Il a répondu sans fixer le terrain. Et la majorité constate un délitement un peu plus grand du parti », affirme un élu parisien qui s'« étonne » que Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard cosignent sans lui, le 20 octobre, une tribune dans *Le Monde*, intitulée « Socialistes de toute l'Europe, unissez-vous ! » : « Avant, cela ne se serait jamais vu. » « Soit il parvient à faire la synthèse, comme Mitterrand, en battant politiquement ses adversaires, soit il ne le peut pas et il sera ballotté », dit un autre.

A ceux qui le pressent d'« assumer » une position sociale-démocrate, M. Hollande répond qu'il ne veut exclure personne. Ni Laurent Fabius, qui fait figure d'épouvantail pour une partie du PS, ni Martine Aubry, qui réfute tout « consensus mou ». « Ce n'est pas à moi d'aller vers les autres, c'est à eux de me rejoindre sur le texte que je proposerai », martèle-t-il. « Il tente de bâtir son propre courant. Le paradoxe, c'est qu'en faisant cela, le premier secrétaire se singularise. Je ne vois qu'une explication à son attitude : il n'a pas renoncé à être le candidat de la gauche à la présidentielle de 2007 », en conclut un député socialiste.

I. M. et D. P.

## BESANÇON

de notre envoyé spécial

Ne pas dramatiser. Ne pas répliquer trop vivement. Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, s'est appliqué, lundi 4 novembre à l'occasion de son voyage en Franche-Comté consacré aux états généraux du sport, à aplanir les tensions provoquées par les déclarations critiques du président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré (UMP), sur son projet de décentralisation. Fils de l'un des rédacteurs et inspirateurs de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, premier ministre du général de Gaulle, M. Debré avait mis en garde le gouvernement contre « l'intégrisme décentralisateur » et les risques qu'il peut faire courir à l'unité du pays (*Le Monde* du 2 novembre).

« Je n'ai pas été surpris » par les déclarations de Jean-Louis Debré, a assuré le premier ministre. « Il faut un grand débat et je suis demandeur de prises de position », a-t-il ajouté. M. Raffarin a également rappelé qu'il conduisait la réforme de la décentralisation « au nom du président de la République en fonction des engagements qui sont ceux

du discours de Rennes et ceux du discours de Rouen [lors de la campagne présidentielle] ».

Le chef du gouvernement a ainsi voulu couper court aux hypothèses selon lesquelles les propos de M. Debré reflétaient l'opinion de M. Chirac. Il a cependant refusé de confirmer si le président de la République l'avait appelé pour lui faire part de son soutien. Il s'est contenté d'indiquer que tous deux s'étaient parlés à plusieurs reprises. L'entourage de M. Debré a fait savoir que les déclarations du prési-

dent de l'Assemblée nationale n'engageaient pas M. Chirac.

« La décentralisation, c'est une réforme difficile, a admis M. Raffarin. C'est bien pour cela que mon prédécesseur n'a rien fait, en dépit des conclusions du rapport Mauroy » favorables à de nouvelles avancées. Le premier ministre a affirmé qu'il serait attentif aux amendements déposés tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Un changement de ton pour le premier ministre, qui, jusqu'alors, avait présenté « sa » réforme com-

me un bloc à prendre ou à laisser, allant jusqu'à se déclarer prêt à engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte (*Le Monde* du 2 novembre).

Jean-Pierre Raffarin a souhaité démonter l'accusation d'une réforme technocratique : « Nous ne visons pas la notabilisation de la France, a-t-il expliqué. Nous voulons faire en sorte que le citoyen soit au premier plan. » Il a rappelé son attachement au référendum local rendu possible par son projet. Il montre, selon le premier ministre, que le gouvernement ne fait pas « une réforme pour les élus, pour les spécialistes, mais pour les citoyens ».

Le premier ministre s'est entretenu avec les joueuses de l'équipe de France de handball, avant de conclure sa visite sur une note de musique. Interrogé sur la sortie, lundi, du double album de Johnny Hallyday, M. Raffarin a admis qu'il l'avait déjà écouté. « Johnny sait choisir ses auteurs et il sait donner de la vie à de beaux textes », a indiqué le premier ministre, avant d'avouer sa prédilection pour « Marie, une très belle chanson ».

Pascal Ceaux

**SÉCURITÉ**  
Obtention du rating aa+ de Fitch-AMR, niveau "excellent" de l'échelle de notation.

**PERFORMANCE**  
Meilleure performance sur 3 ans dans la catégorie "obligations euro" et "obligations internationales" des Grands Prix de la Gestion d'Actifs 2002 de l'AGEFI.

**CONFIANCE**  
Best Seller AGEFI 2002 attribué à notre nouvelle offre multi-gestion.

aa+ Fitch-AMR  
AIMR - PPS & GIPS

**2002, UNE GESTION TOUJOURS PLUS PROCHE DE VOUS**

Parce que nous partageons avec nos clients investisseurs institutionnels, entreprises et particuliers, la même vision de l'avenir, nous concevons pour eux depuis plus de 50 ans des portefeuilles d'investissement à leur image.  
C'est cette philosophie de la gestion qui se voit aujourd'hui récompensée par :  
• l'obtention du rating aa+ de Fitch-AMR, traduisant un "excellent niveau de qualité en termes de sécurité et de maîtrise des risques liés aux activités de gestion",  
• la triple récompense décernée par les Grands Prix de la Gestion d'Actifs 2002 de l'AGEFI à CR-AM oblig Europe (performance sur 3 ans, catégorie obligations euros), CR-AM oblig internationales (performance sur 3 ans, catégorie obligations internationales treasury) et CR Multimanager Europe (best seller des "banques à réseau").

Les performances passées ne préjugent pas les performances futures. Les notices d'information sont disponibles auprès de Crédit Agricole Asset Management, Société de gestion de portefeuille agréée sous le n° GP 97.51. 54 au capital de 20 253 520 euros. 98, boulevard Pasteur 75015 Paris. 362 357 648 RCS Paris.

**CA**  
**CRÉDIT AGRICOLE**  
**ASSET MANAGEMENT**



## Le déplacement de Martine Aubry en Saône-et-Loire renforce les spéculations sur sa stratégie

Sa visite au Creusot sonne comme une rentrée politique. Invitée par le maire André Billardon, ancien fabiusien, elle participera à un banquet républicain aux côtés d'Arnaud Montebourg

**MAIS QUE FAIT** Martine Aubry ? Pour n'être que très rarement sortie de sa réserve depuis la défaite de Lionel Jospin à l'élection présidentielle, et plus encore depuis la sienne, dans le Nord, aux élections législatives, la maire de Lille est parvenue à créer une attente. Dans un Parti socialiste divisé, le « cas » Aubry reste posé. Et discuté. Son déplacement à Saint-Sernin-du-Bois, dans la banlieue du Creusot (Saône-et-Loire), mardi 5 novembre, pour participer à un banquet républicain, est scruté avec attention. Les commentaires vont bon train, les spéculations, aussi.

M<sup>me</sup> Aubry sera l'invitée du maire du Creusot, André Billardon, un ancien fabiusien, qui avait signé la contribution de Daniel Vaillant, ratifiée par presque tous les ministres socialistes, lors du congrès de Brest de 1997. Mais sera également présent au banquet Arnaud Montebourg, député de la 6<sup>e</sup> circonscrip-

tion de Saône-et-Loire et l'un des principaux animateurs, avec Julien Dray et Vincent Peillon, d'un nouveau « pôle rénovateur ». Or le trio a été rejoint par Benoît Hamon, responsable du club Nouvelle Gauche, et proche de l'ancienne ministre de l'emploi et de la solidarité, dont il a été l'un des collaborateurs. Ce dernier la presse aujourd'hui de rompre avec la direction de la Rue de Solferino pour rejoindre ce courant. Hélas, la seule rencontre qui a eu lieu, il y a un mois, entre M. Montebourg et M<sup>me</sup> Aubry s'est mal passée. « Elle m'a traité de populiste et de fainéant, il n'y a pas de stratégie d'alliance, pas de rapprochement. Comme d'autres, elle a à faire la critique introspective des cinq dernières années », déclare M. Montebourg.

Jusqu'ici, M<sup>me</sup> Aubry n'a donc rien cédé. Tout en appelant, comme beaucoup, à une « clarification » des positions, elle se garde bien d'éclairer la sienne. « Il faut un

débat de fond pour éviter un débat de personnes, sinon on va refaire le congrès de Rennes », affirme-t-elle. Tout au plus a-t-elle fait savoir que sa présence, lors d'un dîner de la « majorité » organisé par M. Hollande et ses proches, « ne devait rien au hasard » (*Le Monde* du 24 octobre).

### ÂPRES COMMENTAIRES

Mais, en même temps, elle a pris soin de laisser le jeu ouvert en exhortant le premier secrétaire du PS à ne pas reproduire les erreurs de la campagne présidentielle, marquée, à ses yeux, par un projet « édulcoré », en s'affranchissant d'un Fabius ou d'un Strauss-Kahn. Une stratégie mutique qu'elle a appliquée à son action passée, alors que ses lois ont été la principale cible du gouvernement Raffarin.

Elle n'a rien dit, ainsi, lorsque les 35 heures ont fait l'objet d'âpres commentaires, jusque dans les rangs

du PS, avant d'être brocardées et corrigées au Parlement par François Fillon. Elle s'est contentée, même s'il a dû lui en coûter, de fustiger, en marge de l'université d'été du PS à La Rochelle, l'absence de soutien des socialistes. A l'automne, elle a tenu, à Lille, une discrète conférence de presse sur les 35 heures, passée quasi inaperçue...

Prudente, la maire de Lille, qui dispose toujours d'une forte popularité parmi les militants, sait que le moindre de ses faux pas est guetté. En délicatesse avec nombre d'élus du Nord, sa position s'est fragilisée. Elle a donc choisi de respecter à la lettre la consigne de Pierre Mauroy : travailler sur le terrain, et laisser le temps au débat militant. « Aujourd'hui, elle souhaite revenir sur le bilan et esquisser des pistes », assure le député de l'Esonne François Lamy, un de ses proches.

Isabelle Mandraud

## Retraites : M. Fillon prévient que les salariés « vont devoir cotiser plus longtemps »

La retraite anticipée des fonctionnaires supprimée

**FRANÇOIS** Fillon a lancé, lundi 4 novembre, le débat sur la réforme des retraites, que Jean-Pierre Raffarin a promis de mener à bien « à la fin du premier semestre 2003 ». En marge de l'inauguration de la chambre des métiers de Loire-Atlantique, le ministre des affaires sociales a souligné que « les préretraites sont une catastrophe pour l'économie nationale alors même que l'on sait que les salariés vont devoir cotiser plus longtemps à l'avenir ».

Après avoir renoncé à la création des « fonds de pension à la française », promis par Jacques Chirac durant sa campagne (*Le Monde* du 25 octobre), M. Raffarin devrait ouvrir, début 2003, des négociations avec les partenaires sociaux sur l'avenir d'un système par répartition menacé par le choc démographique des années 2010-2020, et même engager sa responsabilité sur cette réforme devant l'Assemblée nationale. Or l'allongement de la durée de cotisation reste inacceptable pour la CGT, FO et plusieurs fédérations de fonctionnaires. Aussi bien dans le secteur privé, où les salariés cotisent désormais 40 ans, que dans le public, où ils peuvent cesser leur activité après 37,5 ans de cotisation, voire moins.

### « AVANT L'ÂGE LÉGAL »

Mais « comment peut-on dire aux Français qu'il faudra travailler plus longtemps alors qu'un tiers des salariés partent en retraite avant l'âge légal », s'est interrogé M. Fillon. La France a, en effet, l'un des taux d'activité des 55-64 ans les plus bas du monde, notamment en raison d'un recours massif aux préretraites qui a permis, depuis plus de vingt ans, de mener les restructurations industrielles sans trop de « casse sociale ». « Plutôt que la pré-

retraite, a ajouté le ministre, je préfère la formation tout au long de la vie, qui constitue la seule vraie sécurité de l'emploi. »

La réaction de la CGT a été immédiate. « Ce ne sont pas les préretraites qui sont une « catastrophe pour l'économie nationale », mais l'ampleur du chômage et du sous-emploi, a répliqué l'un de ses secrétaires confédéraux, Jean-Christophe Le Duigou. Allonger la durée de cotisation (...), c'est viser un abaissement du montant de la retraite, car peu de salariés auront le plein de leurs droits. » Il soupçonne le premier ministre d'avoir arrêté ses décisions « avant le début des négociations ». Le gouvernement a donné un premier signe de sa volonté de mettre un terme aux préretraites en annonçant, jeudi 31 octobre, l'« extinction progressive » du congé de fin d'activité, qui permet à un fonctionnaire de prendre sa retraite avant 60 ans s'il a 37,5 années de cotisation. Jean-Paul Delevoye, ministre de la fonction publique, estime que cet avantage « n'est plus compatible avec les perspectives démographiques à court terme dans la fonction publique ». Désormais, seuls les agents nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et le 31 décembre 1946 (avec 160 trimestres d'activité) ou avant le 31 décembre 1944 (150 trimestres) continueront d'en bénéficier.

Pour les fédérations de fonctionnaires, la mesure n'est qu'un premier pas vers un alignement du public sur le privé. « Cela revient à rallonger la durée d'activité », résume Gérard Aschieri (FSU-enseignants). Pour FO, le doute n'est plus permis : le gouvernement prépare les fonctionnaires à passer à quarante ans de cotisations.

Jean-Michel Bezat

## Au Parti socialiste, les clubs de réflexion se multiplient aussi

**UNE ÉCLOSION** hivernale a lieu. Plus encore qu'à droite, peut-être, il pousse des clubs à gauche, et en particulier au Parti socialiste. Jeudi 7 novembre, Michel Charzat, député de Paris et maire du XX<sup>e</sup> arrondissement, lance Le Paris citoyen, version corrigée et élargie du Paris citoyen que ce fabiusien avait créé en 1999 pour promouvoir sa conception de la démocratie locale. En même temps qu'il publie un livre très critique sur Lionel Jospin, *Le Premier qui dit la vérité...* (*Le Monde* du 29 octobre), Bernard Kouchner vient lui-même de réactiver le sien, Réunir, et d'envoyer son propre questionnaire à ses sympathisants. Ce qui ne l'em-

pêchera pas de participer, comme intervenant, au lancement du club de M. Charzat, et d'y pousser un « coup de gueule ». Sous peu, Dominique Strauss-Kahn inaugurerait A gauche, en Europe, un « think thank européen à la française » créé avec ses amis et complices habituels, Pierre Moscovici, Jean-Paul Huchon, Gérard Collomb, mais aussi Michel Rocard. Et l'on annonce la naissance du club de Laurent Fabius, en collaboration avec Denis Olivennes, actuel numéro deux du groupe Pinault-Prin-Temps-Redoute, et pilier d'En temps réel, un groupe où se retrouvent d'anciens membres de la Fondation Saint-Simon.

Ces clubs s'ajoutent à une longue liste de « boîtes à idées », récentes ou anciennes, en veille ou actives. Henri Emmanuelli, cofondateur du courant Nouveau monde, possède désormais le sien, du même nom, dirigé par l'économiste Liem Huang-Noc. Chez les « rénovateurs », Arnaud Montebourg, anime déjà la C6R. D'autres sont plus anciens, comme le club Réformer de Martine Aubry. Il n'y a guère que celui de Jean-Christophe Cambadélis - Pluriel -, en association avec le Vert Yves Cochet et le communiste Patrick Braouezec, à avoir pris une « année sabbatique » après la défaite électorale de la gauche.

Les nouveaux le jurent. C'est pour « mieux servir » le PS qu'ils créent leurs clubs, tous ouverts sur l'extérieur, aux intellectuels, aux experts économiques, aux sociologues et aux syndicalistes. « Ce n'est pas une machine de guerre, pas une boutique politique, pas l'ébauche d'un courant, ni même un groupe de pression, énumère M. Charzat. La gauche doit repenser son logiciel politique et moral. Si elle n'est pas irriguée, c'est la droite qui va récupérer les intellectuels. Elle nous pique déjà les idées. Si elle prend notre fonds de commerce, alors il n'y aura plus d'autre alternance qu'entre la droite et l'extrême droite. »

### RÉINVENTER SA DOCTRINE

Traumatisé par le 21 avril, le PS cherche surtout à réinventer sa doctrine et à retrouver des clivages avec la droite. « Ce n'est pas un signe d'implosion ou d'explosion, mais chacun sent bien que la situation est inédite depuis trente ans, que l'histoire d'Epinay est en train de se refermer », commente M. Moscovici. « Il n'y a plus de matrice. On est obligé de repenser aux grilles de clivage, c'est-à-dire de refaire de la politique », analyse M. Cambadélis. A en croire le député parisien, « maintenant que la gauche est à terre », les intellectuels seraient désireux de renouer avec elle, de « participer », sans pour autant venir Rue de Solferino, au siège du PS. « Ils sont très critiques, très interpellés, ils se manifestent de plus en plus, mais ils ne désirent pas venir physiquement au PS », affirme-t-il.

Il faut bien exister dans l'opposition. Chacun a donc prévu qui un colloque, comme DSK, qui un livre collectif, comme M. Charzat, qui des groupes de travail. Le premier a délibérément choisi de donner une tournure européenne à son club en y conviant des « figures de premier plan » allemandes, italiennes ou espagnoles. En réaction au Nouveau monde d'Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon, qualifié de « gauche des canuts de Lyon, des tisserands, des condamnés », M. Charzat souhaite pousser vers une « social-démocratie qui n'a jamais réellement existé ». « Les lois Jospin, dit-il, n'ont pas atteint leur but, voire même ont contribué à pulvériser la société en sommes d'individus. La politique sociale qui a été menée a renforcé le sentiment que chacun doit recevoir quelque chose sans qu'il y ait de devoirs. »

Hors courant (ou presque), ces clubs, qualifiés de « boîtes à outils », constituent des réseaux d'influence. Mais surtout, ils permettent de prendre date, au-delà du congrès du PS prévu en mai 2003 à Dijon, pour « l'après », la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2007. « L'objectif 2007 n'est en rien un objectif dégradant », affirme M. Moscovici. « Le meilleur candidat que nous puissions avoir, c'est Fabius », tranche M. Charzat. Privé, pour le moment, de leadership, le PS offre plus que jamais un terrain fertile à ces initiatives.

## La Cour de cassation statue sur la condamnation de M. Bové

**UNE CENTAINE** de personnes a manifesté, lundi 4 novembre, dans le centre de Millau (Aveyron) en soutien à José Bové, dont une condamnation pour destruction d'OGM devait être examinée, mardi, à Paris par la Cour de cassation. Les manifestants ont déployé devant le tribunal de grande instance de Millau une banderole clamant « syndicalistes en prison, démocratie en danger ».

M. Bové risque une peine de 14 mois de prison ferme. En décembre 2001, il avait été condamné à 6 mois de prison ferme et une amende de 7 622,45 euros par la cour d'appel de Montpellier pour la destruction de plants de riz transgénique en juin 1999. La cour avait également révoqué le sursis qui accompagnait une précédente peine de 8 mois de prison, prononcée en 1998, pour la destruction de semences transgéniques à Nérac (Lot-et-Garonne).

## Soutien « républicain » de M. Bockel à M. Sarkozy

**À L'OCCASION** de la signature du contrat local de sécurité, lundi 4 novembre à Mulhouse (Haut-Rhin), en présence du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, le maire socialiste, Jean-Marie Bockel, a rappelé son « désaccord » avec la « critique systématique totalement décalée par rapport à la réalité » exprimée par plusieurs personnalités de gauche contre le projet de loi sur la sécurité intérieure. « Je souscris pour l'essentiel à ce texte que je n'exclurais pas de voter si j'étais toujours député », a déclaré M. Bockel au *Monde*. « Ce n'est pas une loi contre les pauvres ; les couches populaires y compris celles issues de l'immigration sont les premières victimes de l'insécurité. S'il n'y a pas de risque de sanction, toute prévention est inutile. »

Le maire de Mulhouse milite en faveur d'un « pacte républicain » sur la sécurité qui fait, selon lui, l'objet d'un « autisme idéologique chez les uns et d'une surenchère sécuritaire chez les autres ». M. Sarkozy a rendu hommage au « courage » de M. Bockel en l'assurant que son message n'était « ni de droite ni de gauche », mais « républicain ». - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **ASSURANCE-CHÔMAGE** : le déficit du régime pour l'année 2002 devrait s'établir autour de 3,6 milliards d'euros, selon *Les Echos* du mardi 5 novembre, en raison d'une progression rapide des prestations depuis le début de l'année. L'Unedec serait contrainte de lancer très rapidement un emprunt important pour assurer sa trésorerie.

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : le ministre de la santé, Jean-François Mattei, s'est refusé, lundi 4 novembre sur LCI, à distinguer entre « gros risque » et « petit risque » en matière de prise en charge des soins dans le cadre de la Sécurité sociale. Le 31 octobre, Jacques Barrot, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, avait déclaré que l'assurance-maladie obligatoire devait se « concentrer » sur les maladies graves.

■ **DIEPPE** : Edouard Leveau (UMP) a été réélu maire de Dieppe (Seine-Maritime), dimanche 3 novembre. Il avait démissionné, le 17 octobre, en raison de dissensions au sein de la majorité de droite.

■ **EXTRÊME DROITE** : le groupe des Verts du Conseil de Paris a demandé, lundi 4 novembre, au préfet de police d'interdire une réunion prévue le 9 novembre à Paris par une association d'extrême droite. Cette manifestation, baptisée « Fête de l'identité », doit avoir lieu la veille du 64<sup>e</sup> anniversaire de la nuit de cristal, un pogrom organisé en Allemagne par les nazis durant la nuit du 9 au 10 novembre 1938.

**Vous recherchez les meilleurs placements ? Nous les trouvons pour vous.**

En tant que leader mondial de la gestion d'actifs, nous mettons tout en œuvre pour vous offrir des solutions d'investissement performantes, en restant toujours attentifs à vos besoins. En assurant une gestion dynamique de vos objectifs de rendement et de risque. Et en mobilisant toutes nos ressources afin de découvrir pour vous les meilleures opportunités de placement. Au travers de notre plateforme mondiale d'investissement, nos experts ont pour seul et unique but de répondre précisément à vos attentes. Tous font preuve du plus grand dévouement, que ce soit en matière de gestion d'actifs, de gestion de patrimoine ou de placements. En prouvant jour après jour que l'Union fait la Force. [www.ubs.com](http://www.ubs.com)

**UBS**  
Financial Services Group

**UBS**  
Private Banking

**UBS Warburg**

**UBS**  
Global Asset Management

# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Réveils en pleine nuit, **MARCHES AU PAS CADENCÉ**, hurlements... Les 140 étudiants de première année de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers de Cluny (Saône-et-Loire) devront subir jusqu'au

17 novembre « l'usinage », un bizutage censé leur transmettre les « traditions » des Gadz'arts. En dépit de la loi du 17 juin 1998 sur le bizutage, de **DEUX SÉVÈRES RAPPORTS D'INSPECTION**, en 1995 et en

1999, et contre la direction de l'école, les étudiants et la Société des anciens entendent conserver cette « période de transmission des traditions » qui doit former « **UNE ÉLITE DE MANAGERS** avec un peu de poi-

gne ». Les élèves qui refusent le bizutage sont marginalisés et leurs noms sont signalés sur **L'ANNUAIRE DES ANCIENS**, dont l'intervention a longtemps été primordiale pour trouver un emploi.

## Elèves et anciens Gadz'arts font régner la loi du bizutage

En dépit de la loi votée en juin 1998, et de deux sévères rapports d'inspection, la direction de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers de Cluny (Saône-et-Loire) ne parvient pas à encadrer les deux mois d'« usinage ». Les 27 000 anciens menacent la direction de représailles économiques

CLUNY (Saône-et-Loire)

de notre envoyé spécial

Par une porte entrouverte et solidement gardée, on n'aperçoit qu'une centaine d'élèves en blouse grise, assis par terre, qui se lèvent d'un geste de la main et se mettent en rang par deux le long d'un mur. En silence. Trois fois par jour et dès 6 h 30, les 140 étudiants de la dernière promotion de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam) de Cluny (Saône-et-Loire) sont rassemblés par leurs aînés de deuxième année pour apprendre les « valeurs » et les « traditions » des gadz'arts, leurs « vénérables anciens ». Cet enseignement marqué par la contrainte, la privation de sommeil, les marches au pas cadencé et les déplacements en rasant les murs et les hurlements sur les jeunes « conscrits » doit s'achever le 17 novembre, par un baptême.

Dans cette école au passé militaire, la loi du 17 juin 1998 sur le bizutage n'a semble-t-il pas changé grand-chose aux techniques d'intégration coercitives que les élèves ingénieurs appliquent depuis cent cinquante ans. Parmi les sept établissements de l'Ensam, le centre de Cluny a déjà dû fermer à deux reprises, en 1995 et en 1997, à la suite des dérives constatées dans la pratique de l'« usinage », cette période de transmission des traditions (PTT).

Après deux ans de négociations infructueuses pour adoucir le « climat de contraintes et de pressions psychologiques », le nouveau directeur de l'école, Jean-Luc Delpuech, a pris la décision, à la fin septembre, d'ex-



clure dix jours deux responsables du Comité de traditions. Une déclaration de guerre pour les 2<sup>e</sup> année, qui ont aussitôt boycotté les cours. La riposte a eu lieu le 11 octobre dans les petites rues de Cluny (5 000 habitants) : avec l'appui de la Société des anciens, un millier de gadz'arts venus de toute la France ont défilé en file indienne, en tapant du pied et en chantant des textes appris parfois plus de trente ans auparavant. Cette démonstration s'adressait directement à la direction de l'école, accu-

sée dans des dizaines de messages hostiles sur Internet de vouloir « l'abolition des traditions gadzariques ».

### « UNE ÉLITE DE MANAGERS »

Pour ces élèves, toucher aux « trad's », c'est remettre en cause les « deux siècles d'histoire » qui n'ont « rien à voir » avec le bizutage, assure Simon Moller-Camus, le président de l'Association des élèves. « Notre but, c'est de sensibiliser les conscrits à nos valeurs de fraternité et de solidari-

té, à travers certaines activités folkloriques et solennelles. On a envie que les élèves gardent un souvenir fort de ce qu'ils ont vécu ici. » Parmi les plus vieux, Sylvain, 24 ans, avoue qu'il a choisi d'intégrer l'Ensam « juste pour ça », pour cette « expérience qui forme une élite de managers avec un peu de poigne ».

La PTT se prépare un an à l'avance, dure deux mois et commence par une cérémonie au cours de laquelle les nouveaux élèves sont réveillés en pleine nuit pour prêter serment et se faire remettre leur blouse et leur « carnet de trad's ».

Cet « apprentissage » est ponctué de manifestations, dont les plus spectaculaires sont filmées : des élèves éméchés se défoulent à la fin de leur usinage sur une voiture, dans la cour centrale de l'école. Le véhicule est ensuite incendié sous l'œil éberlué des touristes. « C'est un simulacre de bataille au cours duquel les 2<sup>e</sup> année invitent les conscrits à se défouler sur eux, explique Rémy Marchal, un professeur à l'initiative d'un Collectif contre le sectarisme. Ils se font insulter, ça devient l'hystérie. »

Pour les professeurs, le premier effet de la PTT est l'absentéisme : « Hier, sur 70 élèves, 24 étaient absents parce qu'ils dormaient », peste un enseignant qui préfère garder l'anonymat. Le conscrit passe en effet tout son temps libre à apprendre des chants, à réfléchir au sens des humiliations et à boire parfois jusqu'au petit matin. Sa conduite est guidée par une série minutieuse d'interdits, comme celui de pénétrer dans certains lieux. « Ça les prépare à

l'entreprise, au stress, aux problèmes de gestion d'équipe, assure Aurélie, en 3<sup>e</sup> année. La PTT nous a apporté une cohésion et un esprit de groupe qu'on ne trouve nulle part ailleurs. »

La plupart des 1<sup>er</sup> année se soumettent afin de ne pas être exclus du groupe. Ceux qui refusent la PTT sont en effet placés hors usinage

direction tente depuis trois ans de négocier une évolution des statuts de l'association où la PTT ne serait plus obligatoire. Elle se heurte à une opposition catégorique des élèves et de leur Société des anciens. « Tout repose sur un volontariat parfaitement respectable, assure Denis Rapenne, le président de la Société des

### « Une préoccupation majeure » pour Luc Ferry

Le Comité national contre le bizutage (CNCB), fondé en juin 1997 et composé d'élèves, de parents et de représentants de syndicats de l'enseignement, a été reçu lundi 4 novembre par Claude Capelier, chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale, qui a assuré que la question du bizutage constituait pour Luc Ferry « une préoccupation majeure ». Il a souligné l'importance « de travailler en amont pour sensibiliser les élèves », par exemple grâce à la diffusion de dépliants, avant la prochaine rentrée scolaire. M. Capelier souhaite que l'énergie dépensée dans le bizutage soit réinvestie dans des démarches responsables et autonomes.

Le chargé de mission a fait part de la nécessité d'une réunion interministérielle et rappelé que la question du bizutage concernait aussi le ministère de la justice. Depuis la loi du 17 juin 1998, selon lui, une seule condamnation pour bizutage a été prononcée : sept élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Brest ont été condamnés, en décembre 1998, à quinze jours de prison avec sursis et à une amende de 1 000 francs (152,40 euros).

(HU). Ils ne peuvent adhérer à l'association des élèves qui gère de nombreuses activités, ne sont pas « baptisés », et donc pas considérés comme des gadz'arts. Sur l'annuaire des anciens, longtemps primordial pour trouver un emploi, le nom des ingénieurs HU est écrit en italique.

Deux rapports d'inspection, en 1995 et en 1999, se sont alarmés de la persistance de ces pratiques « qui empoisonnent durablement l'atmosphère et peuvent porter atteinte à l'image de l'école ». C'est ainsi que la

anciens, qui rassemble 27 000 ingénieurs dans le monde, dont 18 000 actifs. Si les élèves considèrent que ce n'est pas leur truc, personne ne les oblige. Mais comme dans toutes les associations, si vous ne voulez pas participer, vous vous excluez vous-même. » Le frein au changement est d'autant plus fort que les anciens n'hésitent pas à menacer la direction de ne plus verser de taxe d'apprentissage si les traditions sont amputées.

Alexandre Garcia

## « C'est une secte non avouée : on doit avoir un rite initiatique pour accéder à certaines choses »

Extraits du journal intime d'un élève, qui passe de la rigolade au stress

**MÉDÉRIC** Cartier, 24 ans, achève sa scolarité à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (Ensam) de Cluny (Saône-et-Loire), où il s'est spécialisé dans la fabrication

### ■ TÉMOIGNAGE

#### « On a une chanson à apprendre pour demander à sortir le week-end »

de planches de surf et de ponts en bois. Il est l'un des rares à avoir été placé « HP » (hors promotion) par ses condisciples, pour avoir dénoncé l'usinage, dans une lettre diffusée en novembre 2001 sur le forum de discussion des élèves. Trois ans plus tôt, cet adepte du skate-board et du piercing s'était pourtant plié aux « pratiques de dressage régressives, contraignantes et avilissantes » qui ont fait de lui un vrai Gadz'art, à la différence des « HU », les élèves déclarés « hors usinage » pour avoir refusé de s'y soumettre. Bien avant d'en dénoncer les excès, Médéric avait consigné ses impressions dans un journal intime dont *Le Monde* publie des extraits.

► **21 septembre 1999.** [Comme il n'a pas dormi dans sa chambre, Médéric a raté la cérémonie au cours de laquelle les nouveaux élèves, réveillés en pleine nuit, se voient remettre leur blouse, la « biaude » et leur carnet de traditions, le « cam's ».] Le lendemain, on m'arrête à la sortie du réfectoire, ainsi que tous ceux qui n'ont pas eu l'insigne honneur d'être réveillés par nos vénérables anciens. On nous apprend qu'on a fait une connerie, mais qu'on a toujours le choix de participer ou non à la période de transmission des traditions (PTT). On accepte. Le chef de traditions (CT) nous dit de bien le regarder car c'est pour la dernière fois. Il ne faut jamais regarder les cinq membres du Comité de traditions. (...) [Médéric reçoit son carnet, qu'il doit toujours garder sur son cœur, dans

une poche cousue à l'intérieur de sa blouse. Il est conduit dans une salle où les nouveaux ont été rassemblés.] Des anciens nous font mettre en file indienne le long des murs. (...) Nous n'avons soi-disant pas le droit de parler. Mais j'apprends qu'il faut écrire son nom, son prénom et sa famille, ainsi que le numéro de la famille, au dos de sa biaude, à la craie blanche. J'apprends qu'un conscrit doit faire écrire un Ancien sur sa cigarette s'il veut fumer.

► **23 septembre.** On a rendez-vous à 7 h 15, avec des chaussures noires qui brillent et qui claquent. On est en file indienne le long des murs, sans bouger ni parler, quand les Anciens entrent nous expliquer comment on forme le « monôme » : le bras droit tendu posé sur l'épaule droite de celui de devant, le bras gauche tendu immobile le long du corps, le pied gauche tape la phrase et le pied droit glisse sur le sol. (...) A 18 h 30, une fois les cours finis, on se retrouve en « sec's » (salle d'éducation des conscrits) où, comme d'habitude, on se fait engueuler.

► **25 septembre.** [Une sortie est organisée dans un village médiéval.] On chante beaucoup, on fait beaucoup de « fratern's » (manière de trinquer en se croisant les coudes), il y a une ambiance de fête vraiment formidable. Quelques-uns étaient « plac's » (bourrés), d'autres raides morts, certains ont vomi.

► **27 septembre.** Deux élèves ont craqué ce matin. Je crois que tout le monde prend la PTT au sérieux sauf quelques-uns. La majorité n'a pas compris que l'on n'était pas au goulag (quoique...) et qu'on n'allait pas se faire fusiller. On se rend en sec's en rasant les murs. A nouveau, c'est le silence. [Les conscrits se font sermonner par les responsables d'usinage (RU)] : « Y'en a qui ne sont pas venus en sec's, y'en a qui craquent... Faudrait vous tuy'ser (renseigner) sur vos ch'tis cop's qui vont pas bien, y'en a qui vous « chient à l'c's » (qui vous emmerdent). On en a marre de vous faire la police. » Puis ils sautent de la table sur laquelle ils étaient et sortent en claquant violemment les portes. Devant la pres-

sion croissante, je n'ai pas le choix, je vais me mettre HU. Ce que je trouve idiot, c'est qu'on ne nous laisse pas travailler, alors qu'on en a envie. On ne nous laisse pas de temps.

► **28 septembre.** En fait, maintenant, c'est juste stress et pression. Le fait que je prenne ça à la rigolade ne plaît pas du tout aux autres. On est allé en sec's. Comme d'habitude, on nous gueule beaucoup dessus. On a appris qu'il y en avait un qui a voulu téléphoner à SOS bizutage. (...) Nous sommes tous des lâches. Je veux être Gadz'arts car c'est mal de ne pas être Gadz'arts. J'ai déjà été prêt à me mettre HU. Il y en a d'autres dans mon cas. Ils ne participent pas, ils subissent l'usinage à cause de la réputation qu'ont les HU. Pour eux, c'est beaucoup plus difficile de trouver du boulot, de s'intégrer à la vie de l'école.

► **7 octobre.** On a une nouvelle chanson à apprendre, *La Décale*, pour demander l'autorisation de sortir le week-end (...) On n'a vraiment pas de temps pour nous.

► **9 octobre.** (...) Je pense que les Gadz'arts, c'est une secte non avouée : on doit avoir un rite initiatique pour avoir le droit d'accéder à certaines choses... comme si le concours ne suffisait pas. Les autres ne se rendent même pas compte qu'ils sont en train de se faire endoctriner. Moi, cela ne me dérange pas particulièrement, sauf quand ça touche à ma vie privée... Enfin, faut dire que je n'ai plus de vie privée.

► **8 novembre.** Les anciens ont choisi cinq personnes parmi nous, les plus motivées par l'usinage. Ils leur ont expliqué que la « strass » (l'administration) les empêchait de continuer. Comme c'est pas terminé, il faut donc qu'on s'auto-usine ! Ils nous ont fouettés pendant cinq semaines et maintenant faut qu'on se fouette tout seuls !

► **13 novembre 1999.** Les Anciens ont coupé leurs cheveux de manière farfelue. (...) On les a vus fracasser une pauvre 2 CV dans la cour de l'abbaye. Tout le monde l'a compris. Ils voulaient juste nous montrer qu'il n'y avait que l'autorité qui marchait.

# Votre confiance n'a pas de prix.

Chez UBS Global Asset Management, nous connaissons la valeur de votre confiance et nous cherchons à l'entretenir jour après jour grâce à notre plate-forme mondiale d'investissement et à notre réseau de connaissances qui couvre les principaux marchés d'Amérique, d'Europe et d'Asie dans toutes les classes d'actifs. Sans oublier notre savoir-faire en matière de gestion dynamique de vos objectifs de rendement et de risque. Nos spécialistes en gestion de patrimoine et en placements ont le souci constant de répondre précisément à vos attentes. Ils conçoivent des solutions performantes qui tiennent compte à la fois du contexte global et des spécificités locales. Avec vous et pour vous. Parce que l'Union fait la Force. [www.ubs.com](http://www.ubs.com)

**UBS**  
Financial Services Group

**UBS**  
Private Banking

**UBS Warburg**

**UBS**  
Global Asset Management

## A Choisy-le-Roi, l'abbé Pierre dénonce le projet de loi Sarkozy sur la sécurité intérieure

Le fondateur d'Emmaüs a visité un bidonville rom

L'ABBÉ PIERRE, la personnalité préférée des Français, est entré en guerre contre le projet de loi Sarkozy sur la sécurité intérieure qui prévoit notamment de pénaliser les squats de terrains vagues et la mendicité agressive. Le fondateur des communautés Emmaüs, âgé de 90 ans, avait choisi, lundi 4 novembre, un bidonville de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) occupé par des Tsiganes, pour présenter un « amendement » symbolique, cosigné par sept associations, contre le projet de loi du ministre de l'Intérieur. L'« amendement abbé Pierre », intitulé « de l'insécurité des exclus », et lu par l'abbé devant quelque 150 Roms, au milieu d'une nuée de cameramen et de photographes, prévoyait que « nul ne peut être poursuivi pour avoir mendié, cherché un abri dans un logement ou un terrain non occupé, s'il ne lui a été proposé un moyen digne de subsistance et de logement ».

Médecins du monde (MDM), qui apporte son aide à environ 1 800 Roms roumains occupant des terrains vagues ou des locaux dans les communes proches de Paris, ainsi que le DAL (Droit au logement), ATD Quart Monde, le Secours catholique, l'Armée du Salut et la Fédération de l'entraide protestante ont cosigné cet amendement au projet de loi – qui doit être discuté au Sénat mercredi 6 novembre. Selon Emmaüs-France, l'initiative de l'abbé Pierre pourrait n'être que la première d'une campagne qui pourrait prendre de l'ampleur si le texte de Nicolas Sarkozy n'était pas amendé. L'abbé Pierre a également envoyé une lettre au président de la République, Jacques Chirac, lui demandant de peser dans le débat.

Le ministre de l'Intérieur, en déplacement à Colmar (Haut-

Rhin), a réagi lundi soir en affirmant que « l'abbé Pierre n'[avait] pas été bien informé ». « Il n'y a pas de mesures contre les mendiants » dans le projet de loi, a précisé le ministre, qui a assuré se tenir à la disposition de l'abbé Pierre « pour le recevoir et parler avec lui des sujets qui le préoccupent ». « Je mets au défi quiconque de prouver qu'il sera impossible de mendier, que les mendiants seraient punis », a ajouté M. Sarkozy. « Ce qui est en cause, c'est la lutte contre les réseaux qui exploitent les handicapés », a-t-il conclu.

### « J'AI ÉTÉ UN SQUATTER »

Dans un entretien accordé lundi matin de son domicile d'Alfortville, l'abbé Pierre avait affirmé à l'Agence France-Presse qu'il avait lui-même « été un squatter et un mendiant » : « Moi aussi, j'ai mendié porte Saint-Martin, et je pleurais. » « Quand j'ai lu le projet de loi [sur la sécurité intérieure], j'ai sauté d'indignation », a déclaré l'abbé. « Comment est-ce possible que des hommes publics qui ont le devoir de faire des lois introduisent de telles clauses ? », s'est-il interrogé à propos des mesures sur la mendicité, les gens du voyage et les prostitués.

« Depuis que j'ai quitté le Parlement en 1952, c'est le premier texte qui m'indigne autant », a-t-il assuré, affirmant que, « si les gens avaient les moyens de payer les amendes qu'on prévoit, ils ne seraient pas obligés de mendier ou de squatter ». « Comment peut-on envisager de punir des gamins de 13 ans, et de ne pas punir une mairie qui ne construit pas de logements sociaux ? », s'est également demandé l'abbé Pierre qui a conclu : « Personne ne mendie par plaisir. »

## Au premier jour du procès Dumas, Alfred Sirven a joué avec la peur qu'il inspire aux autres prévenus

Le procès en appel de l'affaire Elf s'est ouvert lundi à Paris. Multipliant les déclarations en aparté et les mimiques, l'ancien bras droit de Loïk Le Floch-Prigent a assuré le spectacle à l'audience



LE PRÉTOIRE a sa géographie. A l'ouverture du procès en appel de Roland Dumas, lundi 4 novembre, le spectacle était là, dans cette quête à la fois consciente et inconsciente, ou plutôt réfléchie et animale, d'un morceau de territoire par chacun des cinq prévenus. Comme on délimite ses frontières pour se protéger de l'épreuve à venir. Comme, aussi, on désigne sa place sur un échiquier de responsabilités. Première à entrer, flanquée de ses deux avocates, Christine Deviers-Joncour a choisi l'allée de gauche, ni le premier rang, ni le dernier, celui du milieu. Elle a posé son grand manteau beige sur la chaise voisine et elle est apparue, plus menue que jamais, dans un pantalon sombre et une étroite veste anthracite, le regard rivé à la pointe de ses bottes.

Elle piochait dans son sac une barre chocolatée, quand Roland Dumas est apparu, seul, de sa démarche claudicante, vêtu d'un costume marine, une cravate bordeaux nouée sur sa chemise blanche. Il a opté pour la rangée de droite, au fond, la plus éloignée de la cour. Entre les deux anciens amants, pas un salut, pas un regard. Puis est arrivé Gilbert Miara, costume sombre lui aussi, cheveux rejetés en arrière, comptant beaucoup sur son chewing-gum pour paraître détendu. Quelle autre place pouvait choisir le troisième héros de ce vaudeville sentimentale que celle-ci, du même côté que Christine Deviers-Joncour, mais à la même hauteur que Roland Dumas ? Après avoir

embrassé son ex-maîtresse, il s'est approché courtoisement de l'ancien ministre et ancien président du Conseil constitutionnel. « Vous allez bien ? », s'est-il enquis incongrument. « Mmoui, ça va », a répondu M. Dumas, sans décroiser ses mains. Loïk Le Floch-Prigent s'est installé à son tour. Rangée de droite, au milieu, encadré et comme abrité par ses avocats.

Restait le premier rang. Vide, pendant vingt longues minutes. Jusqu'à cet instant où, de l'autre bout de la salle, accompagné d'un garde, est entré Alfred Sirven. Amaigri dans son costume gris clair, portant ruban rouge à la boutonnière de son veston, le teint hâlé, il a dédaigné les chaises qui l'auraient placé juste face à la cour et dos à ses codétenus.

Le voilà assis sur le banc, de côté, à la seule place d'où il peut tous les apercevoir. Il les regarde d'ailleurs, saisissant l'expression figée, presque douloureuse, de Christine Deviers-Joncour ou le signe de la main trop appuyé de Loïk Le Floch-Prigent auquel il répond d'un vague mouvement de la tête. Tous derrière et lui devant.

La présidente, Christiane Beauquis, les appelle un à un à la barre. Nom, prénom, date de naissance, adresse, profession. Christine Deviers-Joncour, 55 ans, sans emploi et sans domicile fixe. « Je suis provisoirement hébergée par ma mère en Dordogne et quand je suis à Paris, je suis logée chez des amis. Je n'ai pas trop envie de donner mon adresse, je protège ma mère qui a 80 ans. Je suis en recherche d'emploi depuis un an. Mais Christine Deviers-Joncour, on lui propose pas grand-chose. J'ai un compagnon qui m'aide un peu, à manger au moins. » Alfred Sirven, 75 ans, retraité. « Retraité du régi-

me général depuis 1992, j'ai travaillé trente-huit ans dans l'industrie. » Gilbert Miara, 63 ans, vendeur de meubles. « Je suis salarié, je dirige un point de vente. Je gagne entre 350 000 et 400 000 francs par an. »

Loïk Le Floch-Prigent, consultant international. « Je passe la moitié de mon temps dans des pays étrangers, touchant au pétrole. Je conseille des grandes entreprises, des chefs d'Etat en général. Je réalise un chiffre d'affaires de 1 million de francs par an, soit 250 000 francs net, tout le reste est saisi par le fisc. » Roland Dumas, avocat. « J'ai ma

### « J'ai un compagnon qui m'aide un peu, à manger au moins »

CHRISTINE DEVIERS-JONCOUR

retraite de parlementaire, cinq législatures, 50 000 francs par mois. J'ai repris mon activité d'avocat, la première année était déficitaire, celle-ci sera bénéficiaire. »

A l'occasion d'une première suspension d'audience pour permettre à la cour d'examiner les questions de procédure soulevées par plusieurs avocats, la géographie du prétoire se modifie. Roland Dumas a jugé sa place inconfortable, trop exposée aux regards appuyés de la presse, et à ceux, lancés à la dérobée, de son ancienne maîtresse. Lentement, il rejoint ses avocats, assis au premier rang de l'allée de gauche. A droite, ils ne sont donc plus que deux, Loïk Le Floch-Prigent et Alfred Sirven. Et l'on sent déjà que c'est de ce côté-là de l'allée que l'audience va basculer.

Pascal Robert-Diard

## Kamel Daoudi, soupçonné de terrorisme, compare Fleury-Mérogis à Guantanamo

Il comparait, lundi 4 novembre, pour avoir agressé trois surveillants

ACCUSÉ de terrorisme, en détention provisoire depuis plus d'un an, Kamel Daoudi demeure résolu et pugnace, même après de longs mois en quartier d'isolement. Ce n'est pas Elizabeth Morel, la présidente de la 51<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel d'Evry (Essonne), qui dira le contraire. Poli mais combatif, le jeune homme de 28 ans à la barbe fournie et aux lunettes rondes vissées sur le nez comparait, lundi 4 novembre, pour avoir agressé, le 29 août, trois surveillants de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, où il était détenu.

Mis en examen le 3 octobre 2001 pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », Kamel Daoudi est incarcéré depuis lors, soupçonné d'appartenir au réseau proche d'Al-Qaïda du Franco-Algérien Djamel Beghal, qui aurait préparé des attentats en Europe. Le jeune homme a comparu entouré d'un imposant dispositif de sécurité : CRS à l'entrée, passage du public sous un détecteur de métaux, audience dans la grande salle d'assises. Mais, contrairement à ce que la justice redoutait sans doute, il n'a pas cherché à faire de sa comparution une tribune pour ses idées. Il a aussi contredit l'image d'un fondamentaliste exalté qu'avait laissé entrevoir une lettre diffusée par les médias en septembre. Cet ancien lycéen modèle, féru d'informatique, s'est néanmoins servi de l'audience pour dénoncer « l'acharnement des surveillants » à son égard et la « zone de non-droit » de la prison.

Selon une version pas tout à fait conforme au rapport de l'administration pénitentiaire, comme l'a souligné M<sup>me</sup> Morel, les trois surveillants ont raconté avoir été agressés par Kamel Daoudi. Ce dernier aurait refusé de se soumettre à la fouille obligatoire lors de son arrivée au quartier disciplinaire, à la suite d'un comportement insultant et provocateur à l'égard de ses gardiens habituels. Deux des surveillants du quartier disciplinaire ont été mordus aux avant-bras et le troisième s'est plaint d'avoir eu trois doigts retournés. Kamel Daoudi, lui, a expliqué qu'il avait voulu « se

défendre » contre « l'excès de zèle » des trois surveillants à son égard. D'après lui, il s'était fait envoyer au quartier disciplinaire par « solidarité » avec un autre détenu, injustement puni à ses yeux, et pour « alerter » l'administration pénitentiaire sur le comportement « vindicatif » des surveillants : « Je ne suis pas le justicier masqué, mais, quand vous êtes constamment la cible de propos racistes et islamophobes, il n'y a pas d'autre façon de faire réagir la direction. C'est facile de critiquer ce qui se passe à Guantanamo, mais on ferait mieux de balayer devant sa porte. »

A ce régime, l'audience a vite tourné à la confrontation avec la présidente. Quand le prévenu a évoqué une photo de lui le visage tuméfié, prise après l'altercation avec les

surveillants, M<sup>me</sup> Morel a fait mine de ne rien remarquer sauf qu'elle le « trouve beaucoup plus bronzé sur cette photo ». Un peu déconcerté, le prévenu a demandé à la présidente si elle était « sérieuse » avant de donner, lui aussi, dans l'ironie : « Je ne crois pas qu'il y ait de bronzariums en prison. » Dans le même registre, Kamel Daoudi a cité André Gide, affirmant que, « lorsque les gens intelligents se piquent de ne pas comprendre, il est constant qu'ils y arrivent mieux que les sots ». Malgré cette impertinence, le tribunal a prononcé une condamnation à deux mois d'emprisonnement avec sursis, au lieu des six mois ferme requis.

Frédéric Chambon

## Nouvel appel à manifester des syndicats de l'éducation

LES CINQ PRINCIPALES fédérations de l'éducation ont appelé, lundi 4 novembre, à une « manifestation nationale d'ici la mi-décembre » pour demander une hausse du budget et des garanties sur la décentralisation du service public. Constatant que « malgré le succès de la grève du 17 octobre, le gouvernement n'a pas entendu les revendications exprimées avec force », la FSU, l'UNSA Education, le SGEN-CFDT, la FAEN et la CGT proposent d'associer les parents d'élèves, les lycéens et les étudiants au mouvement, dont la date et les modalités doivent être arrêtées mercredi. « Aucun véritable dialogue social n'a été établi alors que le gouvernement multiplie les déclarations et les actes qui aggravent la situation », indiquent les syndicats. Organisée lundi, la première table ronde sur le dispositif des assistants d'éducation, qui doivent remplacer les 5 600 postes de surveillants et les 20 000 postes d'aide-éducateurs supprimés en 2003, a produit des résultats « très décevants », selon les syndicats.

### DÉPÊCHES

■ **GRÈVE** : les éboueurs de la métropole lilloise en grève depuis huit jours devaient reprendre le travail, mardi, après une nuit de négociations avec la direction d'Esterra, chargée de la collecte des ordures de la communauté urbaine. « Les grévistes ont obtenu ce qu'ils voulaient, quatre points d'augmentation et un jour de grève payé », a indiqué un représentant CFDT de l'intersyndicale.

■ **FAIT DIVERS** : un homme a été mortellement blessé, lundi 4 novembre au matin, dans un bar de la place des Fêtes, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, victime d'un règlement de comptes. Deux inconnus ont fait feu sur l'homme attaché à l'intérieur du bar.

■ **VIOL** : cinq adolescents, âgés de 15 à 19 ans, soupçonnés d'avoir participé à une « tournante » lors de la soirée de Halloween, jeudi 31 octobre, à Montpellier, ont été placés samedi en détention provisoire et mis en examen pour viol collectif en réunion. La victime, une adolescente de 17 ans, affirme avoir été entraînée jeudi dans un square par son ancien compagnon.

PANORAMA  
MÉDECIN

Sous le haut patronage de  
Jean-François Mattéi,  
Ministre de la Santé

Avec : LE FIGARO  
magazine  
france 5

## 1<sup>ER</sup> FORUM PATIENTS-MÉDECINS Se soigner aujourd'hui

Samedi 16 novembre 2002  
Faculté de médecine de Paris  
12, rue de l'Ecole-de-médecine

Avec le parrainage de la Mairie de Paris

**Nouveaux droits des patients,  
Erreur médicale, maladies rares,  
Cancer : dépistage et difficultés pour l'entourage familial,  
Suicide, violences : quel dialogue avec l'adolescent ?  
Médecins-Associations, comment travailler en synergie ?**

### Comment améliorer la relation patients-Médecins.

#### Programme

- 8h30 : Ouverture du Forum : Bernard Kouchner
- 9h - 10h30 : Séance plénière :  
Les nouveaux droits des patients
- 10h45 - 13h : Quatre conférences débat :
  - Erreur médicale : et si on évitait les conflits ?
  - Schizophrénie : nécessaire alliance thérapeutique entre médecins et patients.
  - Les relations médecins-associations de patients : comment travailler en synergie ?
  - Maladies rares : quelles solutions pour les médecins et les familles ?
- 14h - 15h : Séance plénière : Les relations patients-médecins face aux « pathologies modernes » sida, alzheimer, stress, dépression...
- 15h15 - 17h : Trois conférences débat :
  - Suicide, conduites addictives, violences : quel dialogue avec l'adolescent ?
  - Essais cliniques chez l'enfant.
  - Cancer : dépistage et difficultés pour l'entourage familial...
- 17h : CONCLUSION par un « GRAND TEMOIN »

Rencontre avec les associations de patients sur l'espace d'exposition.

En partenariat avec :

Bristol-Myers Squibb

MACSF  
assurances

Pfizer  
Patients Partenaires

Les Entreprises  
du Médicament.

Entrée 5 € sur place, gratuite sur [www.33docavenue.com](http://www.33docavenue.com)  
(Les bénéfices des entrées seront reversés aux associations présentes)

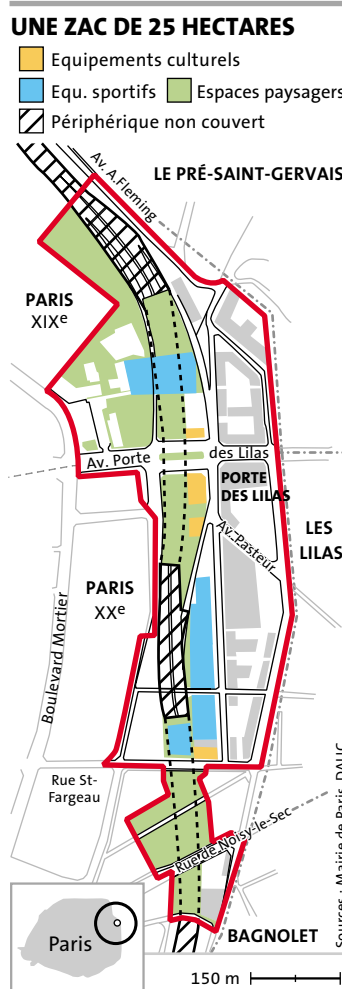
Groupe J.B. Baillière Santé

# Paris veut faire du périphérique un pont vers la banlieue

La couverture du boulevard circulaire et l'aménagement de la porte des Lilas font l'objet d'une concertation entre les élus de la capitale et ceux des communes voisines. La Ville consacrera 130 millions d'euros à ce projet

LE BOULEVARD périphérique ne constitue pas toujours la limite géographique exacte de la capitale : l'autoroute la plus fréquentée de France a souvent été implantée sur la frange extérieure du territoire parisien. Mais le « périph », comme l'appellent les Parisiens, n'en est pas moins une barrière de 35 kilomètres de circonférence, la plupart du temps infranchissable autrement qu'en voiture, entre Paris et la banlieue. A l'exception des « beaux » quartiers de l'ouest, où il a été construit en tranchée, et la plupart du temps couvert. Le contrat de plan 2000-2006 prévoit la couverture de cette saignée bruyante et polluante sur quelques tronçons : en tout, 1,250 kilomètre au nord et à l'est de Paris. Ces travaux coûteront 180 millions d'euros, financés à parité par l'Etat, la Ville et le conseil régional d'Ile-de-France.

La municipalité parisienne a décidé de s'appuyer sur ce gigantesque chantier pour commencer la mise en œuvre du projet de Bertrand Delanoë. Le maire (PS) de la capitale souhaite réaménager cette couronne urbaine en établissant de nouvelles liaisons avec la banlieue et en rénovant, à cette occasion, les espaces déshérités qui bordent le boulevard périphérique : un programme qualifié par les élus de véritable « réparation » urbaine (Le Monde du 28 septembre). La première opération concerne le secteur de la porte des Lilas, où une dalle de 680 mètres devrait être construite d'ici à 2006 par-dessus les huit voies de circulation et un gigantesque échangeur routier. Cette couverture permet à Paris de relancer un important aménage-



ment urbain : la ZAC de la porte des Lilas était en sommeil depuis une dizaine d'années en raison des risques financiers que ne voulaient pas assumer les prédécesseurs de M. Delanoë. Ce sont maintenant

plus de 130 millions d'euros qui devraient être consacrés à ce projet par la Ville. « Nous avons décidé que nous ne rechercherions pas forcément l'équilibre financier de l'opération, assure Jean-Pierre Cafet, adjoint (PS) de M. Delanoë à l'urbanisme. Car nous considérons que nous pouvons envisager un déficit pour réussir un aménagement, dans l'intérêt des Parisiens, mais aussi dans celui des habitants des communes de la banlieue. »

A l'occasion de la relance de la ZAC de la porte des Lilas, son programme d'aménagement a été en effet étendu sur 25 hectares, jusqu'aux villes des Lilas, Bagnolet et Le Pré-Saint-Gervais, sur le département Seine-Saint-Denis. Tous jours dans la démarche affichée par la municipalité parisienne d'établir enfin des relations équilibrées avec les 29 communes voisines de la proche couronne, toutes ces collectivités et plusieurs associations locales ont été invitées, depuis un an, à donner leur avis sur le projet général d'aménagement mis au point par la direction de l'urbanisme de la Ville de Paris.

Les demandes des associations – à l'image de l'Association pour la sauvegarde de l'environnement de la porte des Lilas (Asepl), créée en 1990 – ont pu être prises en compte. « Nous avons obtenu que les services de la Ville abandonnent leur projet de tracer une radiale entre Paris et la banlieue, explique Roland Hubert, le président de l'Asepl. Cela aurait constitué un véritable aspirateur à voitures. Il nous reste à être vigilants sur la dimension des espaces verts. » En revanche, les élus parisiens, conduits par Pierre Mansat, ad-

joint (PCF) chargé des relations avec les collectivités territoriales d'Ile-de-France, ont compris que cette concertation ne pouvait pas consister à faire avaliser leur propre projet par les élus des communes de banlieue.

« A l'occasion de la dernière réunion, qui a eu lieu le 14 octobre, nous avons senti une réelle déconnexion entre les plans des bureaux d'études de la ville et nos propres

## Porte des Lilas, une dalle de 680 mètres devrait recouvrir, d'ici à 2006, les huit voies de circulation du périphérique

demandes, explique Gérard Comme, le maire (PS) du Pré-Saint-Gervais. Si Paris maintient son projet en l'état, c'est-à-dire si la Ville persiste à vouloir concentrer les nouveaux grands ensembles de logements en lisière de notre commune, tout en plaçant les nouveaux espaces verts sur son propre territoire, je serai le premier à prendre la tête de la mobilisation des habitants de la banlieue pour dénoncer le fossé entre les bonnes intentions affichées par les élus parisiens et la réalité présentée par les technocrates. » Et si Daniel Guiraud, le maire socialiste élu en 2001 aux Lilas, salue la « volonté de dialogue » de ses homologues pari-

siens, il regrette, lui aussi, que certaines de ses demandes ne soient pas mieux prises en compte par les représentants de la capitale : « Il faudra bien que les nouveaux espaces verts soient aussi facilement accessibles de chez nous que de Paris. Et le problème de l'emplacement de la déchetterie n'est pas encore réglé. »

M. Mansat, qui se veut aussi bien le « passeur » entre Paris et ses voisins qu'entre des communes de banlieue « qui n'avaient pas non plus l'habitude de dialoguer entre elles », reconnaît que les services de la Ville vont devoir imaginer, sur tous ces problèmes, des solutions qui donnent satisfaction à tous. Il souhaite ainsi que le problème posé par la proximité d'une déchetterie soit mieux pris en compte. Roger Madec, le maire (PS) du 19<sup>e</sup> arrondissement, ne partage pas tout à fait cet avis : « D'accord pour écouter nos voisins mais, au bout du compte, ce sont les élus parisiens qui doivent décider de l'affectation des territoires de la capitale, estime M. Madec. Ces communes de banlieue ne sont jamais venues nous consulter sur leurs propres projets. » Un discours presque provocateur que tente d'atténuer Michel Charzat, son homologue (PS) du 20<sup>e</sup> arrondissement, qui a eu, lui aussi, d'après discussions avec son bouillant voisin sur les équipements à installer dans cette ZAC : « L'intérêt de la concertation, même si elle s'avère difficile, c'est d'éviter les problèmes qui peuvent naître d'un aménagement mal conçu par l'ensemble de ceux qui peuvent en bénéficier. »

Christophe de Chenay

## Le Futuroscope recherche un partenariat avec Microsoft

LA société d'économie mixte locale qui succède au groupe Amaury à la tête du Futuroscope a annoncé son intention de relancer le parc d'attractions de Poitiers, notamment grâce à l'installation, en avril 2003, d'une nouvelle génération de jeux vidéo, en partenariat avec Microsoft, Infogram et Thomson.

Le renouvellement de l'offre commencera dès décembre avec un film en 3D sur le Père Noël. Dotée d'un capital de 40 millions d'euros, la nouvelle société a pour principaux actionnaires le conseil général de la Vienne (24 millions) et le conseil régional de Poitou-Charentes, qui a affecté à cette opération 10 millions en autorisation de programme.

Dominique Hummel, 48 ans, qui fut directeur général des services de la région entre 1992 et 1998, a été nommé président du directoire chargé de la gestion du parc, de son palais des congrès et de son agence de voyages. Ancien directeur général du Puy-du-Fou (Vendée), Emmanuel de Villiers, 36 ans, prend en charge l'exploitation et la publicité. Cette nouvelle équipe se donne dix-huit mois pour redresser la situation. – (Corresp.)

### DÉPÊCHE

■ TRANSPORTS : Jean-Pierre Raffarin a déclaré, lundi 4 novembre, à Besançon (Doubs), que le projet de TGV Rhin-Rhône avait « toute sa sympathie ». Néanmoins, le premier ministre, qui avait été interpellé par les élus de la région, a renvoyé ses interlocuteurs à l'audit sur les grands projets d'infrastructures commandé par le gouvernement.

## Sur la ZAC Rive gauche, des projets contestés de gratte-ciel

POUR L'AMÉNAGEMENT du secteur Masséna-Bruneau, à cheval sur Paris et Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), qui est la partie est de la gigantesque ZAC Paris Rive gauche, le cabinet Yves Lion et les élus des deux villes ont fait le pari d'une transformation de ce moloch de tôles qu'est le périphérique parisien.

« Dans dix ans, les voitures feront moins de bruit, la pollution sera nécessairement moins forte, le périphérique toujours aussi fréquenté mais de façon beaucoup moins agressive », écrit Yves Lion dans la présentation de son étude. Cette surprenante prévision autorise l'architecte à adopter un étonnant parti pris pour l'aménagement des abords du « périph' ».

A l'heure de l'« urbanisme à visage humain », lancé par Jean Tiberi, et non désavoué depuis par Bertrand Delanoë, son successeur à la Mairie de Paris, Yves Lion et ses collaborateurs multiplient, comme une provocation, sur les dessins et les plans qui ont séduit les élus, des tours de 20 à 25 étages. Qualifiées de « gratte-ciel modérés » par la commission technique de la Ville de Paris, ces constructions suscitent de vives critiques.

Bien qu'implantées dans un futur « espace paysager », et au



Cette image de synthèse représente un projet de barres et de tours à cheval sur la capitale et sa voisine Ivry-sur-Seine. Qualifiées de « gratte-ciel modérés » par la commission technique de la Ville de Paris, ces constructions suscitent de vives critiques.

milieu d'une « liaison » urbaine qui devra assurer la continuité entre les deux communes, ces tours seront posées sur l'horizon d'une banlieue déjà largement mutilée par les immeubles de grande hauteur. D'ailleurs, ce projet et l'ensemble des propositions retenues par les élus ont stupéfié les associations, qui militent depuis des années pour une baisse de la densification de la ZAC Paris Rive gauche. « Nous sommes radicalement opposés à de telles tours, et en particulier contre le projet d'un immeuble de logements de 25 étages, qui crée un obstacle entre les deux villes au lieu de les rappro-

cher », explique Fabrice Piault, président de l'association Tamtam, l'une des plus actives du 13<sup>e</sup> arrondissement.

### « ABERRATION URBANISTIQUE »

Quelques semaines après que M. Delanoë a relancé le processus de concertation sur la poursuite de l'aménagement de cette ZAC, les orientations des élus sont vigoureusement contestées, alors que la Ville cherche à profiter au maximum du renchérissement de l'immobilier dans Paris pour tenter de rééquilibrer le bilan économique de ce chantier, le plus grand de la capitale. « C'est une aberration

urbanistique et financière de vouloir continuer à construire sur dalle jusqu'au boulevard périphérique, assure M. Piault. Il faut que les élus reviennent leur copie. »

Ces critiques sont de mauvaises augures pour l'équipe de Bertrand Delanoë, à quelques semaines de la séance du conseil de Paris qui doit décider, en janvier prochain, des réorientations de la ZAC Paris Rive gauche. D'autant que celles-ci devront être inscrites, cette fois, dans le futur plan local d'urbanisme, le PLU, qui doit remplacer le POS de la capitale.

C. de C.

## Trois fois moins de surfaces brûlées dans le Sud cette année

Les pompiers attribuent ce bilan en amélioration au succès de la politique de prévention

LA PLUIE aura au moins eu un effet bénéfique. Le sud de la France a été épargné par les feux de forêt de façon spectaculaire cette année. « C'est un été exceptionnel », déclare Philippe Bodino, chef d'état-major adjoint de la sécurité civile de la zone Sud (Languedoc-Roussillon, PACA, Corse, Drôme et Ardèche), à l'heure du bilan. Seulement 5 917 hectares ont été parcourus par le feu depuis le début de l'année, dont 2 400 hectares cet été. En 2001, 17 000 hectares, soit près du triple, avaient brûlé. Même bilan positif dans le Sud-Ouest, où 900 hectares ont été touchés par les incendies depuis le début de l'été, contre 2 300 hectares en moyenne. En Corse, le nombre d'hectares

concernés est particulièrement bas : 440 hectares, le quinzième des surfaces parcourues par le feu en moyenne sur la période 1992-2001. Ces pluies ont également permis de contenir la sécheresse agricole, en limitant les besoins de l'irrigation, contrairement aux craintes exprimées par les agriculteurs.

### DÉFICIT HYDROLOGIQUE

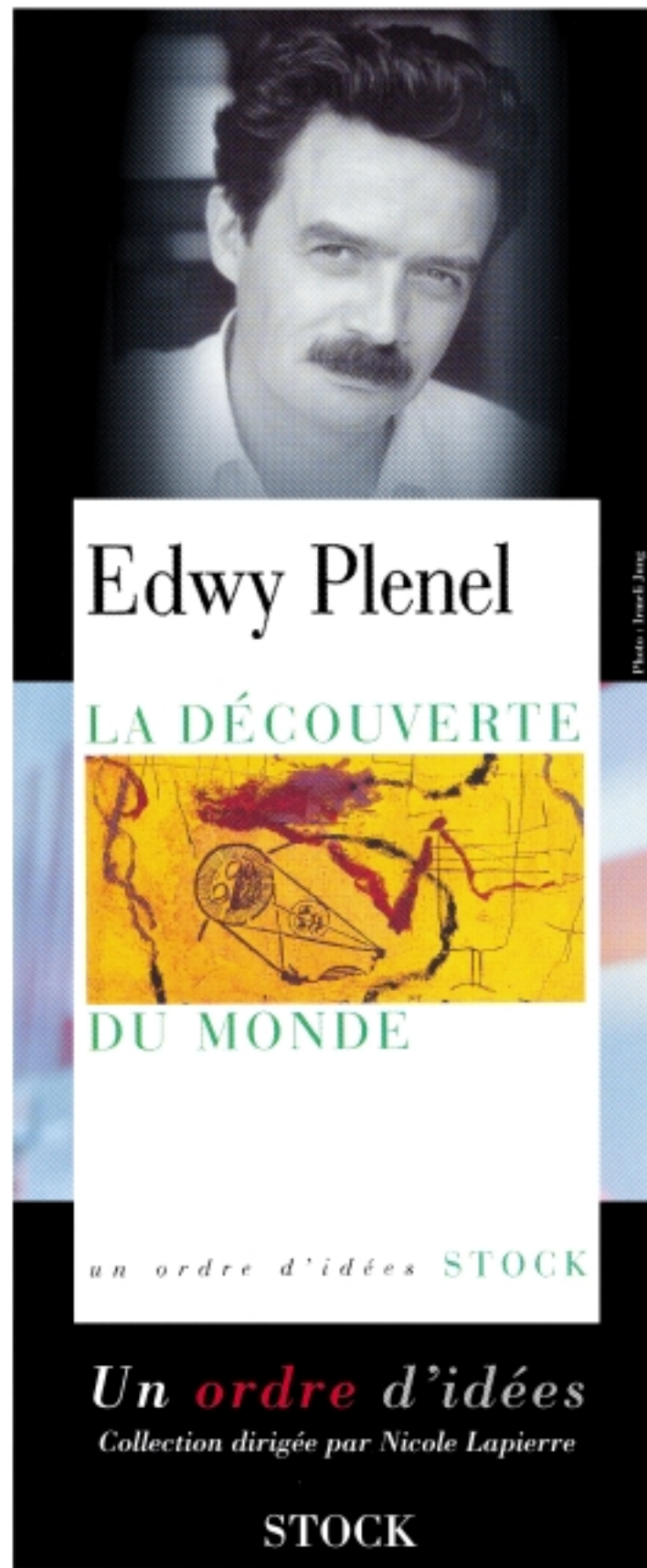
Au printemps, la sécheresse exceptionnelle avait pourtant fait craindre un été difficile. « Ce qui se passe aux mois de mai et juin est important pour les feux. Ils ont été pluvieux et ont mouillé la couche superficielle du sol, ce qui limite les dépôts », explique M. Bodino. Cinq grands feux ont quand même

eu lieu, le risque basculant très rapidement après quelques jours secs et l'arrivée de vents forts.

Même si la météo a joué un grand rôle dans ce bilan, les pompiers y voient le résultat de la politique de prévention menée depuis une douzaine d'années. L'intervention sur les feux naissants permet de contenir 95 % des incendies sur une superficie inférieure à un hectare. Le brûlage préventif de la végétation et l'information des citoyens et des institutions (EDF, SNCF) complètent cette stratégie. La négligence est à l'origine des 80 % des dépôts de feux connus. Depuis douze ans, les surfaces brûlées ont été divisées par deux, et le nombre de dépôts de feux par trois.

Paradoxalement, certaines nappes phréatiques sont toujours en déficit, sauf dans le Gard, touché par des crues les 8 et 9 septembre. Les pluies d'été ne s'infiltrèrent pas dans le sol. Un niveau de remplissage maximal n'est donc pas atteint, y compris dans le nord de la France, où « la vigilance reste toutefois toujours de mise », précise le ministère de l'environnement. Certaines nappes et certains cours d'eau sont en effet très réactifs aux pluies. Depuis le début de l'automne, celles-ci ont été légèrement supérieures à la moyenne dans le Nord, et très supérieures à la normale dans l'Ouest et l'Est.

Gaëlle Dupont



## BLAISE COMPAORÉ

Q

U'IL porte le boubou ou le maillot de footballeur, celui qu'on continue à appeler « le beau Blaise » a résolument fière allure : l'élégance est un don qui se travaille. Elle fait partie de son image de marque.

« Ceux qui disent que je suis le chef d'Etat africain le plus séduisant ont raison, non ? » (rires), lançait-il récemment aux journalistes du magazine *Le Culturel*.

Quand Blaise Compaoré reçoit dans les salons de la présidence, c'est en seigneur, en gentleman – costume bleu nuit, lenteur affable et sourire policé. Pesant ses mots, l'œil impassible, il élude, l'air de rien, les questions auxquelles il ne veut pas répondre, mais se prête volontiers, en off, au jeu des souvenirs. Lui que l'on dit silencieux et timide se découvre soudain des talents de conteur. Il faut l'entendre quand il décrit, gestes et éclats de rire à l'appui, la fameuse grève des étudiants burkinabés et le chahut géant qui avait marqué, à la fin des années 1970, la visite du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny à Ouagadougou, chahut qui valut aux meneurs – dont le jeune Blaise Compaoré – d'être autoritairement envoyés, par « contingent spécial », au service militaire. D'y penser, il en rit encore. Ce temps est loin ! Aussi loin que ce jour tragique d'octobre 1987, quand, sanglé dans son treillis, le visage émacié et le regard troublé, il avait pris les rênes de l'Etat à la place de son « frère » Thomas Sankara, le jeune président emblématique de la « révolution » burkinabé, liquidé d'une rafale par un commando militaire. Avec l'âge, l'ancien parachutiste a pris de l'assurance et un peu d'embonpoint. A-t-il vraiment changé ? Même quand il sourit, l'homme ne donne rien à voir. Un acteur politique est d'abord un acteur. Blaise Compaoré, président du Burkina Faso, a eu quinze ans pour peaufiner son rôle.

Le décor est ingrat : petit pays d'Afrique de l'Ouest, aride et enclavé, privé de ressources naturelles, l'ancienne Haute-Volta servit, dès l'époque coloniale, de réserve de main-d'œuvre pour les riches plantations de l'actuelle Côte d'Ivoire. Si le Burkina, classé parmi les plus pauvres pays du monde, compte aujourd'hui quelque douze millions d'habitants, on estime à plus de deux millions ceux de leurs compatriotes installés, souvent depuis plusieurs générations, sur le sol ivoirien. « Quand les cheveux [la Côte d'Ivoire] prennent feu, les yeux et les oreilles [le Burkina] ne doivent pas se réjouir, parce qu'ils seront tous carbonisés », rappelait récemment le quotidien *L'Observateur*, pour mieux souligner à quel point les deux pays sont liés « par l'histoire, la géographie et la sociologie ». Mossi comme la grande majorité de ses compatriotes, Blaise Compaoré, par son propre parcours, est à l'image de ces subtils tissages et métissages entre communautés.

NÉ le 3 février 1951, à Ziniaré, un village au nord-est de Ouagadougou, le petit broussard a passé son adolescence dans la capitale, dans le quartier de Bilbagho. Comme il le dit lui-même, « d'avoir eu un père militaire [l']aura beaucoup influencé ». Bien avant l'anecdote du « contingent spécial », le futur patron du centre d'entraînement commando de Po (sud du Burkina) rêvait de rejoindre l'armée. Chose dite, chose faite : après l'école d'officiers de Yaoundé, au Cameroun, l'apprenti soldat suit des stages d'infanterie à Montpellier, puis de parachutisme en France et au Maroc. C'est en Côte d'Ivoire, chez le président Houphouët-Boigny, alors au faite de sa puissance, que le jeune officier rencontre sa future épouse, Chantal Terrasson de Fougères, une Franco-Ivoirienne, dont une branche familiale pousse également au Burkina Faso, à Bobo-Dioulasso. « Compaoré a toujours eu une grande admiration pour Houphouët. Le Vieux, c'était son mentor, son modèle », assure un diplomate, pour qui il ne fait aucun doute que le mariage de Blaise Compaoré a été « arrangé » selon les vœux du patriarcat ivoirien. C'est à Abidjan aussi que François Compaoré, le frère cadet, obtiendra une maîtrise d'économie, avant de s'envoler aux Etats-Unis pour finir ses études. Grâce à l'argent mis de côté par Blaise, dit la rumeur ouagalaise. Car Blaise Compaoré, s'il n'a jamais lui-même fréquenté l'université, n'en a pas moins un sens aigu de la famille. Pour le meilleur et pour le pire. Son diplômé de frère fera partie, presque naturellement, des conseillers de la présidence.

François Compaoré, tout comme sa belle-mère, Alizéta Ouedraogo, surnommée « Gando » (le cuir) depuis qu'elle a bénéficié de la privatisation des tanneries burkinabé, sont des vedettes à leur manière. Tous



Blaise Compaoré (au centre), sortant de la conférence sur le financement par le secteur privé du Nouveau partenariat pour le développement (NEPAD), à Dakar en avril.

## LE SURVIVANT

A la tête du Burkina Faso depuis la mort de Thomas Sankara, en 1987, le « beau Blaise » a appris à naviguer entre soupçons et complots. La crise ivoirienne le met à nouveau sur la sellette

deux ont dû, en effet, répondre aux questions de la commission d'enquête indépendante créée par le gouvernement après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, dont le cadavre, criblé de balles et calciné, avait été retrouvé, le 13 décembre 1998, avec celui de trois autres personnes dans la 4 x 4 avec laquelle le petit groupe venait de quitter la bourgade de Sapouy, au sud de Ouagadougou.

L'affaire Zongo, en dépit de l'émotion et du scandale qu'elle avait provoqués, fait partie de ces dossiers pendents dont le Burkina semble s'être fait une spécialité. Une tuerie sans procès ni coupable. En cette fin octobre, dans le cimetière de Dagnoné où le patron de l'hebdomadaire *L'Indépendant* a été enterré il y aura bientôt quatre ans, une main anonyme a déposé en guise d'hommage, sur le carrelage nu de la tombe, un simple stylo Bic.

Norbert Zongo et Thomas Sankara sont les deux morts les plus célèbres de l'ère Compaoré. Deux taches indélébiles sur l'hermine présidentielle. Le premier, à travers ses enquêtes, avait dévoilé les rouages du régime et mis dans l'embarras certains malfrats hauts placés. En 1997, au moment du vote par les députés d'un amendement constitutionnel permettant au chef de l'Etat de se représenter, sans limite de mandat, à l'élection présidentielle, il avait aussi dénoncé l'indélébile « dictature » qu'il voyait se profiler. Pour « s'imposer », écrivait Norbert Zongo, le président Compaoré n'a qu'« une seule solution (...) : emprisonner, tuer, faire disparaître ». Au moment de son assassinat, Norbert Zongo travaillait sur le dossier David Ouedraogo, du nom du chauffeur de François Compaoré. Soupçonné d'avoir volé une forte somme chez son influent patron, David Ouedraogo, enlevé en décembre 1997 par un groupe de militaires de la sécurité présidentielle, sera retrouvé mort, quelques semaines plus tard, à l'infirmerie de la présidence. Est-ce parce qu'il en savait trop sur cette affaire que Norbert Zongo a été liquidé ? Dans son cas, pas plus que dans celui de Thomas Sankara, la lumière n'a pas été faite. Jamais, a fortiori, il n'a été prouvé que Blaise Compaoré et

les siens pouvaient être mêlés à ces crimes. Restent le doute et le soupçon. « Blaise Compaoré ? C'est un homme très intelligent et très délicat », avait dit de lui Thomas Sankara, interrogé, quelques semaines avant sa mort, par une chaîne de télévision européenne. « Le jour où vous apprendrez que Blaise prépare un coup d'Etat contre moi, ce ne sera pas la peine de chercher à vous y opposer ou même à me prévenir. Cela voudra dire qu'il est trop tard », avait-il ajouté. Le charismatique capitaine ne croyait pas si bien dire. Aujourd'hui, des quatre mousquetaires qui avaient hissé l'un des leurs, le capitaine Sankara, à la tête de l'Etat le 4 août 1983, Blaise Compaoré est le seul en vie. Ses deux autres ex-camarades de putsch, les capitaines Henri Zongo et Boukari Lingani, accusés de complot, ont été passés par les armes sur ses ordres, en 1989. Le « pays des hommes intègres »

et justice pour Norbert Zongo, qui estime à plus de cent le nombre des victimes d'« exécutions extrajudiciaires », entre octobre 2001 et janvier 2002, et s'inquiète de la « conception militariste de la gestion du pouvoir » des dirigeants burkinabé. « Au moins, ici, il y a la paix ! », s'agace un vieux notable, faisant une allusion directe aux violences qui secouent la Côte d'Ivoire voisine. En ces temps de fièvre xénophobe, l'argument fait mouche. « Les Ivoiriens nous prennent pour des sauvages. Quand il y a eu Tabou [nom d'une localité ivoirienne, théâtre d'un pogrom anti-Burkinabé, en novembre 1999], il a fallu qu'on se taise. Maintenant, ça suffit ! Si Compaoré va taper là-bas, on est derrière ! », s'écrie, exaspérée, une jeune enseignante ouagalaise, résumant le sentiment général.

Certes, l'homme fort du Burkina s'est toujours défendu d'avoir voulu « taper

resté cuisant, à Ouagadougou, de ce rapport sur les violations des sanctions imposées aux ex-rebelles angolais de Jonas Savimbi, présenté le 15 mars 2000 devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Le président Compaoré y était nommément mis en cause, aux côtés de son ami et homologue togolais, Gnassingbé Eyadéma, pour avoir aidé le chef de guerre angolais à acquérir des armes, du matériel et du carburant, en échange de liquidités ou de diamants. Egalement mis en cause par diverses sources américaines à propos du Liberia, auquel le Burkina a fourni des armes et l'hospitalité à ses guerriers, le « beau Blaise » s'est empressé de rompre, au moins pour la galerie, avec son ami Charles Taylor, dont les opposants sont chaudement accueillis dans la capitale burkinabé. « Pragmatique », comme il se définit lui-même, le président Compaoré veille avec une attention redoublée à la bonne tenue de son carnet d'adresses. Le colonel libyen Muammar Khadafi y figure en excellente place, non loin du président cubain Fidel Castro – les deux plus fidèles amis du régime. Une nouvelle banque et un hôtel cinq étoiles devraient prochainement ouvrir leurs portes à Ouagadougou, grâce aux largesses de Tripoli.

« La parole est une plaie qui cicatrise mal », dit le proverbe burkinabé. Le silence et le goût du secret, qui ont fait la réputation de Blaise Compaoré, sont des traits caractéristiques de la culture politique des chefs mossi et de leur conception du pouvoir. Médiocre orateur mais brillant stratège, le tombeur de Thomas Sankara s'acharne, non sans succès, à faire du Burkina Faso un élément moteur de la diplomatie régionale. « C'est un trop grand chef d'Etat pour un si petit pays », aurait dit de lui le chef rebelle ivoirien Ibrahim Coulibaly. Sans doute est-ce ce que l'on pense aussi en France ? Depuis le retour de la droite au pouvoir, les relations entre Paris et Ouagadougou n'ont jamais été si cordiales. Signe des temps : la capitale burkinabé a été désignée, à Beyrouth, pour accueillir le prochain sommet de la francophonie, en 2004.

Catherine Simon

« Il a toujours un ou deux coups d'avance. Mais attention, c'est un guerrier ! Il ne fait pas de sentiment »

UN ANCIEN MINISTRE

aurait pu inspirer Shakespeare, celui d'Othello et du traître Iago, autant que John Le Carré, celui de *La Constance du jardinier* et ses discrètes milices.

Passionné de football (il est, dit-on, un très bon avant-centre), féru d'architecture (il a dessiné lui-même les plans de son luxueux domaine de Ziniaré), Blaise Compaoré a le sang-froid des grands fauves politiques et des joueurs d'échecs. « Il a toujours un ou deux coups d'avance. Mais attention, c'est un guerrier ! Il ne fait pas de sentiment », prévient un ancien ministre. « Contrairement à d'autres pays africains, où les crises politiques provoquent des bains de sang chez les civils, ici, les choses sont toujours restées entre militaires, ça ne déborde pas », note un proche du régime. Un avis que ne partage pas le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), fer de lance du collectif Vérité

la-bas », pour déstabiliser la Côte d'Ivoire (Le Monde du 30 octobre). L'hospitalité accordée aux déserteurs de l'armée ivoirienne, devenus les chefs de file de la « mutinerie » du 19 septembre, n'est pas le fruit d'un calcul, ne cesse-t-on de répéter à Ouagadougou. Que les dirigeants ivoiriens, si prompts à lancer l'anathème, balayent devant leur porte ! Qu'ils s'attaquent aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés, avant de s'inventer des ennemis extérieurs ! Quant aux rumeurs concernant l'entraînement militaire prétendument reçu sur le territoire burkinabé par les rebelles ivoiriens, elles sont, bien sûr, totalement infondées.

Ce genre d'accusation ne date pas d'hier. La leçon a été retenue. Pas question, pour Blaise Compaoré, de se faire prendre, une nouvelle fois, les doigts dans la confiture – ou plus exactement dans les diamants et l'argent sale. Le souvenir de l'opprobre est

# L'insoutenable insécurité des « nouveaux riches » chinois

Le stress est devenu insoutenable pour ces privilégiés du régime postcommuniste. Selon « Sanlian », la fragilité du système de relations ou les campagnes contre la fraude fiscale les préoccupent

C'EST DANS l'air du temps. A la veille d'un congrès du Parti communiste qui lèvera le tabou idéologique sur l'entrée des patrons privés dans ce qui fut naguère le « parti de la classe ouvrière », les médias chinois multiplient les articles sur la caste des nouveaux riches. L'hebdomadaire *Sanlian Shenghuo Zhoukan* publie dessus le dossier le plus complet.

Fondée pour l'essentiel sur une enquête sans précédent du Bureau d'Etat des statistiques, l'enquête fourmille de chiffres extrêmement précieux. Ses auteurs ne cachent toutefois pas que l'exercice souffre de faiblesses en raison de la difficulté de recueillir des données fiables. « Plus on est riche, plus on cache sa fortune », résume Cheng Xuebin, animateur du groupe de statisticiens qui a enquêté sur un échantillon de huit provinces. Assez étrangement, Pékin et Shanghai ne figurent pas dans les cités passées au crible. Les deux métropoles avaient déjà fait l'objet d'une étude, qui n'a jamais été rendue



publique. Au fil des statistiques, le dossier de *Sanlian* cerne les contours de ce nouveau groupe social que le pouvoir cherche à intégrer en son sein pour mieux le contrôler politiquement. Une des caractéristiques de cette nouvelle richesse est, par exemple, la part croissante du capital financier (épargne bancaire, actions ou obligations...); il

représente 38,8 % de la fortune de la catégorie la plus riche contre 34 % pour la catégorie moyenne. Chez cette dernière, c'est le capital immobilier qui est la composante la plus importante (48 %). Une autre dimension soulignée par l'enquête du Bureau des statistiques est la concentration croissante de cette richesse : 20 % des plus gros détenteurs du capital financier en contrôlent les deux tiers du montant, soit une progression de 18 points en six ans. En d'autres termes, une implacable logique de captation inégalitaire de la richesse s'est mise en marche, avec les conséquences politiques potentiellement explosives qu'un tel déséquilibre peut receler.

Au-delà des chiffres, *Sanlian* propose quelques clés d'analyse pour comprendre les ressorts de l'émergence de ces nouveaux riches. Pour les auteurs du dossier, le doute n'est guère permis : le « capital social » est primordial dans la genèse des fortunes. En Chine, on dit plus crûment : « *guanxi* » (relations

personnelles). Les nouveaux riches ont, en général, pris leur essor grâce à la bienveillance de deux « amis » : le fonctionnaire et le banquier. Cette politique des « *guanxi* » pose toutefois un double problème. D'abord, elle est de plus en plus coûteuse. Comme dit le sociologue Zhang Qizi, « l'investissement dans le capital social est de plus en plus lourd » parce que « la rentabilité en est de plus en plus faible ». *Sanlian* ne détaille pas, mais il eût été intéressant de comprendre pourquoi la rentabilité de cet investissement « relationnel » s'épuise. Est-ce la conséquence de l'introduction d'un embryon de règles de droit ?

Une autre difficulté soulevée par cette culture des « *guanxi* » est qu'elle évolue à la marge, ou carrément à l'intérieur, de l'univers de la corruption. Elle expose donc en permanence les nouveaux riches à l'arbitraire des cycles politiques en Chine, où le protecteur d'un jour peut sombrer demain. On le constate en ce moment avec la traque à l'évasion fiscale déclenchée par le

premier ministre Zhu Rongji, dont les victimes sont des stars des affaires célébrées hier dans les médias. Il en résulte, selon *Sanlian*, un fort « sentiment d'insécurité » chez ces nouveaux riches, qui peut se traduire par le culte frénétique du « *feng shui* » (géomancie) lors de l'emménagement dans une nouvelle villa.

La panoplie de la protection comprend l'établissement de passerelles avec l'étranger où l'on sécurise passeports, cartes de séjour, et où l'on place capital et famille. On ne sait jamais ! Et comme s'il s'agissait d'un virus contagieux, voilà que « l'insécurité des hyper-riches commence à se transmettre aux moins riches ». *Sanlian* ne le dit pas, mais il est piquant de constater combien les nouveaux riches chinois manquent de confiance dans l'avenir de leur pays alors que le capitalisme multinational salive devant le « marché du siècle ».

Frédéric Bobin

★ www.lifeweek.com.cn

## SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

### Forum social européen

La ville de Florence reçoit le Forum social européen du 6 au 10 novembre.

[www.fse-esf.org/rubrique.php?id\\_rubrique=113](http://www.fse-esf.org/rubrique.php?id_rubrique=113)

Le Forum a réalisé des rencontres préparatoires concernant l'organisation et le programme.

[www.fse-esf.org/rubrique.php?id\\_rubrique=10](http://www.fse-esf.org/rubrique.php?id_rubrique=10)

L'organisation Attac Italie rassemble une importante documentation en ligne sur ces rencontres.

[www.attac.org/italia/fse/indice.htm](http://www.attac.org/italia/fse/indice.htm)

La revue *Carta* publie de nombreux documents, articles et points de vue sur l'événement.

[www.cartat.org/agenzia/ForumEuropeo/](http://www.cartat.org/agenzia/ForumEuropeo/)

Le portail italien Concento décrit le processus de sécurité prévu.

[www.concento.it/Concento/Multimedia/Flash](http://www.concento.it/Concento/Multimedia/Flash)

[Forum.firenze/mappir.swf](http://Forum.firenze/mappir.swf)

Le ministère de l'intérieur italien, estimant que la manifestation fait subir de graves menaces à l'ordre public, a décidé de suspendre la libre circulation des citoyens européens prévue par les accords de Schengen.

[www.interno.it/salastampa/discorsi/pages/d\\_000000117.htm](http://www.interno.it/salastampa/discorsi/pages/d_000000117.htm)

Le chercheur néerlandais Paul Treanor publie un point de vue documenté et critique sur le Forum social européen, dont il accuse les organisateurs de ne chercher qu'à assoier leur domination sur le mouvement social dans une idéologie néoconservatrice.

<http://web.inter.nl.net/users/Paul.Treanor/esf.html>

[vincent.truffly@lemonde.fr](mailto:vincent.truffly@lemonde.fr)

## AU COURRIER DES LECTEURS

**Fonctionnaire à la retraite**  
M. Jules Broutin devrait savoir (le *Courrier des lecteurs* du 23 octobre) que les 37,5 ans de travail des fonctionnaires ne sont pas la durée de travail au bout de laquelle un fonctionnaire a le droit de prendre sa retraite, mais la durée maximale qui peut être prise en compte pour le calcul de son montant, quel que soit le nombre d'années de travail réellement effectuées. L'âge de départ en retraite, variable selon la fonction, est fixé par un autre texte.

Ainsi, j'avais 55 ans lorsque j'ai atteint ces 37,5 années, mais j'ai dû continuer jusqu'à 60 ans car, dans la fonction que j'occupais, je n'avais pas le droit de prendre ma retraite plus tôt. Et lorsque j'ai pu le faire, j'avais 42,5 années d'ancienneté mais le montant de ma retraite n'a été calculé que sur les 37,5 ans réglementaires. J'ai donc fait 5 ans supplémentaires pendant lesquels j'ai cotisé inutilement.

Pendant ce temps, mon traitement se composait, en réalité, pour les trois quarts de la retraite que j'aurais dû toucher et, pour le quart restant, du travail que je faisais à

## LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

### Les élections vues par la presse yéménite

Les journaux d'Aden et de Sanaa soulignent cette exception démocratique dans le Golfe

Le Yémen prépare avec enthousiasme les prochaines élections législatives, qui auront lieu en avril 2003. « Plus de 5 millions d'électeurs se sont inscrits et l'intérêt pour les prochaines élections va en augmentant », annonce, non sans fierté, **Al Thawra**. Des représentants des trois grands partis – le Congrès général du peuple (MSA), le parti du président Ali Abdallah Saleh ; le Rassemblement yéménite pour la réforme (El Islah), parti islamiste, et le Parti socialiste yéménite (PSY) – participent aux comités chargés de la distribution des nouvelles cartes d'électeur, ce qui explique le « bon déroulement de la campagne d'inscription » : « Dans la mesure où tous les partis politiques sont associés à cette opération, une surveillance mutuelle s'exerce. »

Entouré de monarchies pétrolières, la république du Yémen fait figure d'exception dans l'ensemble de la péninsule Arabique. C'est un espace démocratique qui inquiète ses voisins : le multipartisme, la liberté de la presse et le droit d'association sont garantis par la Constitution de 1991, adoptée après l'unification des deux Yémens. **Al Gomhuryah** accorde le même intérêt à la campagne d'inscription sur les nouvelles listes électorales. Et une large place est donnée aux informations concernant « la participation active des citoyens d'Aden au processus démocratique », les Sud-Yéménites ayant largement boudé les précédentes législatives de 1997, qui avaient permis au MSA, le parti du président, de remporter la majorité absolue au Parlement, avec 220 sièges sur 301.

Le chef de l'Etat bénéficie depuis d'une large assise parlementaire, consolidée par l'élection présidentielle de 1998.

Le président yéménite a su entretenir cette popularité, notamment en organisant ces nouvelles élections législatives, auxquelles « la femme est fortement appelée à participer, aux côtés de l'homme, afin de construire l'avenir du Yémen et d'assurer le succès de la démocratie dans notre pays. Elle est encouragée à venir retirer sa carte d'électeur, qui devra comporter sa photo », relate **Al Gomhuryah**. Le journal précise que « le droit de vote, tout comme le droit de se porter candidate, est garanti par la loi à la femme yéménite ». Il cite le cas de Sabah Amin Ghaleb, une femme responsable d'un centre d'inscription, selon qui « de nombreuses femmes, même illettrées, sont venues s'inscrire ». **Al Gomhuryah** poursuit son reportage à travers le pays pour constater que « les étudiantes jouent un grand rôle dans la diffusion de l'information parmi les femmes au foyer. De façon générale, les étudiants se sont largement mobilisés pour participer à l'effort national. Ils font preuve d'un grand dynamisme et ont un niveau élevé de conscience nationale ».

Selon le premier ministre, Abdel Kader Bajammal, cité par **Al Ayyam**, « le MSA est le seul parti habilité à l'emporter lors des prochaines élections. Grâce à son expérience mais aussi parce qu'il est tourné vers l'avenir et représente la tendance la plus ouverte. Alors que l'opposition de gauche souffre de blocages idéologi-

ques et de son absence de projet à la hauteur des responsabilités impliquées par la direction d'un Etat. Quant à l'opposition islamique, elle a montré ses limites lors de sa participation à la conduite du pays au sein du Parlement actuel ». « Le discours faisant l'éloge de la démocratie est le même, qu'il soit le fait de l'opposition ou des dirigeants au pouvoir », commente pour sa part **Al Ayyam**, avant

d'ajouter : « Droits de l'homme, multipartisme, alternance, séparation des pouvoirs ou encore lutte contre la corruption sont des thèmes proclamés et défendus de part et d'autre. L'important, c'est qu'ils soient réellement appliqués pour que le discours démocratique ne devienne pas un paravent derrière lequel s'abrite l'autocratie. »

Hoda Saliby-Yehia

NOVEMBRE 2002 N° 573

CAHIERS CINEMA

ÉVÉNEMENT  
Le documentaire à la conquête du box office

KAURISMAKI

l'homme sans passé

M 01293 - 573 - F. 5,40 €

ENTRETIEN Les voix de Werner Schroeter

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# Russie et Tchétchénie : l'abîme

par Silvia Serrano

**L**ES projecteurs se détournent déjà de la Tchétchénie. Pourtant, la guerre y continue et menace d'être plus cruelle que jamais. Aux mêmes causes les mêmes effets : il faut donc craindre une multiplication d'actes similaires à celui du Théâtre Nordost. La revendication majeure des Tchétchènes, c'est un statut assorti d'une garantie internationale qui assurerait la protection de leur nation, ce que l'Etat russe ne veut ni ne peut manifester pas leur accorder.

La Tchétchénie ne représente pas (ou plus) d'enjeux géopolitiques, économiques ou stratégiques majeurs pour la Russie. Après le conflit de 1994-1996, de nouveaux oléoducs ont été construits, ce qui permet aujourd'hui d'acheminer les hydrocarbures de la Caspienne en contournant le territoire tchétchène : l'argument pétrolier est invalidé.

Rien n'est venu justifier la crainte d'un « effet domino » qui entraînerait d'autres républiques autonomes et mènerait à l'implosion de la Russie, tant le cas tchétchène est particulier. Certes, l'insécurité et

l'anarchie qui régnaient dans un territoire devenu zone de non-droit constituaient une menace pour la Russie, mais qu'une collaboration toujours refusée avec les autorités tchétchènes aurait plus sûrement permis d'enrayer qu'une impossible reprise en main militaire.

Après la première guerre, le principe de l'indépendance était accepté par la population russe et de nombreux hommes politiques. Les événements en Tchétchénie étaient alors couverts en pages « étranger » des quotidiens ! Toutes les conditions semblent donc réunies pour qu'une solution au conflit soit rapidement trouvée. Or la guerre, avec son cortège d'horreurs et d'exactions, continue.

Pourquoi ? Avant tout parce que M. Poutine, élu grâce à une image d'homme fort fabriquée sur le dos des Tchétchènes, juge qu'en termes de politique intérieure le prix politique de la guerre est inférieur à ce que serait celui de la paix. En raison aussi de la monstrueuse indifférence des autorités politiques et militaires russes à la vie humaine. Et parce qu'à Moscou on considère que ce n'est pas grave si deux dizaines de soldats russes meurent chaque semaine en Tchétchénie, ni si plusieurs dizaines de milliers de Tchétchènes (10 % de la population ?) ont déjà été tués, si plusieurs centaines de milliers sont contraints à l'exil.

Pas grave si des milliers de personnes sont mutilées en sautant sur des mines ou en subissant la torture dans les camps de filtration. Si chaque jour des civils disparaissent sans laisser de traces lors des « opérations de nettoyage ». Si un pays est réduit en cendres, et une capitale de 400 000 habitants rasée.

Pourquoi ? Cela ne menace ni l'autorité de M. Poutine ni le pouvoir des militaires. Faut-il attendre pour mettre fin à la guerre en Tchétchénie que le Caucase du Nord entier soit déstabilisé, que les actes terroristes se multiplient hors de Tchétchénie (sous les caméras...) et retournent une opinion publique russe qui persiste à soutenir son président, que la guerre s'étende à la Géorgie, dont le territoire a déjà été bombardé à plusieurs reprises par l'aviation russe, menaçant les intérêts pétroliers occidentaux ?

Chaque jour qui passe et chaque mort supplémentaire creusent un peu plus le fossé entre Tchétchènes et Russes, rendant moins probable l'hypothèse d'une réintégration de

la République dans la Fédération russe. Les risques d'une radicalisation de la résistance existent, et tout le monde souligne qu'il serait plus facile de négocier avec les représentants d'Aslan Maskhadov qu'avec ceux qui prendront la relève si les tentatives de les isoler réussissent.

**SILVIA SERRANO** est chercheuse à l'Observatoire des Etats post-soviétiques et membre du Comité Tchétchénie de Paris.

L'Europe, depuis le début de la seconde guerre, a décidé de fermer les yeux sur la guerre en Tchétchénie. La seule issue au conflit est politique. Alors que l'Europe devrait intervenir pour rapprocher les deux parties et œuvrer en vue d'un accord que seules des garanties extérieures rendent envisageable, elle conforte Moscou dans sa politique belliqueuse, repoussant d'autant la possibilité de créer les conditions d'un règlement. Il serait pourtant grand temps que l'Europe prenne ses responsabilités et impose à la Russie sa médiation pour obtenir, le plus rapidement possible, la fin des hostilités.

## Le dernier « exploit » du tsar Poutine

Suite de la première page

L'exécution de sang-froid, une balle dans la tempe, des preneurs d'otages – y compris ces veuves ayant perdu leur mari lors des opérations dites « de nettoyage », qui gisaient, inconscientes, sur les fauteuils d'orchestre – est-elle digne d'un pays démocratique, ou simplement civilisé ?

Dans n'importe quel Etat de l'Union européenne de tels agissements et le gazage de spectateurs innocents auraient provoqué une crise majeure du gouvernement et la destitution immédiate de ses responsables. Rien de tel en Russie : Poutine intervient au contraire sorti grand de l'épreuve. La vie du peuple sous sa férule ne compte pas plus que sous Eltsine, Brejnev, Staline et les tsars d'antan : on l'a déjà vu avec la tragédie du *Koursk* et les attentats de 1999 à Moscou, très probablement orchestrés par les services secrets locaux.

L'argument du nouvel allié de Bush (« *Personne ne mettra la Russie à genoux* ») est aussi mensonger que cynique. Personne ne demande à la Russie de se mettre à genoux, mais de cesser sa politique d'extermination et de s'asseoir à la table de négociations avec le président démocratiquement élu Aslan Maskhadov, comme le réclamait il y a quelques jours le Congrès mondial des Tchétchènes réuni à Copenhague.

La manipulation de l'information menée par Bush et ses conseillers pour relier la nébuleuse terroriste au dictateur irakien a trouvé en Poutine un émule surdoué. L'an dernier, après le début de la guerre en Afghanistan, les services de propagande de Moscou, docilement relayés par les médias occidentaux, évoquaient la présence active de Tchétchènes dans les rangs des talibans, dont ils auraient constitué le noyau dur le plus implacable.

Pendant des semaines, les prétendus Tchétchènes d'Al-Qaïda ont été brandis comme épouvantail. Toute personne connaissant la situation de la petite république du Nord-Caucase savait pourtant que c'était une pure invention. Pourquoi des indépendantistes tchétchènes seraient-ils allés combattre à des milliers de kilomètres de chez eux, où ils étaient déjà aux prises avec les Russes, dans une guerre impitoyable accumulant assassinats, viols, tortures, fosses communes et toutes les formes imaginables d'extorsion et de pillage ?

Les faits l'ont confirmé quand les hostilités ont pris fin. A la chute du régime obscurantiste du mollah Omar, les fameux volontaires tchétchènes s'étaient évanouis dans la nature : pas un prisonnier, pas un cadavre pour étayer la fable des services russes. Celui qui fut, en d'autres temps, un brillant officier de ces services avait atteint son but : identifier la guerre de Bush contre le terrorisme en Afghanistan et la sienne dans le Caucase.

Aujourd'hui, après « l'heureux dénouement » de la crise des otages, les langages de Poutine et de Bush se confondent : « *Tant que [le terrorisme] ne sera pas vaincu, personne ne pourra se sentir en sécurité où que ce soit dans le monde.* » Tous deux ont coutume de mentir en connaissance de cause. A cela s'ajoutent, dans le cas russe, une tradition bien ancrée de despotisme, l'absence de scrupules et le culte obsessionnel du secret et de l'opacité.

« *Le terrorisme doit être vaincu et il le sera !* » Que de fois nous avons entendu cette maxime ronflante dans la bouche des défenseurs présumés de l'ordre ! Mais de quel terrorisme veulent-ils parler ? Ce terme est changeant tel un caméléon : il possède des sens multiples et s'applique à des réalités différentes, voire opposées. La terreur imposée par les tanks, hélicoptères, missiles et pelleteuses peut se parer d'origines démocratiques, mais celle qui le combat avec les armes du pauvre et du plus faible (attentats-suicides, actions sanglantes) ne bénéficie d'aucune excuse ni circonstance atténuante. Raser les villages tchétchènes et assassiner impunément les prisonniers des sinistres « *centres de triage* », auxquels j'ai tenté, en vain, d'avoir accès en juin 1996, ne trouble guère les stratèges du nouvel ordre mondial : tout se résume à une lutte entre bons et méchants, entre démocrates et assassins fanatiques.

Nous avons entendu ce même langage primaire, d'abord pendant la guerre d'Algérie, puis au Vietnam. Son emploi généralisé à partir du 11 septembre 2001 a achevé de pervertir le mot, en faisant de l'agresseur une victime, et vice versa.

Quel est donc cet « *ennemi fort et puissant, inhumain et cruel* » dont parle Poutine ? La géographie et l'histoire nous répondent. Il n'y a qu'à regarder une carte de la gigantesque Fédération de Russie et d'une petite république sécessionniste de la taille de la province de Caceres, en Estrémadure, pour voir qui est le fort et le puissant. Un simple rappel des différentes guerres de conquête du Caucase et des rébellions tchétchènes au long du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'avant-dernière invasion ordonnée par Eltsine, lors d'une beuverie avérée à la vodka, suffit à distinguer le camp de l'inhumanité et de la cruauté.

Les Tchétchènes, il est vrai, n'ont pas su tirer profit des accords de septembre 1996, qui admettaient de fait l'indépendance de leur pays. Le désordre, les luttes des clans, l'industrie du rapt aux mains d'organisations mafieuses ont miné l'autori-

Le peuple tchétchène n'a jamais ployé devant la force brute et il ne le fera sans doute pas, à moins d'être rayé de la face de la terre

té d'Aslan Maskhadov et favorisé la funeste aventure du commandant Chamil Bassaïev au Daghestan. L'action conjuguée de l'argent saoudien destiné aux groupes islamistes opposés à la tradition religieuse du Caucase et des manœuvres de déstabilisation des services spéciaux russes – le rôle de l'oligarque Berezovski dans la filière wahhabite restant à éclaircir – a voué à l'échec le projet indépendantiste des modérés.

Depuis les attentats sans mystère de Moscou, qui l'ont propulsé à la tête de l'Etat, les proclamations guerrières de Poutine et ses victoires annoncées sont régulièrement démenties par les faits. La Russie s'enlise à nouveau en Tchétchénie, 11 500 recrues et volontaires ont perdu la vie selon le Comité des mères de soldats, et les horreurs des exécutions sommaires, des tortures, des mutilations et des corps amoncelés dans des fosses communes décrites par Natalie Nougayrède dans *Le Monde* sont autant de preuves accablantes pour un futur procès pour génocide de l'armée russe en Tchétchénie que l'on ne peut qu'appeler de ses vœux.

Ignorer cette réalité têtue, applaudir à la fermeté d'un président capable de gazer, à la Saddam Hussein, son propre peuple et invoquer la lutte contre le terrorisme international sans examiner les causes qui l'alimentent ni chercher à y remédier contribue seulement à perpétuer la barbarie magistralement dépeinte par Tolstoï dans son roman *Hadji-Mourat*.

Dans un petit marché en ruine des rues de Grozny, quelqu'un m'a remis discrètement un poster imprimé en Turquie avec ces mots : « *Vie, foi, guerre sainte* », que je garde en souvenir, sur un mur de ma maison.

Le peuple tchétchène n'a jamais ployé devant la force brute, et il ne le fera sans doute pas, à moins d'être rayé de la face de la Terre par les nouvelles armes de destruction massive dont le menace le dernier tsar.

Seuls une vigoureuse mobilisation de l'opinion publique et un retour des pays européens aux valeurs du savoir éclairé, de la générosité et de l'expérience, que l'homme d'Etat espagnol Manuel Azana demandait à la classe politique, peuvent freiner le renforcement de la machine répressive de Poutine, après son indécente manipulation des faits, tant en Tchétchénie que dans l'assaut triomphal au Théâtre de la Mort moscovite.

Juan Goytisolo  
© El País



Freelander Arusha. A partir de 22 900€.  
Visiblement, vous n'êtes pas seul sur l'affaire.

### SÉRIE LIMITÉE ARUSHA

Grilles de phare avant	Air conditionné
Cache-roue de secours Arusha	Anti-patinage ETC aux 4 roues
Inserts de tableau de bord exclusifs	Airbags conducteur et passager
Autoradio CD avec commandes au volant	Contrôle d'adhérence et descente HDC
Essence ou Td4 Common Rail***, 3 ou 5 portes	ABS avec répartiteur électronique de freinage EBD

Votre Freelander Td4 Arusha pour 396€/mois\*\* | offre valable jusqu'au 31.12.02

\*\*Offre de location avec option d'achat, hors assurances facultatives, réservée aux particuliers, sur les modèles Freelander Arusha, valable du 20/10/02 au 31/12/02. Exemple pour un Freelander 3 portes Td4 Arusha, au prix recommandé au 01/09/02 de 26 200 euros TTC, après un apport de 40 % (dont 25 % de premier loyer soit 6 550 euros et 15 % de dépôt de garantie soit 3 930 euros) suivis de 47 loyers de 395,88 euros, et une option d'achat de 15 % soit 3 930 euros, soit un coût total d'acquisition de 29 086,45 euros. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par Land Rover Financial Services / FCE Bank PLC - succursale France - 34, rue de la Croix de Fer 78174 Saint-Germain en Laye Cedex - M° SIREN 392 315 776 RCS Versailles.

\* Série limitée à 1500 exemplaires. Prix recommandé du Freelander 3 portes 1.8i Arusha au 01/09/02. Prix du modèle présenté : 23 400 euros avec option peinture métallisée. Land Rover France, S.A. au capital de 38 112 euros - SIREN 430 473 652 RCS Versailles. Y&R France 2002. Circulation sur voies autorisées uniquement. (1) Au 1er éch. \*\*\* Rampe commune.

BIENVENUE AILLEURS



BERTRAND POIROT-DELPECH, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## L'œil vert du chat

C'EST à décourager de raconter sa vie ou de tenir un journal, si on y est enclin. Une fois passée la saison des romans primables, dès que revient la Toussaint et ses cimetières mouillés, des récits de passés envahissent par dizaines les librairies.

Les uns, adossés à une carrière ronflante, à une notoriété vendeuse, à une œuvre reconnue ; les autres, portés par le seul souci de ne pas laisser perdre ce qui fit les plaisirs et les jours de l'auteur, de défier l'oubli, le silence qui s'approche. Il y a un âge pour la réminiscence. Peu importe le millésime. C'est la retraite qui donne le signal, en forme de mot d'ordre : laisser trace, après soi, des objets familiers dont les morts antiques emplissaient leur sépulture, rendre justice aux bricoles et rengaines qui ont bercé le meilleur du parcours.

Oui, c'est à décourager d'en faire autant, quand on constate à quel point, si variées qu'aient été les existences, leurs petits riens se ressemblent, pour peu que les auteurs aient traversé au même âge les mêmes actualités et environnements d'objets. D'emblée, rien ne paraît rapprocher un Paul Giannoli (*Les Gestes oubliés*, Grasset), Marseillais modéré, grandi dans la *press people*, d'un Gilles Perrault, écrivain normand engagé à l'extrême gauche après avoir été parachutis-

te et avocat (*Go !*, Fayard). Rien, sinon des origines bourgeoises et catholiques, assez comparables à première vue. Et surtout, le même attirail d'images et de sons dont s'entourent les mémoires de leur génération commune.

Peu importe, bientôt, que l'un ait rêvé devant les maquettes de cargos mixtes de la Joliette, et que l'autre ait embarqué pour de lointains barouds perdus d'avance. Ce qui reste, malgré eux, c'est qu'ils appartiendront éternellement à un certain moment de l'humanité, peuplé de bébés Cadum, de *Vous qui passez sans me voir*, de TSF à écran rose.

Déjà, Proust donnait l'illusion que nos grands-parents auraient pu l'apercevoir chez les Guermantes ou au guignol des Champs-Élysées. Avec *Je me souviens* (POL), Georges Perec offrait à tous les lecteurs de 1978 l'impression flatteuse, rassurante, d'avoir roulé dans les mêmes Dauphine, lu les mêmes manchettes fracassantes. L'exhumation des *Carnets* de Scott Fitzgerald (Fayard) et le Goncourt 2002, *Les Ombres errantes* de Pascal Quignard (Grasset), viennent à point pour démontrer que nos réflexions décousues se croisent forcément un jour ou l'autre.

Faites se rencontrer des natis de 1925, 1930, 1935, 1940 - après, la guerre a dressé ses barbelés entre les mémoires ! -, qu'ils

aient été de droite, de gauche, du milieu, allergiques ou addicts au nouveau roman, qu'ils aient voté Mendès ou Laniel, pleuré sur la rue d'Isly ou sur le métro Charonne, ils partageront très vite ce qui comptera pour rien dans les manuels d'histoire, qui n'était sur le moment que le crin-crin de l'air du temps, les bus à plate-forme, les sœurs Etienne, les pantoufles de Constantin, les vestes roses de Dario Moreno. De la *Cucaracha* à *Twist again*, que le souvenir (néologisme bâti sur vacancier) ait fredonné ces airs sous les lambris du pouvoir ou dans les granges d'une colo, c'est le négligeable d'époque qui aura laissé les marques les plus attendries, qui aura signé exactement le moment où avaient encore cours les engagements utopiques, les petites morales désuètes et les soutiens-gorge à élastiques.

Au premier coup d'œil, on reconnaît ceux à qui les accords de Munich ont été annoncés à travers un monument de ronce vernie et de coton perlé, ceux à qui le nom de Zappy Max dit quelque chose, et les autres. Beromunster, Hilversum : que de voyages nocturnes avensonnus accomplis dans ces villes improbables, dont rien ne demeure, sinon des noms rangés en paragraphes obliques, et le témoin cathodique, en coin de cadran, qui ouvre et ferme sur nos nostalgies son œil vert de chat !

## Docteur W. et Mister Bush

COMME LE HÉROS de Stevenson, George W. Bush est à la fois Docteur Jekyll et Mister Hyde. Tantôt porte-voix éloquent d'une Amérique touchée au cœur par un islamisme obscurantiste et assassin. Tantôt va-t-en-guerre obsédé par Saddam Hussein, l'incarnation du « mal ».

De ces deux facettes, laquelle retiendra la postérité ? Peu de présidents américains avant lui ont été à ce point interpellés par l'Histoire : Washington, Lincoln, Wilson, Roosevelt... Saura-t-il se hisser à leur hauteur et répondre au défi que le terrorisme, après le totalitarisme, lance à la démocratie ?

Il n'y a pas que les Américains à attendre une réponse, les yeux fixés sur la Maison Blanche, l'épicentre de l'empire. Depuis la tragédie du 11 septembre 2001, le monde entier guette les faits et gestes du quarante-troisième président des Etats-Unis car il en va aussi de son avenir. Pour l'instant George W. Bush a déçu. Méfiance atrabilaire, rhétorique simpliste, diplomatie de traîneur de sabre... Tout cela rappelle l'époque où, au nom d'une cause juste, l'anticommunisme, les Etats-Unis justifiaient les moyens par la fin. L'antiterrorisme, lui aussi, est une cause légitime. Mais il ne doit pas non plus servir de prétexte à n'importe quelle aventure.

Ce parallèle entre anticommunisme et antiterrorisme évoque inévitablement les pires moments de la guerre froide : du Vietnam au renversement de Salvador Allende, que de crimes l'Amérique a commis au nom de la « liberté » !

Aujourd'hui les Etats-Unis donnent à nouveau le sentiment de se

tromper d'ennemi. Faute de pouvoir terrasser l'hydre Al-Qaida, voilà George W. Bush qui menace d'envahir l'Irak, au risque d'embraser le Proche-Orient. Rien ne semble en mesure de le retenir sur cette pente hasardeuse malgré les concessions tactiques qu'il a faites et fera sans doute à ses alliés. S'il faut comparer ce George W. Bush-là à l'un de ses prédécesseurs, c'est à Lyndon B. Johnson que l'on pense, aveuglé par son anticommunisme et sa volonté de ne pas perdre la face devant Ho Chi Minh, au point d'entraîner l'Amérique dans le plus grand désastre de son histoire depuis la guerre de Sécession.

## L'ESPRIT DE CROISADE

Le Mister Hyde qui sommeille en George W. Bush sommeillait déjà chez Johnson. L'esprit de croisade et l'obsession du « mal » (le communisme, Saddam Hussein...) sont très caractéristiques de la culture politique américaine. Une forme de paranoïa que l'historien Richard Hofstadter a été le premier à diagnostiquer dans un essai paru dans les années 1960 et qui reste d'actualité, *The Paranoid Style in American Politics* (Harvard University Press, rééd. 1996).

George W. Bush succombera-t-il à ce travers comme y ont succombé avant lui les croisés de l'anticommunisme primaire : le sénateur Joseph McCarthy, l'inspirateur détraqué de « la chasse aux sorcières », J. Edgar Hoover l'inamovible patron du FBI, Lyndon Johnson déjà nommé ?

L'homme est, dans le fond, plus complexe qu'il n'y paraît. Texan d'adoption, jouant volontiers le plébéien, George W. Bush est un patri-

en formé dans les meilleurs établissements de la côte Est, Andover, Yale et Harvard. Un héritier sensible au poids de l'héritage donc à sa place et à celle de sa famille dans l'histoire (depuis cinq décennies il s'est toujours trouvé un Bush pour être élu gouverneur, sénateur, membre de la Chambre des représentants ou président des Etats-Unis).

Ce pedigree et l'ombre portée du 11 septembre laissent parfois devenir un autre George W. Bush, spontanément en phase avec le désarroi de ses concitoyens. Et trouvant les mots pour le dire : « *Nous sommes un pays averti du danger et qui doit défendre la liberté. Notre chagrin a tourné à la colère, et notre colère à la détermination. Que nous amenions nos ennemis devant la justice ou que nous faisons justice à nos ennemis, justice sera faite.* » (Discours devant les deux Chambres réunies du Congrès le 20 septembre 2001).

Ce désarroi des Américains est plus profond qu'il n'y paraît, pour des raisons qui n'ont pas toujours été comprises hors des Etats-Unis. Jamais jusqu'au 11 septembre aucun ennemi n'avait frappé une grande ville américaine. Ni pendant la Grande Guerre ni en 1939-1945. Terre d'invasions et d'occupations, l'Europe, elle, a intériorisé ces vicissitudes-là. Pas l'Amérique qui continue, aujourd'hui encore, de ressentir comme un viol les attaques du 11 septembre, un viol qui peut se répéter. Et qui persiste à accorder un crédit, apparemment illimité, à son président...

Là est la grande force de George W. Bush. Mais la compassion et la popularité ne font pas une politique. Aujourd'hui que l'émotion sus-

citée par les 3 000 morts du 11 septembre est retombée, on attend du président des Etats-Unis qu'il prenne l'histoire à bras le corps, pas qu'il joue les Don Quichotte.

Installé à la tête de la première puissance mondiale dans une situation qui exige une intelligence aiguë de l'avenir sinon une vision, George W. Bush peine à résoudre ce paradoxe : jamais les Etats-Unis n'ont été aussi puissants, jamais ils n'ont été plus vulnérables. L'Amérique est le seul pays à pouvoir intervenir militairement partout dans le monde, la seule puissance capable d'envoyer des troupes ou des missiles n'importe où. Partout le dollar est roi. Partout Hollywood fascine. Ces trois attributs de la puissance - militaire, économique et culturelle - rendaient jusqu'ici les Etats-Unis invincibles. Du moins, le croyaient-ils. Le choc du 11 septembre 2001 les a dessillés. Les voilà aux prises avec un ennemi invisible et kamikaze, réchauffé dans leur sein. Un ennemi qui leur impose de s'interroger sur leurs valeurs, qu'ils croyaient universelles, et de repenser les règles de la guerre dont la grammaire est devenue obsolète.

## GUERRE PRÉVENTIVE

Comme Woodrow Wilson au lendemain du premier conflit mondial, le président américain s'est ainsi retrouvé le 11 septembre 2001 devant une page blanche. Qu'en a-t-il fait ? Qu'en fera-t-il ? Ce qu'on appelle la « doctrine Bush », formulée en trente et une pages, au mois de septembre, dans *The National Security Strategy of the United States of America*, est de ce point de vue plus décevante qu'éclairante. Que dit George W. Bush dans ce document, un exercice auquel sont tenus tous les présidents des Etats-Unis ? D'abord que l'Amérique est aujourd'hui moins menacée par des Etats forts (la Russie, la Chine) que par des Etats faibles (l'Afghanistan des talibans, l'Irak). Ensuite que les concepts de dissuasion et de confinement (*containment*) ne sont plus opérants face aux nouvelles menaces qui pèsent sur l'Amérique. D'où le droit, que les Etats-Unis ont décidé de s'arroger, de mettre préventivement leurs ennemis hors d'état de nuire.

Ce concept de guerre préventive allié à un vigoureux plaidoyer pour la « liberté » (le mot figure quarante-sept fois dans le document contre quatre fois celui de « justice »), ne sonne pas vraiment neuf. La guerre préventive, les Etats-Unis l'ont toujours pratiquée, particulièrement en Amérique centrale, avec les mêmes accents de pasteur évangéliste prêchant les vertus de la liberté. George W. Bush s'enferme-t-il dans ce néo-impérialisme plutôt que de passer à la postérité pour un prophète des temps nouveaux ? A son image, l'Amérique du XXI<sup>e</sup> siècle a le choix de devenir Athènes ou Sparte. Avec ce président-là, il n'est pas dit qu'elle prendra la bonne route.

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Eloge du débat

LE DÉBAT contradictoire est une des formes de la démocratie. Sa quasi-disparition du petit écran depuis de nombreuses années n'a pas peu contribué à l'affaiblissement de l'esprit public. Celui qui a opposé lundi 4 novembre sur RTL Alain Juppé, futur président de l'UMP, à François Hollande, premier secrétaire du PS, était donc particulièrement bienvenu. Il était d'autant plus nécessaire que les circonstances particulières de l'élection présidentielle avaient rendu impossible, il y a six mois, le traditionnel affrontement télévisé de l'entre-deux-tours entre les porte-parole des deux grandes coalitions.

Et il était d'autant plus utile qu'il mettait en présence des dirigeants en titre des deux partis qui dominent chacun des deux camps et qui sont appelés à se disputer le pouvoir en France dans les prochaines années. Deux dirigeants proches l'un de Jacques Chirac, dont il fut le premier ministre et dont il demeure l'ami fidèle, l'autre de Lionel Jospin, dont il fut l'un des principaux soutiens et dont il prit la succession à la tête du PS. Deux hommes dont la confrontation apparaissait ainsi à la fois comme le tardif succédané du duel qui n'avait pas eu lieu entre les deux tours et comme la possible préfiguration des combats à venir.

Ceux qui ont écouté ce débat l'auront sans doute jugé diversement. Les uns auront probablement été déçus d'entendre des arguments déjà largement ressassés et souvent tournés vers le passé. Les autres auront peut-être été satisfaits de la façon dont les

deux protagonistes leur ont présenté une bonne synthèse de leurs divergences. Au moins peut-on tirer de cette discussion quelques enseignements positifs.

Le premier est la place donnée à l'Europe. Les chefs des deux grandes formations qui occupent en France le champ politique ont l'un et l'autre affichés leurs convictions européennes, sans exprimer de réels désaccords, avec un allant et une fermeté qui tranchent avec les précautions de langage d'une bonne partie de leurs amis. Ils se sont prononcés l'un et l'autre en faveur d'un référendum sur le nouveau traité qui sortira des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe. On ne peut que s'en réjouir.

Deuxième enseignement : on peut débattre en France sans s'injurier, s'ignorer ou se couper la parole. Alain Juppé et François Hollande se sont écoutés l'un l'autre avant de se répondre. Avec impatience parfois, voire avec irritation, mais en s'efforçant de n'oublier aucun des sujets abordés par l'autre. L'auditeur en était mieux éclairé.

Enfin, sur les questions économiques et sociales, comme sur les questions de sécurité, le débat a confirmé qu'entre la droite et la gauche existent des différences notables et que, comme l'ont rappelé les deux hommes avec insistance, les logiques qui inspirent leur vision de la société ne sont pas identiques. En dépit des rapprochements idéologiques entre les deux camps, ce sont bien deux projets qui s'affrontent.

## Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel  
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora  
Directeur général adjoint : René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

## Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lolichon  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

## Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

## Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ; Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

## Médiatrice : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

## Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

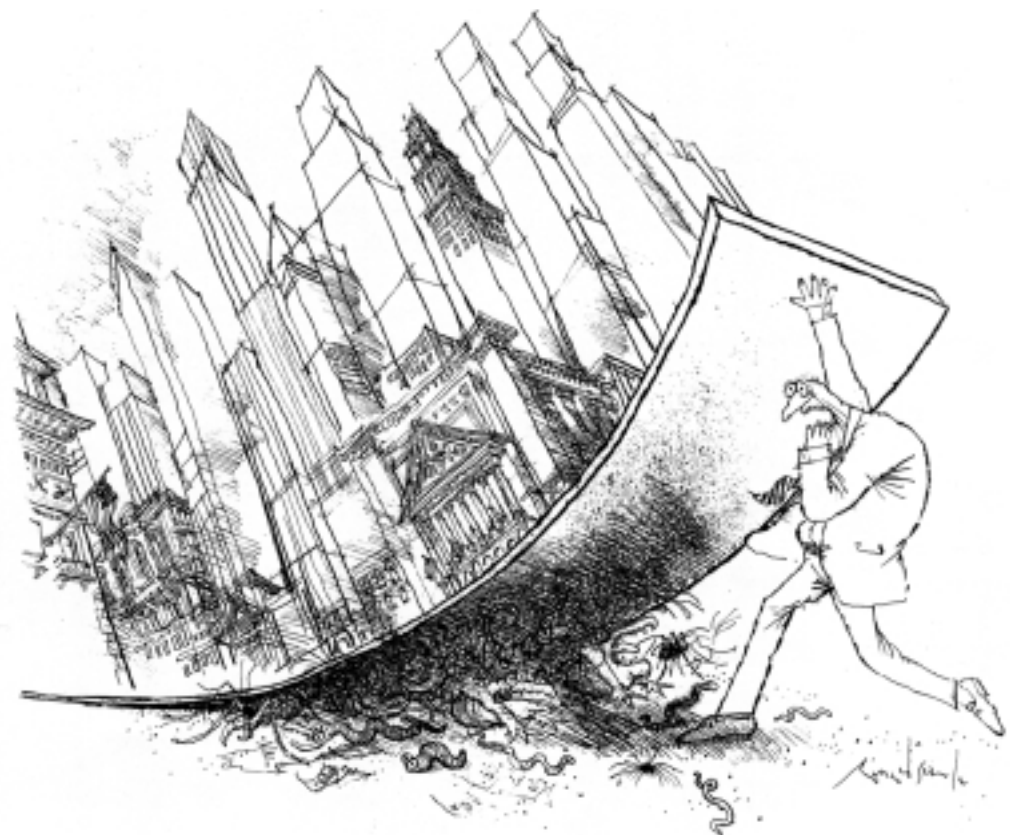
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)  
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

## Wall Street PAR RONALD SEARLE



Bertrand Le Gendre

Le Monde  
www.lemonde.fr

Abonnés du Monde,  
votre nouvel avantage :  
les dépêches

Accédez en continu, sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr), à l'information en temps réel, fournie par les principales agences de presse internationales.

Inscrivez-vous vite au Desk,  
l'édition abonnés du Monde.fr

Le Monde.fr  
édition abonnés

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschou  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corne  
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE



# ENTREPRISES

## ASSURANCE

Denis Kessler a décidé de renoncer à ses mandats de vice-président du Medef et de président de la Fédération française des sociétés d'assurances pour devenir PDG de la SCOR, le numéro un français de la réassu-

rance. Agitateur d'idées, le nouveau patron, qui est souvent très critiqué par les organisations syndicales, fut le principal instigateur, avec l'ex-dirigeante de la CFDT Nicole Notat, de la **REFONDATION SOCIA-**

**LE**. Malgré un bref passage chez Axa, ses pairs lui reprochaient parfois de n'avoir pas fait ses preuves comme patron. Celui auquel il succède, à la tête de la Scor, Jacques Blondeau, a été brutalement **ÉCARTÉ**

par ses actionnaires, dont Groupama, qui lui reprochent les **MAUVAIS RÉSULTATS** de la société. Dans le secteur sinistré de l'assurance, elle affiche la plus forte baisse en Bourse : 78 % depuis début janvier.

## Denis Kessler quitte le Medef pour devenir patron de la SCOR

Le vice-président de l'organisation patronale renonce à ses fonctions pour remplacer Jacques Blondeau à la tête du numéro un français de la réassurance, qui est pris dans une véritable tourmente boursière du fait de ses mauvais résultats financiers

**APRÈS** douze ans de militantisme patronal au plus haut niveau, Denis Kessler a décidé de tourner la page. Et d'abandonner ses responsabilités de vice-président délégué du Mouvement des entreprises de France (Medef) et de patron de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) pour rejoindre la SCOR. Comme *Libération* l'a révélé dans son édition du 5 novembre, M. Kessler va remplacer Jacques Blondeau à la tête du numéro un français de la réassurance.

Le responsable patronal l'a annoncé, lundi matin, au président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, dont il était le plus proche collaborateur et auquel le liait une réelle complicité. Ni la transformation du CNPF en Medef en 1998, ni la refondation sociale n'auraient vu le jour sans ce tandem étonnant, que formaient l'héritier des Wendel et le premier des intellectuels patronaux. Dans un message daté du 5 novembre, le numéro un du patronat français souligne, au nom du bureau du conseil exécutif, « le rôle exceptionnel » que M. Kessler a tenu dans l'animation du Medef où « il a tant apporté par la puissance de ses idées et la chaleur de sa personnalité ».

Personnalité très atypique dans le monde patronal, M. Kessler était d'abord un homme d'une grande envergure intellectuelle.

« Il n'y a qu'un étudiant qui comprend quelque chose à la finance, c'est Kessler », disait de lui, au début des années 1970, un de ses professeurs d'HEC. Bardé de diplômes, M. Kessler avait longtemps planché sur les questions d'épargne et de retraite avec l'économiste André Babeau et avec Dominique Strauss-Kahn. Il fut un brillant président de la commission économique du CNPF.

### « C'EST GAGNÉ »

Homme ouvert et curieux, il travaillait aussi à la FFSA avec François Ewald, philosophe, devenu théoricien du risque, qui fut, dans sa jeunesse, assistant de Michel Foucault au collège de France. Dans une société française où les intellectuels sont généralement de gauche, M. Kessler avait donc apporté au patronat un souffle nouveau. Le Medef lui doit son université d'été, qui rassemble depuis cinq ans dans les locaux d'HEC à Jouy-en-Josas (Yvelines), des patrons, des politiciens, des chercheurs, des consultants et quelques syndicalistes... « C'est gagné », confiait-il au *Monde*, dans un sourire, à la fin du mois d'août. « Nous avons réussi à porter et à faire vivre le débat sur le rôle de l'entreprise et de l'Etat. Désormais, c'est par rapport à nos thèses que chacun se détermine. »

Agitateur d'idées, l'ancien res-



Malgré un curriculum vitae impressionnant, il manquait une expérience professionnelle à Denis Kessler pour être tout à fait légitime dans le monde patronal : celle de chef d'entreprise.

ponsable patronal n'aime rien tant que l'échange et la contradiction. Quand il était, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie, au siège du Medef, il n'avait pas son pareil pour jouer les provocateurs. Lui qu'on soupçonnait volontiers d'être passé par l'extrême gauche – il le démentait – s'amusa d'être taxé de réaction-

naire secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat, le principal artisan de la refondation sociale. Comme elle, il a choisi d'abandonner la scène sociale sans que la refondation n'ait vraiment convaincu. Même si lui estimait que l'essentiel avait été fait.

### COUPS DE GUEULE

Chaleureux, provocateur, soupe au lait, terriblement affectif, M. Kessler tranchait dans un monde patronal souvent conventionnel. Au fil des ans, il s'était fait quelques solides ennemis et, sévèrement critiqué par ses pairs, avait plusieurs fois menacé de démissionner. Si nul au Medef ne contestait la part éminente qu'il a prise à la refondation sociale, la manière dont il mena les négociations dans le courant de l'année 2001 fut maintes fois épinglée. L'UIMM, le patronat de la métallurgie, qui est toujours resté attentif à la qualité des relations du patronat et de Force ouvrière, ne lui a pas pardonné sa proximité avec la CFDT. On ne compte plus au Medef les coups de gueule entre les deux Denis, Kessler et Gautier-Sauvagnac, vice-président délégué de l'UIMM...

Les tensions à l'intérieur du Medef s'étaient accrues, il y a plus d'un an, au premier trimestre 2001. La question de l'avenir du régime d'assurance, qui va faire retour dans l'actualité, avait susci-

té un débat très vif. Fait rarissime dans l'histoire patronale, M. Kessler avait outrepassé son mandat et proposé, de son propre chef, une augmentation des cotisations patronales. Au grand dam de ses pairs qui ne le lui ont jamais pardonné. Depuis lors, la question de l'opportunité d'une reconduction du tandem Seillière-Kessler était ouvertement posée au Medef.

Le départ de M. Kessler pour la SCOR simplifie donc, dans un premier temps, la tâche de M. Seillière. Pour son prochain mandat, le président du Medef avait d'ores et déjà prévu de confier le soin de négocier à plusieurs chefs de file patronaux : Denis Gautier-Sauvagnac pour les questions d'emploi, de travail et d'Unedif, Guillaume Sarkozy pour la protection sociale et les retraites, Alain Sionneau pour la formation professionnelle. Le dialogue social va reprendre ainsi un tour plus classique. M. Kessler n'aura pas à affronter une assemblée générale du Medef, pas toujours bien disposée à son égard.

Reste à M. Seillière à faire la preuve qu'il peut porter, seul, une certaine idée du patronat français. Cette tâche n'est pas la plus facile pour un dirigeant désormais privé d'un homme qui lui a beaucoup apporté sur le terrain des idées.

Claire Guélaud

### PROFIL... DENIS KESSLER, UN INTELLECTUEL ENGAGÉ

Président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), numéro deux du Medef, administrateur de plusieurs sociétés (BNP Paribas, Bolloré, Cetelem, Dexia, Cogedim...), directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales... Malgré un curriculum vitae impressionnant, il manquait une expérience professionnelle à Denis Kessler pour être tout à fait légitime dans le monde patronal : celle de chef d'entreprise. L'homme le sait mais s'en défend : « J'en ai assez qu'on dise toujours que je ne suis pas un dirigeant. La FFSA que je préside emploie plus de personnel que la Scor et je suis le seul administrateur européen du fonds d'investissement américain Amvescap. Et qu'on ne dise pas que je suis incapable de prendre une décision : dimanche, il m'a fallu deux heures pour accepter la proposition qui m'était faite. »

Malgré tout, son seul passage en entreprise – il a été directeur général d'Axa en 1997-1998 – est apparu comme un quasi-échec. Du coup, ce quinquagénaire passe surtout pour un bouillonnant brasseur d'idées, cultivant ses amitiés dans tous les milieux politiques. Ne s'est-il pas longtemps appuyé sur un tandem singulier, composé de Jean-Charles Simon, ancien directeur des études au RPR (tendance Seguin), et de François Ewald, ancien militant d'extrême gauche et assistant de Michel Foucault ? « Qui n'est pas à gauche à 20 ans n'a pas de cœur, qui n'est pas à droite à 40 n'a pas de tête », déclare à l'envi Denis Kessler pour justifier sa propre évolution politique.

Boulimique, ce fils d'un agent commercial déporté à Dachau pour faits de résistance, accumule les diplômes : HEC, DEA de philoso-

phie, docteur en sciences économiques, agrégation de sciences économiques et sociales... Il n'a de cesse de faire le lien entre ces différents sujets et commence à se faire connaître en 1982 en cosignant avec Dominique Strauss-Kahn, son professeur à HEC, un ouvrage sur *L'Épargne et la Retraite*. En janvier 1991, Claude Bébéar, à la tête d'Axa, et Jean Peyrelevade, alors président de l'UAP, lui confient la présidence de la FFSA pour déposséder la Fédération et promouvoir les fonds de pension. Le premier objectif sera atteint mais pas le second. Cela n'empêchera pas Jean Gandois de l'appeler au Conseil national du patronat français (CNPF), ni son successeur Ernest-Antoine Seillière d'en faire son bras droit et de lui confier la refondation sociale au Medef.

Frédéric Lemaître

### PROFIL... JACQUES BLONDEAU, LA CHUTE BRUTALE

En 1994, Jacques Blondeau est devenu président directeur général de la SCOR, où il était entré en 1988. Agé de 58 ans, cet homme discret, qui a effectué l'essentiel de sa carrière dans l'industrie, notamment chez Pechiney en France, aux Etats-Unis et en Australie, a consacré son début de mandat à asseoir l'indépendance de sa société, en faisant sortir du capital les grands noms de l'assurance (Axa, UAP et AGF). Il a également contribué à développer l'assise internationale de l'ancien groupe de réassurance public, devenu en moins

de dix ans le septième réassureur mondial.

Reconnu par ses pairs, plus pour son professionnalisme que pour son charisme, M. Blondeau n'avait jamais vu sa légitimité contestée avant la fin 2001. Mais il commet alors une première erreur en tentant de minimiser l'ampleur des pertes de l'exercice, dues principalement à l'explosion des sinistres dans le secteur de l'assurance (attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, explosion de l'usine AZF à Toulouse etc.), pour ne pas affoler le marché. Il produit

l'inverse de l'effet escompté. Les pertes seront finalement réévaluées de 250 millions à 278 millions d'euros pour de l'année 2001, sans que les comptes soient pour autant totalement purgés. « M. Blondeau est un homme qui a beaucoup de mal à annoncer les mauvaises nouvelles », confie un responsable de SCOR.

Le patron du premier réassureur français semble ensuite hésiter sur la stratégie à suivre. En septembre, il renonce à racheter l'assureur allemand Gerling, après plusieurs semaines de négociations exclusives. Cette acquisition avait été pourtant présentée comme stratégique. Récemment, les déclarations contradictoires sur l'augmentation de capital, soumise à l'assemblée générale du 5 novembre – qui ne servira finalement pas à financer la croissance externe mais à éponger les nouvelles pertes de l'exercice 2002 – achèvent de déconcerter les actionnaires. Ces pertes étant liées à des problèmes de souscription commerciale aux Etats-Unis et dans la filiale des Bermudes, des doutes se font jour sur la façon dont le contrôle est organisé depuis Paris. Après avoir perdu la confiance des marchés, M. Blondeau est débarqué par son conseil d'administration.

Anne Michel

## Principal actionnaire du réassureur français, Groupama a mené la fronde pour changer de PDG

La SCOR a chuté de 78 % en Bourse depuis le début de l'année

L'ASSEMBLÉE générale extraordinaire de la SCOR, prévue mardi 5 novembre pour entériner une augmentation de capital de 400 millions d'euros, devait être purement formelle. Elle a été marquée par l'arrivée surprise d'un nouveau président, Denis Kessler, président de la FFSA (Fédération française des assurances), en remplacement de Jacques Blondeau, contraint lundi de quitter ses fonctions.

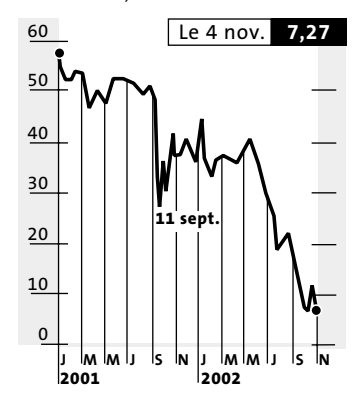
« Ça s'est passé très rapidement pendant le week-end de la Toussaint, raconte Denis Kessler. Je n'étais au courant de rien, encore moins de la décision des administrateurs et des actionnaires de révoquer leur président. » Quand Jean Azéma, directeur général de Groupama, en tant que premier actionnaire du réassureur français, lui fait cette proposition par téléphone, dimanche 3 novembre, il lui laisse très peu de temps pour donner sa réponse : moins de deux heures.

La révolte gronde depuis mercredi 30 novembre chez les actionnaires, furieux d'apprendre que le réassureur français sera en perte cette année pour la deuxième année consécutive. Une nouvelle déconvenue. L'action plonge alors de 36,8 %, pour terminer la journée en recul de 28,84 %, à 7,5 euros. Pis ! Les agences de notation, prises également à contre-pied, décident de revoir à la baisse la performance du groupe, ce qui ne fera qu'accélérer la dégringolade.

Dans le secteur sinistré de l'assurance, SCOR est la valeur européenne qui connaît la plus grave contre-performance, avec un recul de 78,82 % depuis janvier 2002. Pour justifier cette contre-performance, la direction avance les dégâts provoqués par les inondations en Allemagne, qui devraient coûter 70 millions d'euros, et surtout une dépré-

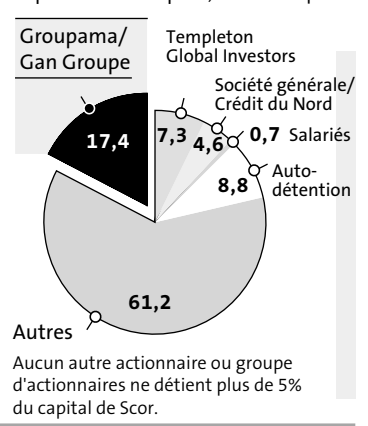
### LA CHUTE BOURSÈRE SANCTIONNÉE PAR LE PREMIER ACTIONNAIRE

Action Scor, en euros à Paris



Sources : Bloomberg, Scor

Répartition du capital, en % du capital



Aucun autre actionnaire ou groupe d'actionnaires ne détient plus de 5% du capital de Scor.

ciation de 230 millions d'euros de son portefeuille de placements. Parmi les titres dépréciés figurent pour 100 millions d'euros ceux de l'assureur Swiss Life, qui connaît aussi de graves difficultés. A cela s'ajoutent les mauvaises affaires de l'assureur dans les dérivés de crédit accordés à WorldCom ou à Marconi pour 38 millions d'euros, sans oublier les déboires de sa filiale bermudienne. Tout cela génère un peu plus de confusion.

### RASSURER LES MARCHÉS

En conséquence, l'augmentation de capital de 400 millions d'euros (au maximum) ne servira qu'à renflouer les pertes et non à assurer son développement, comme prévu initialement. Le groupe avait même envisagé d'acquiescer l'allemand Gerling, avant de finalement se désister.

Cette fois, c'en est trop pour les actionnaires et notamment pour le premier d'entre eux, Groupama, qui détient 17 % du capital. L'assureur mutualiste, qui avait, quelques jours auparavant, soutenu le principe

d'une augmentation de capital, alors que le marché se montrait réticent, décide de lâcher le management au vu des résultats de cet audit et surtout de ses conséquences pour l'entreprise. La dégradation par les agences de notation, rend plus difficile la négociation de contrats de réassurance en cours et risque de faire perdre des parts de marché au septième réassureur mondial.

Il faut donc aller très vite et tout faire pour rassurer les marchés et retrouver une crédibilité. Cela passe par un départ du président et son remplacement par un responsable ayant également une envergure internationale et une connaissance du marché de la réassurance. Jean Azéma, président de la branche des mutuelles au sein de la FFSA, propose alors le nom de Denis Kessler aux autres actionnaires, qui en acceptent rapidement l'idée. Un conseil d'administration réuni lundi valide à l'unanimité cette proposition.

« C'est un challenge », reconnaît Denis Kessler, qui se fixe pour objectif dans les semaines prochaines « la restauration de la confiance et un retour rapide à la rentabilité ».

Mardi matin, les marchés saluaient ce changement. L'action SCOR était la première hausse de la séance avec un gain de 10 %, à 8 euros. Le nouveau patron reste président par intérim de la FFSA jusqu'à ce que soit désigné son successeur.

Dominique Gallois

**Le Monde** [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

**Abonnés du Monde, votre nouvel avantage :**

**les dossiers du Monde.fr**

Consultez, sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr), les dossiers exclusifs avec entretiens, documents et analyses.

Inscrivez-vous vite au Desk, **Le Monde.fr** édition abonnés

Pierre Bilger, président-directeur général d'Alstom

## « Je voulais éviter l'effet fin de règne »

Le patron du groupe de transport et d'énergie doit céder sa place le 1<sup>er</sup> janvier 2003 à Patrick Kron, actuel président d'Imerys

Alstom s'est choisi un nouveau patron en la personne de Patrick Kron, l'actuel président du directoire du groupe de minéraux industriels Imerys, qui vous succédera le 1<sup>er</sup> janvier. Pourquoi avoir accéléré votre départ ?

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, Patrick Kron sera directeur général d'Alstom, au sens de la nouvelle loi, c'est-à-dire pleinement le responsable opérationnel de la compagnie. Je resterai président du conseil d'administration du groupe jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2004, date à laquelle Patrick coiffera les deux casquettes. Cette nomination est peut-être une surprise pour l'extérieur mais, en interne, c'est le résultat d'un processus soigneusement planifié. J'exerce cette fonction depuis douze ans et j'approche la limite d'âge fixée par les statuts du groupe. Je voulais éviter l'effet « fin de règne » que provoque toujours une date butoir. Mon souhait était d'assurer à Alstom une transition sereine et efficace. Nous avons, dès septembre 2000, engagé la réflexion pour préparer ma succession. Le comité de nomination a été réuni au moins sept fois sur le sujet. Nous avons fait appel à un chasseur de têtes, recensé les candidatures externes et internes et, au final, nous pensons avoir fait le meilleur choix possible.

Pourquoi avoir retenu un candidat extérieur au groupe ?

D'abord, je dois dire que nous avions d'excellents candidats internes, au moins cinq au départ. Mais nous venions de renouveler en profondeur l'équipe de direction d'Alstom ; il était donc utile d'apporter encore un peu plus de sang neuf au plus haut niveau. Fondamentalement, Patrick Kron correspondait à un certain nombre de caractéristiques que nous nous étions



fixées. D'abord, il représente une nouvelle génération : il a 49 ans. Il était important que mon successeur ait la durée devant lui. Ensuite, je souhaitais que le candidat soit quelqu'un qui connaisse et aime l'industrie, et qui ait aussi une expérience internationale

confirmée. Patrick a dirigé une usine d'aluminium en Grèce, American Can, une société spécialisée dans l'emballage aux Etats-Unis, il a été en permanence au contact des marchés internationaux chez Imerys. Il fallait aussi quelqu'un qui connaisse les marchés financiers. Bien qu'étant plus petit qu'Alstom, Imerys a une capitalisation boursière qui, encore récemment, était supérieure à la nôtre. Enfin, nous voulions un profil différent du mien, un ingénieur, qui ait l'expérience et le goût de l'opérationnel.

Patrick Kron n'est pas un inconnu chez Alstom. Il est membre du conseil d'administration depuis juillet 2001 et, quand je l'avais proposé au conseil, j'avais dans l'esprit qu'il pouvait être un candidat possible à ma succession. Il connaît donc déjà la maison ; dans les douze mois qui viennent, je lui apporterai mon soutien pour lui

permettre de gérer le changement dans la continuité.

Alstom a lancé au début de l'année le plan « restaurer la valeur ». M. Kron aura-t-il toute latitude pour infléchir ce plan ou modifier la stratégie ?

La mise en œuvre du plan se poursuivra mais il est évident que l'arrivée d'un nouveau responsable constitue un atout supplémentaire. Patrick Kron va apporter sa propre touche à cette action. Au cours des sept ou huit dernières années, nous avons positionné Alstom comme l'un des trois premiers mondiaux dans chacun de ses quatre métiers. Patrick Kron va devoir transformer l'essai. A partir de ces positions de premier plan, en termes de parts de marché, son défi est de porter la performance opérationnelle d'Alstom au niveau mondial, tout en assurant les adaptations stratégiques qui pourraient se révéler nécessaires.

## PROFIL PATRICK KRON, UN INDUSTRIEL AU FRANC-PARLER

Patrick Kron, le futur patron d'Alstom, était sorti de l'ombre, en avril, en prenant ouvertement position, entre les deux tours de la présidentielle, contre Jean-Marie Le Pen, dont le programme économique « s'appuie sur des idées extrémistes et nauséabondes », estimait-il. Cet X-Mines de 49 ans ne s'était jusque-là fait remarquer que pour ses actions, tout aussi vigoureuses, de dirigeant dans l'industrie lourde. Opérationnel pendant plus de quinze ans au sein du groupe d'aluminium Pechiney, il assumera la présidence de la société Carbone Lorraine de 1993 à 1997, avant de prendre celle du directoire d'Imerys, l'ancienne Imetal, société spécialisée dans les minéraux industriels.

Cette entreprise a présenté, mardi 5 novembre, des résultats sur neuf mois en forte hausse : + 27 % pour le bénéfice net, malgré un chiffre d'affaires en baisse de 1,9 %, à 2,16 milliards d'euros. Pour l'ensemble de l'exercice 2002, Imerys a confirmé sa prévision de hausse « de l'ordre de 15 % » de son résultat net

courant, en dépit d'une « visibilité [qui] reste faible » et de l'absence « de signe de reprise perceptible ».

C'est cette capacité à naviguer dans le brouillard qui a intéressé le conseil d'administration d'Alstom. Cette société, constructeur notamment du TGV et des centrales nucléaires françaises, issue de la scission du groupe Alcatel Alsthom, a eu un parcours pour le moins chaotique depuis son introduction en Bourse en 1998. Alors qu'il s'est alourdi de nombreuses acquisitions, le groupe a subi, dans ses trois métiers principaux, l'énergie, le ferroviaire et la construction navale, trois accidents industriels qui ont failli l'emporter.

L'action Alstom a perdu plus des trois quarts de sa valeur en quatre ans. C'est ce groupe encore traumatisé que M. Kron va devoir redresser. Son goût de l'action et son franc-parler vont y marquer un changement d'époque.

P. Ga.

Propos recueillis par  
Pascal Galinier

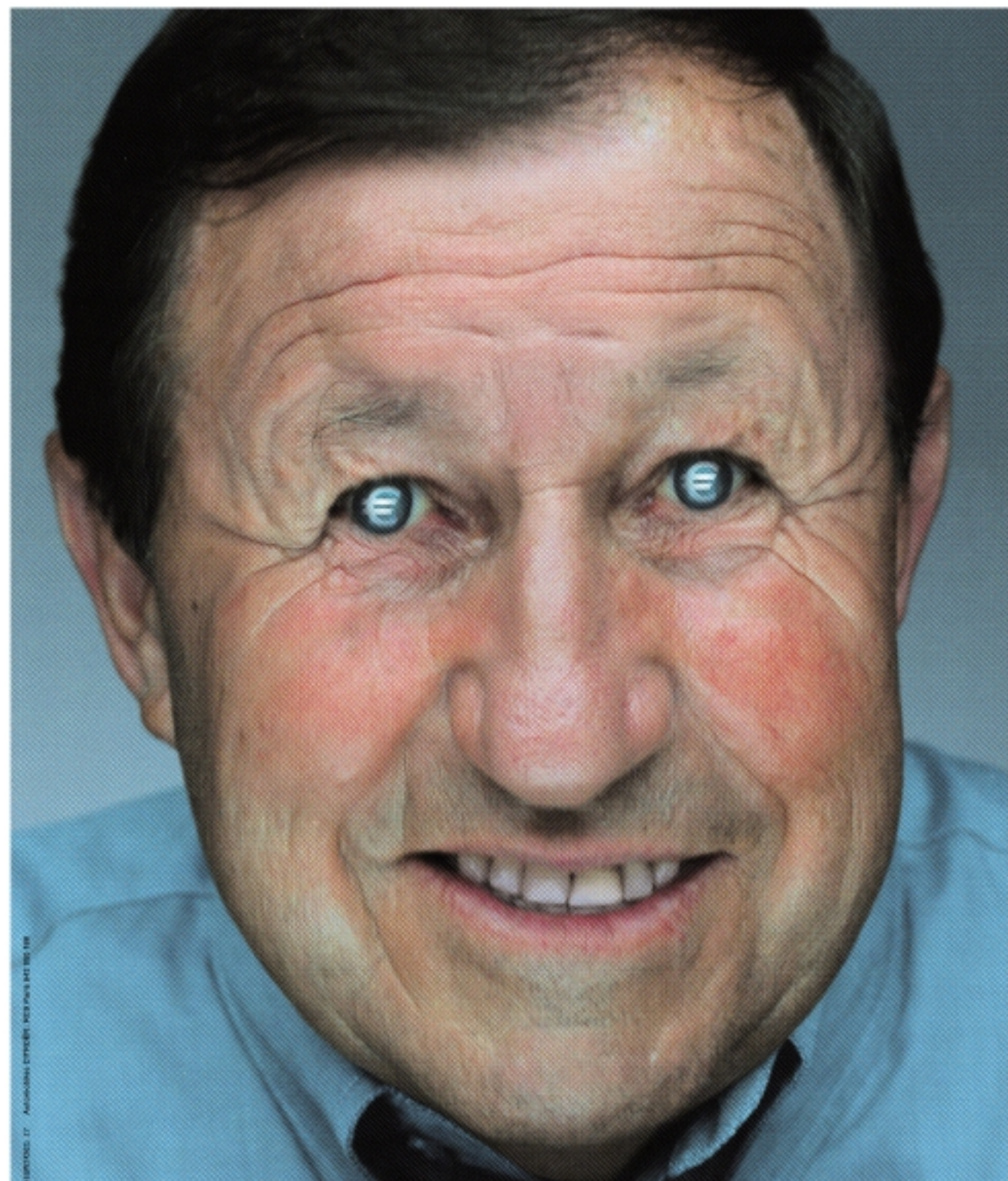
Michel Delberghe

## La menace d'un conflit se précise chez les routiers

APRÈS L'ÉCHEC des discussions salariales lors de la réunion de la commission paritaire au ministère des transports, jeudi 31 octobre, la menace d'un conflit se précise parmi les chauffeurs routiers. Les organisations syndicales, essentiellement la CFDT et la CGT, ont prévu de se rencontrer, mercredi 6 novembre, pour « élaborer une plate-forme revendicative commune » et « envisager une action unitaire », qui pourrait se traduire par des blocages « pour une durée illimitée » au cours du mois de novembre, comme cela avait été le cas en novembre 1996, lors d'un des plus longs conflits du secteur.

Les syndicats s'insurgent contre « le refus des organisations patronales d'engager les négociations sur l'instauration d'un treizième mois, qui est une revendication symbolique parce qu'elle concerne un nombre important de salariés », assure Joël Lecoq (CFDT). Selon lui, la perspective de l'ouverture de discussions sur ce point s'inscrivait dans la « dynamique des contrats de progrès » mis en œuvre depuis 1994. Surtout, elle avait resurgi lors des délicates négociations sur le temps de travail en contrepartie des dérogations consenties par les conducteurs de longue distance. Plus généralement, les syndicats s'inquiètent des révisions possibles qui pourraient autoriser la loi Fillon sur l'aménagement des horaires, notamment dans la redéfinition du statut des salariés non cadres itinérants.

Invoquant la nécessité d'une « pause sociale », les organisations patronales ont par ailleurs formulé des propositions salariales, de l'ordre de 2,5 % pour 2003, jugées totalement insuffisantes.



**XSARA PICASSO**  
**14 800 €\***  
soit **97 081,64 F**

Xsara Picasso 1.6i

Et en plus Prime Environnement de 750 €\*\*



4 AIRBAGS • SYSTEME AUDIO • PEINTURE METALLISEE

Du 4 novembre au 13 décembre 2002  
**LES 40 JOURS CITROËN****LES PRIX LES MOINS  
CHERS DE L'ANNEE**

Tous nos véhicules sont équipés de pneumatiques Michelin. \*Tarif conseillé du 4/11/02 réservé aux particuliers pour l'achat d'une Xsara Picasso 1.6i neuve avec peinture métallisée. \*\*Le réseau participant s'engage à reprendre 750 euros votre véhicule quelle que soit la marque, s'il a plus de 8 ans et est destiné à la casse pour l'achat d'une Xsara Picasso VP neuve. Offre réservée aux particuliers dans les points de vente Citroën participants jusqu'au 13/12/02.

www.citroen.fr  
3615 CITROËN (hors taxes)12 ANS  
GARANTIE ANTIRUGINE  
12 ANS2 ANS  
GARANTIE SUR TOUTE  
LA GAMME

CITROËN partenaire TOTAL

## La justice américaine ouvre à son tour une enquête sur la sincérité de l'information financière de Vivendi

La procédure a été lancée par un procureur de l'Etat de New York qui veut passer au crible la gestion des années Messier. Le groupe français annonce qu'il va « coopérer pleinement »

### NEW YORK

de notre correspondant

La justice américaine a décidé à son tour de s'intéresser à Vivendi Universal, et plus particulièrement à la sincérité de l'information financière de la société lorsque Jean-Marie Messier en était le PDG. Une enquête criminelle, qualifiée par Vivendi dans un communiqué, lundi 4 novembre, de « préliminaire » (*Le Monde* daté du 5 novembre), a été ouverte la semaine dernière par le procureur fédéral du district sud de l'Etat de New York. La Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité des marchés, « mène aussi une investigation informelle et coordonne ses activités avec celles du procureur ».

Comme en France avec la COB (Commission des opérations de Bourse) et la justice, Vivendi Universal entend « coopérer pleinement », précise le groupe. Le 29 octobre, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire, à la suite d'une plainte déposée par un groupe d'actionnaires, l'Association des petits porteurs actifs (*Le Monde* du 31 octobre). Les accusations portent sur la « publication de faux bilans pour les exercices des années 2000 et 2001 » et la « diffusion d'informations fausses ou trompeuses sur les perspectives de Vivendi Universal en 2001 et 2002 ». Olivier Metzner, l'avocat de M. Messier, s'était félicité de l'ouverture

d'une enquête, « qui permettra de montrer que les comptes étaient justes et l'information financière exhaustive et transparente ».

Par ailleurs, pas moins de seize plaintes ont été déposées depuis juillet aux Etats-Unis, où Vivendi Universal est aussi coté, par des actionnaires mécontents. Ils accusent notamment M. Messier d'avoir sciemment caché les diffi-

### Pas moins de seize plaintes ont été déposées depuis juillet aux Etats-Unis

cultés financiers de la société. La dernière en date de ces procédures collectives (*class actions*), qui seront sans doute regroupées, a été engagée la semaine dernière par l'Association française de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). En septembre, Vivendi Universal affirmait ne pas avoir manipulé ses comptes et avoir fait vérifier ses bilans par le Cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers, qui n'a rien trouvé à redire.

Pourtant, l'existence de problèmes graves de trésorerie chez Vivendi dès la fin de l'année 2001 (*Le Monde* du 15 mai) semble se

confirmer. Cela n'avait pas empêché à l'époque le groupe, dans une véritable fuite en avant, d'acquiescer pour 10 milliards de dollars les chaînes américaines d'USA Networks et d'investir 1,5 milliard de dollars dans le réseau de télévision par satellite EchoStar. Les agences de notation financière s'inquiétaient déjà de la frénésie d'acquisitions de M. Messier et s'interrogeaient sur la capacité du groupe à rembourser ses dettes. Elles avaient menacé en décembre 2001 d'abaisser la note de risque attribuée à ses titres.

Jusqu'à sa démission, le 1<sup>er</sup> juillet 2002, M. Messier avait pourtant tenu en permanence à ses actionnaires, aux médias et, semble-t-il, à son conseil d'administration des propos rassurants sur la solidité financière de Vivendi. « *Quiconque ayant travaillé ou investi dans ce groupe doit avoir l'impression aujourd'hui d'avoir été trahi. J'ai le sentiment d'avoir été trahi* », déclarait le 21 octobre, sur la chaîne de télévision CNBC, Edgar Bronfman, principal actionnaire du groupe.

Dans un entretien accordé à *Business Week* daté du 1<sup>er</sup> juillet, du jour de son départ, M. Messier affirmait encore vouloir rester à la tête de l'entreprise « pour quinze ans » et ne pas avoir d'inquiétudes sur sa rentabilité. « *Nos activités dans les médias devraient générer cette année près de 2 milliards*

*d'euros de résultat opérationnel. Au mois le mois, nos excédents de liquidité sont compris entre 4 et 6 milliards d'euros. Cela signifie que, s'il se produisait un événement comme celui du 11 septembre, dans le scénario le plus défavorable, Vivendi ne serait pas en danger. Les banques sont disposées à nous donner plus de 3,2 milliards d'euros.* » Il y a quelques semaines, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, Jean-René Fourtou, PDG du groupe depuis le 3 juillet, déclarait : « *Si M. Messier était resté, la société aurait fait faillite dans les dix jours.* »

La justice américaine s'intéresserait notamment à des opérations réalisées par Jean-Marie Messier sans en avoir pleinement informé son conseil d'administration. Le rachat en 2001, pour 6,3 milliards de dollars, de 104 millions d'actions Vivendi (près de 10 % des titres en circulation) a attiré l'attention des enquêteurs. Cette tentative désespérée pour soutenir le cours de Bourse s'est révélée désastreuse. Réalisée à crédit, elle s'est traduite par de lourdes pertes et se trouve à l'origine de la crise de liquidité. Le conseil avait bien voté une résolution autorisant le rachat d'un maximum de 10 % des actions Vivendi, mais il n'a pas été informé du déroulement de l'opération.

Eric Leser

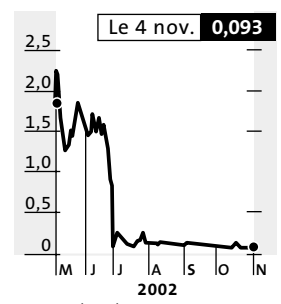
## Nouvelles accusations contre WorldCom

WORLD.COM, la compagnie américaine de télécommunications en faillite,

poursuivie pour avoir tenté d'embellir ses finances détériorées, aurait largement dépassé le montant avoué de 7,7 milliards de dollars de malversations comptables, selon un rapport publié lundi 4 novembre. Richard Thornburgh, spécialiste nommé par le tribunal des faillites, se montre aussi très critique pour l'ex-PDG de WorldCom, Bernie Ebbers, qui pour l'heure n'a pas été inculpé par la justice contrairement au directeur financier, Scott Sullivan. « *Une seule personne apparaît avoir régné sur la croissance de l'entreprise aussi bien que sur l'ordre du jour, les discussions et les décisions prises par le conseil d'administration* », note-t-il dans son rapport. Selon le *New York Times*, mardi 5 novembre, WorldCom serait sur le point de trouver un accord avec la SEC, le gendarme de la Bourse américaine, à l'issue duquel ce dernier renoncerait à toutes nouvelles poursuites judiciaires contre l'entreprise. WorldCom devrait payer une amende supérieure à 7 millions de dollars, précise le journal, soit le montant imposé par la SEC au cabinet d'audit Arthur Andersen.

### FAILLITE

Action WorldCom en dollars à New York



Source : Bloomberg

## La Cour de Luxembourg dénonce les accords « ciel ouvert »

HUIT ACCORDS bilatéraux de transport aérien, dits accords « ciel ouvert », conclus entre les Etats-Unis et certains Etats membres de l'Union européenne, devront être substantiellement modifiés : telle est la conséquence de l'arrêt rendu mardi 5 novembre par la Cour de justice des Communautés européennes. Les magistrats estiment que les Etats membres ne pouvaient conclure de tels accords internationaux, qui affectent les tarifs et la gestion informatisée des réservations, dans la mesure où ces derniers font l'objet de règles communautaires, et relèvent dès lors de la compétence exclusive de la Communauté. Ils ont en outre jugé que les accords de ciel ouvert sont contraires au principe de la liberté d'établissement, protégée par le droit communautaire : ils comportent en effet une clause de nationalité, qui permet à chacune des parties de réserver à ses compagnies nationales l'exclusivité des dispositions bilatérales. - (Corresp.)

## Gouvernement d'entreprise : Bruxelles prône une convergence

Un rapport, examiné par les ministres des finances, rejette l'idée d'un code européen unique

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Les Quinze ne devraient pas adopter un code unique du gouvernement d'entreprise (« *corporate governance* ») compte tenu des différences entre les législations nationales. En revanche, ils pourraient faciliter une « convergence » entre les règles des différents pays pour rendre la gestion des entreprises plus transparente et éviter la répétition des dérives comme celle d'Enron ou de WorldCom aux Etats-Unis, ou les déboires de Vivendi Universal ou de France Télécom en France. Telles sont les conclusions, prudentes, auxquelles est arrivé un groupe de sept experts, mandaté par Frits Bolkestein, le commissaire européen au marché intérieur. Les ministres de l'économie et des finances de l'Union devaient examiner ce rapport, mardi 5 novembre, à Bruxelles.

### VOTE TRANSFONTALIER

Le commissaire espère faire des propositions concrètes avant 2003. M. Bolkestein insiste : c'est avant le scandale Enron que la Commission avait décidé d'améliorer la gouvernance des entreprises et le contrôle de leur gestion en traçant un cadre législatif « moderne ». Jaap Winter, l'expert qui a dirigé le groupe d'étude, souligne d'ailleurs

qu'aucune directive ne pourra prévenir toutes les dérives : « *Une réglementation est utile, mais le problème d'Enron est que des gens entendaient y violer les règles. Ce que l'Europe peut faire, c'est donc créer un climat susceptible d'éviter ce type d'incidents.* »

Partant de ce principe, les spécia-

### Que faire pour le secteur public français ?

Le ministre de l'économie et des finances français, Francis Mer, se prépare à mettre sur pied un groupe de travail sur la gouvernance des entreprises publiques, indiquent *Les Echos* du 5 novembre. Sa coordination doit être confiée à René Barbier de La Serre, ex-directeur général du CCF et ex-président du Conseil des marchés financiers, aujourd'hui administrateur indépendant et président du comité d'éthique du Medef. Le groupe de travail, qui pourrait compter quatre personnes, comprendrait Philippe Rouvillois, ex-président de la SNCF, du Commissariat à l'énergie atomique et de CEA-Industrie, membre du conseil de surveillance d'Areva, et Alain Joly, président du conseil de surveillance d'Air liquide. Leur rôle sera d'auditer les règles de fonctionnement de l'Etat actionnaire et de proposer des pistes de réformes qui compléteront une réflexion engagée par Jean-Pierre Jouyet, le directeur du Trésor.

listes n'annonçaient pas un rapport révolutionnaire. Ce dernier reprend effectivement des priorités comparables à celles qui ont été ébauchées aux Etats-Unis ou dans les différents Etats membres de l'Union, suggérant qu'une législation communautaire appuie et coordonne certaines de ces réformes.

Le rapport plaide pour une plus grande implication des actionnaires,

grâce à l'amélioration de leur information et de leur capacité réelle d'intervention. Il recommande notamment que l'Union européenne crée un système de vote transfrontalier, via le Web. Les conseillers de M. Bolkestein prônent le renforcement de la transparence par la communication régulière dans la struc-

ture de direction et par la description complète des comptes pour toutes les entreprises cotées. Les membres des conseils d'administration seraient légalement et collectivement responsables de la publication des résultats et des communiqués financiers.

La rémunération des dirigeants devrait être détaillée et des administrateurs indépendants seraient

présents en plus grand nombre pour la contrôler, dans un comité de rémunération où l'on examinerait tous les éléments, y compris les programmes de stock-options. Le poids de ces administrateurs devrait être renforcé dans d'autres domaines, comme le contrôle des audits, les nominations, l'implication éventuelle des salariés, etc. Cette réforme suppose cependant un mécanisme de contrôle qui ne semble pas défini : qui vérifiera que d'éventuelles règles seront respectées ? Un haut fonctionnaire de la Commission rappelle, d'autre part, qu'Enron affichait une majorité d'« indépendants » et que la qualité des administrateurs, quel que soit leur statut, est, elle, bien difficile à vérifier.

Le rapport de M. Winter énonce d'autres priorités, dont la limitation des recours à des structures pyramidales d'actionariat, très utilisées en France et en Italie, et l'interdiction de cotation des holdings dont le principal actif est constitué d'une participation dans une autre société cotée. Il plaide aussi pour la simplification des règles permettant les fusions transfrontalières et les transferts de siège, ou la simplification des règles concernant la formation du capital.

Jean-Pierre Stroobants

« Et si, demain, on se donnait un nouveau rendez-vous ? »

aden  
La version 2.0



Demain,  
mercredi 6 novembre,  
nouvelle formule d'aden,  
le guide culturel du Monde.

Chaque mercredi en Ile-de-France,  
avec Le Monde daté jeudi.

www.aden.fr

## Les publicitaires s'interrogent sur la réponse à donner aux contestataires

La 7<sup>e</sup> édition de la Semaine de la publicité, qui débute mardi 5 novembre à l'Union centrale des arts décoratifs, à Paris, est consacrée à la « dictature des marques »

**DEUX ASSOCIATIONS** anti-publicitaires entendent faire du 23 novembre une journée sans achats en France. « Retrouvez le plaisir de passer une journée sans acheter ! », suggèrent Casseurs de pub et Résistance à l'agression publicitaire, qui mènent conjointement cette action depuis quatre ans. Cette initiative n'est qu'un exemple du phénomène contestataire grossissant qui dénonce notamment la surconsommation, l'emprise des marques dans une société mercantile, et s'interroge sur le rôle de la publicité.

Consciente de l'impact que peut avoir cette contestation, l'Association des agences-conseils en communication (AACC) a décidé, à l'occasion de la 7<sup>e</sup> édition de la Semaine de la publicité, ouverte au public à l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD), à Paris, du 5 au 8 novembre, de s'interroger sur la place des marques dans notre société : « Les marques : dictature ou démocratie ? »

« L'idée que les marques puissent exercer une tyrannie, décider pour nous de ce que nous devons manger, porter, écouter, est suffisamment étayée pour que nous la prenions en compte », affirme Mercedes Erra, présidente de l'AACC. « Oui, les marques manipulent les consommateurs, mais le pouvoir du consommateur ne cesse de grandir », ajoute-t-elle. Le mouvement contestataire est porté par des associations de consommateurs ou des groupes comme Attac, dont les actions trouvent un large écho dans l'opinion publique. Le succès de l'ouvrage de Naomi Klein, *No Logo*, a également servi de révélateur.

Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, invité à ouvrir les débats, lundi 4 novembre, à l'UCAD, a souligné l'attitude ambiguë de la société française vis-à-vis de la publicité, « considérée comme indispensable, mais en même temps mal-aimée, jugée très souvent abusive ». Pour autant, « je ne crois pas que la mar-



Pour illustrer le thème de la Semaine de la publicité, les publicitaires, qui souhaitent valoriser leur profession et leur propos, ont choisi une affiche, conçue par Young & Rubicam, qui détourne la célèbre photo de l'étudiant chinois, seul face à une colonne de chars, en 1989, sur la place Tiananmen, à Pékin.

que constitue un phénomène d'asservissement, mais un phénomène d'expression, avec sa part d'illusion et d'artifice », a affirmé le ministre.

### « GROUPES DE PRESSION »

Les « anti », bien que peu nombreux, font de plus en plus entendre leur voix. L'association Paysages de France, par exemple, présidée par Pierre-Jean Delahousse, a réussi à tisser un réseau de sympathisants dans les régions pour dénoncer l'installation de panneaux illégaux dans les villes ou les périphéries. Paysages de France est devenue un véritable poil à gratter pour les afficheurs et les sociétés de la grande distribution.

Comment les marques, qui sont censées être aimées, susciter du désir et séduire le consommateur, doivent-elles réagir à ces contre-pouvoirs qui s'organisent et s'en prennent aux logos planétaires, symboles d'une société dont ils dénoncent les excès ?

M<sup>me</sup> Erra se dit convaincue que « l'enjeu des entreprises est de construire les marques de demain, en

tenant compte de la liste des devoirs imposés par les consommateurs ». Pour Catherine Becker, directeur général de la société d'études marketing Sorgem, « les entreprises vont avoir le devoir d'être fidèles aux exigences qu'elles ont créées ». Jean-Pierre Petit, ancien cofondateur de l'agence BDDP, aujourd'hui directeur général de McDonald's, une entreprise très attaquée en France, en particulier par José Bové, mais également par les salariés de la société, qui ont dénoncé ses pratiques sociales, réagit : « Je ne pense pas que l'entreprise soit prisonnière de sa marque, mais de ses parts de marché. » En revanche, chez Nike, société critiquée pour avoir recouru au travail des enfants, Jean-Pierre Petit, directeur général de l'entreprise en France, affirme qu'« aujourd'hui tous les groupes de pression attendent que Nike joue un rôle de leader dans ses pratiques sociales, environnementales... ».

Nike ou Coca-Cola ont modifié leur communication pour répondre aux critiques. La communi-

tion de masse, les slogans péremptoirs, les marques dominatrices ont laissé place à une communication de proximité, plus induite. Quand Coca-Cola donne des maillots à des footballeurs en herbe ou quand Nike organise des Nike Park pour les jeunes, ils cultivent les relations de proximité sur le terrain et communiqué de façon peut-être moins visible mais plus profonde. Mais « l'entreprise est là pour faire des profits », rappelle, prosaïque, Didier Quillot, directeur général d'Orange, filiale de France Télécom.

Laurence Girard

★ Semaine de la publicité, à l'Union centrale des arts décoratifs, du 5 au 8 novembre. De 11 heures à 18 heures, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris.

## La presse quotidienne allemande en difficulté

La « Frankfurter Allgemeine Zeitung » annonce la suppression de 100 postes de journaliste

### FRANCFORT

de notre correspondant

La presse allemande ne se contente pas de relayer les mauvaises nouvelles économiques, elle est elle-même au cœur de la tourmente. Suppressions d'emplois, économies en tout genre, les temps sont particulièrement durs pour les quotidiens qui revendiquent une audience nationale.

La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) traverse ainsi une crise sans précédent. Le prestigieux titre conservateur a essuyé de lourdes pertes en 2001 (27 millions d'euros) : il vient d'annoncer son intention de supprimer 100 nouveaux postes de rédacteur. Cette restructuration s'ajoute à celle d'ores et déjà en cours, qui prévoit le départ de 100 personnes, dont 70 journalistes. Après plusieurs années de croissance, les effectifs de la rédaction devraient revenir à leur niveau de 1994, c'est-à-dire autour de 300 personnes.

En parallèle, le journal réduit ses ambitions. Son édition quotidienne en langue anglaise, encartée dans l'*International Herald Tribune*, a été remplacée par un supplément hebdomadaire beaucoup plus modeste et moins coûteux. Les ambitieuses pages berlinoises, lancées en 1999 dans la foulée de l'installation du gouvernement dans la capitale de l'Allemagne réunifiée, ont été purement et simplement abandonnées. La voilure a été réduite dans le domaine Internet, un univers abordé tardivement – en janvier 2001 – par l'éditeur de Francfort.

La FAZ n'est pas le seul quotidien à souffrir. En perte de vitesse depuis quelques années, son voisin francfortois, la *Frankfurter Rundschau*, est au bord du gouffre. Après des années de vaches grasses et d'expansion, l'ensemble de la

presse quotidienne connaît des difficultés, du fait de la mauvaise conjoncture allemande.

L'époque où les titres se battaient pour recruter leurs journalistes est révolue. « Aujourd'hui, les gens sont contents quand ils peuvent rester en poste », affirme un rédacteur. Les recettes publicitaires ont chuté, en particulier depuis la fin de la bulle Internet, qui avait suscité un appel d'air inédit dans la branche. Les petites annonces emploient également en recul. Et le lectorat a tendance à stagner, voire à s'effriter.

**Le lectorat a tendance à stagner, voire à s'effriter**

A Berlin, *Die Welt*, fleuron conservateur, et déficitaire, de la maison Axel Springer, fait ainsi l'objet d'un plan drastique d'économies : sa rédaction a été fusionnée en début d'année avec celle du quotidien régional *Berliner Morgenpost*.

Installée à Munich, et plutôt au centre gauche sur le plan politique, la *Süddeutsche Zeitung* n'échappe pas à la crise. Au contraire. L'éditeur indépendant serait, selon les plus pessimistes, confronté à de graves problèmes de trésorerie : il est à la recherche d'un partenaire susceptible d'injecter des dizaines de millions d'euros de liquidités. Une vaste restructuration est là aussi à l'œuvre : plus de 10 % des quelque 5 000 salariés du groupe doivent être remerciés.

Philippe Ricard

## Reprise attendue du marché de la publicité

Une hausse de près de 2 % est prévue pour 2003 en Europe

APRÈS une année 2001 particulièrement sombre, le ciel du marché publicitaire ne s'est pas vraiment dégagé ces derniers mois. Les dépenses de ce secteur ont continué à marquer le pas en 2002. Tous les regards se tournent maintenant vers 2003, où les signes d'une légère amélioration devraient enfin apparaître, préfigurant un retournement de cycle.

Selon la récente étude AD Baromètre, réalisée pour le compte des régies de publicité Interdec et la centrale d'achat OMD, « un début de reprise devrait intervenir au cours du second semestre 2003 et les dépenses publicitaires globales en Europe devraient croître de 1,9 % l'an prochain ».

Ce retournement de tendance est très attendu, notamment par la presse, qui vit principalement de la

publicité. Déjà fin 2001, après une chute brutale des investissements, un regain avait semblé se dessiner. Mais l'espoir s'était vite envolé. Finalement, l'année 2002 s'est avérée être une nouvelle année de récession, même si le recul du marché a été moins marqué.

### SIGNES DE STABILISATION

ZenithOptimedia, la cinquième plus grosse centrale d'achat média, avec 17,65 milliards d'euros placés dans les médias en 2001, a révisé à la hausse ses prévisions pour 2002. Elle s'attend toujours à une réduction des dépenses publicitaires dans le monde, mais de 0,3 % sur l'année, contre 0,5 % initialement prévu. L'étude montre une résistance plus forte du marché américain, comparé au marché européen, affecté tout particulièrement par

la dégradation accrue de la situation en Allemagne.

En France, des signes de stabilisation se font jour, même si l'optimisme n'est pas encore au rendez-vous. AD Baromètre évalue la baisse du marché européen en 2002 à environ 1 %, et considère que le marché français est quasi stable, avec un « faible recul enregistré dans le secteur des grands médias (-1,1 %) ».

Les espoirs se reportent maintenant sur l'année 2003. « Il y a des signes qui montrent que nous sommes sur la voie de la remontée, même si cette voie est lente », affirme Sébastien Danet, directeur général de ZenithOptimedia, pour qui les cycles de récession publicitaire ont jusqu'à présent toujours duré de dix-huit à vingt-quatre mois. « Les dépenses publicitaires sont aujourd'hui moins liées à l'évolution de la consommation qu'à la rentabilité des entreprises. Les décisions austères prises par les entreprises porteront leurs fruits l'an prochain, explique-t-il. De ce fait, nous considérons qu'il n'y a pas de potentiel de baisse supplémentaire du marché publicitaire, et que nous pouvons espérer des croissances supérieures à 2 ou 3 points dès 2004 », ajoute M. Danet.

De leur côté, les analystes de la banque Merrill Lynch, s'attendent à une croissance du marché publicitaire en 2003, comprise entre 0 % et 2 %, tout en insistant sur la difficulté de cet exercice de prévision. Ils s'interrogent par exemple sur l'impact de la baisse d'un des baromètres-clés, l'indice de confiance des consommateurs américains, qui est tombé, en octobre, à son plus bas niveau depuis neuf ans. L'incidence sur le niveau de consommation sera regardé de près. Même si les nuages commencent à se dissiper sur le marché publicitaire, la prudence reste donc de mise.

L. Gi.

Conseils Généraux, parrainez 30 Très Petites Entreprises de votre Département et offrez-leur une campagne de recrutement nationale en participant au :

> à partir du lundi 20 janvier 2003

chaque semaine dans

**Le Monde**

**1<sup>ER</sup> TOUR DE L'EMPLOI DES TPE**

À l'heure du débat sur la décentralisation, cette opération inédite permet aux Conseils Généraux de promouvoir leur dynamisme économique départemental, en révélant les gisements d'emploi locaux que représentent les entreprises de moins de 20 salariés (96% des entreprises en France - données INSEE 2001).

Avec le "1<sup>er</sup> Tour de l'Emploi des TPE", vous parrainez 30 TPE de votre département en leur offrant un espace de recrutement «cadre» dans le supplément «Economie» du quotidien «Le Monde» tout en affichant vos atouts économiques et humains grâce à un double-dispositif à fort impact :

● un quart de page publi-rédactionnel présentant votre département, ses spécificités et ses atouts macro-économiques. C'est l'aspect "communication institutionnelle" de cette campagne

● une pleine page dédiée aux 30 offres d'emploi de 30 Très Petites Entreprises que vous aurez sélectionné parmi les plus performantes de votre département. C'est l'aspect "communication opérationnelle" du dispositif

Conseils Généraux, avec le quotidien «Le Monde», devenez les acteurs incontournables d'un véritable Tour de France de l'Emploi, et affirmez la vitalité de votre département.

Demandez dès aujourd'hui votre dossier de participation à :

Ad'Com - Opération TPE - Le Monde  
122, avenue Charles De Gaulle - 92200 - Neuilly-sur-Seine  
Contacts : Jean-Michel Pasquier ou Olivier Videau au 01 47 38 09 20  
jmpasquier@ad-com.net ou videau@ad-com.net







# AUJOURD'HUI

## SCIENCES

Depuis quelques années, lacs, étangs et rivières d'Europe voient se développer, à vive allure, **DES PLANTES INDÉSIRABLES. D'ORIGINE LE PLUS SOUVENT EXOTIQUE**, comme la jussie, le myriophylle, le *lagar-*

*siphon* ou l'*Égéria*, ces espèces dotées d'un fort potentiel de reproduction **SUPPLANTENT PEU À PEU LES ESPÈCES LOCALES**, réduisant la biodiversité. Elles perturbent en outre les activités agricoles, la pêche, le

tourisme et la navigation. Les interactions complexes entre plantes et milieux aquatiques rendent difficile la lutte contre ces proliférations. **LES CHERCHEURS PRIVILÉGIENT DES MÉTHODES DE CONTRÔLE BIO-**

**LOGIQUE**, faisant appel aux compétiteurs naturels de ces végétaux. Des plantes exotiques terrestres, comme l'ambrosie à feuilles d'armoise, menacent également la flore locale.

## La biodiversité menacée par les plantes invasives

Des végétaux exotiques colonisent rivières et plans d'eau, supplantant les espèces indigènes. La lutte contre ces envahisseurs est difficile. Les chercheurs étudient des méthodes de contrôle biologique

### MOLIETS-ET-MAË (Landes)

*de notre envoyé spécial*  
Un vol d'aigrettes, trait blanc dans l'azur, déchire l'horizon. D'un battement d'ailes, les échassiers se posent sur un îlot affleurant au milieu du plan d'eau. Tout autour, un tapis végétal d'un vert profond, piqué de fleurs jaunes. « Regardez, lance l'accompagnateur au groupe de chercheurs ! Elles sont partout. On a bien essayé de les arracher, mais rien n'y fait »... « Elles », ce sont les jussies, l'ennemi public numéro un des lacs, étangs et rivières. Une plante amphibie qui, sous un élégant feuillage rehaussé de fleurs de toute beauté, cache une redoutable capacité à coloniser les milieux aquatiques.

### UN SITE PRIVILÉGIÉ

« Rendez-vous compte, poursuit le guide, que lorsque la jussie a été observée ici pour la première fois, en 1993, elle couvrait quelques dizaines de mètres carrés. Aujourd'hui, elle occupe les trois quarts du bassin ! » Le groupe s'approche, carnet de notes à la main, certains se baissent pour prélever un échantillon, d'autres se contentent d'une photographie. Ces naturalistes, venus d'une trentaine de pays, participent à un symposium sur la gestion des plantes aquatiques. Une rencontre organisée par le Cemagref (Établissement de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement), sous l'égide de la Société européenne de malherbologie. Entre deux communications scientifiques, ils étudient, sur le terrain, la progression de l'envahisseur.

Le marais d'Orx, un ancien polder agricole transformé en réserve naturelle, constitue un site d'ob-



La jussie (en haut à droite), plante amphibie aux fleurs jaunes originaire d'Amérique du Sud, est apparue en 1993 dans le marais d'Orx (Landes). Elle occupe aujourd'hui les trois quarts de l'un des bassins de cet ancien polder (à gauche). Un autre bassin, aux eaux plus profondes, est pour l'instant épargné. La griffe de sorcière (en bas à droite) se répand de son côté sur le littoral méditerranéen.

vation privilégié, explique Alain Dutartre, hydrobiologiste au Cemagref de Bordeaux : « La faible profondeur du plan d'eau, les sols tourbeux, l'ensoleillement important, tout concourt à former un biotope très favorable à la jussie. » Bizarrement, un second bassin, mitoyen du premier, est épargné – à l'exception de ses rives mangées par les végétaux –, sans doute parce que l'eau y est plus profonde et moins stagnante. Ce contraste, véritable cas d'école, illustre la difficulté de la lutte contre les plantes proliférantes. « Plus nous avançons dans la connaissance des écosystèmes aquatiques et plus nous nous apercevons que les interactions entre les plantes et le milieu sont complexes », observe avec humilité Alain Dutartre.

Le problème devient préoccupant, même si, en Europe, il ne se pose pas de façon aussi dramatique qu'en Afrique où la jacinthe d'eau et la laitue d'eau asphyxient les lacs, tuent les poissons et menacent les ressources hydriques. En France, une vingtaine d'espèces végétales, sur les quelque 300 qui peuplent les milieux aquatiques, sont à l'origine de proliférations. Le plus souvent, il s'agit de plantes exotiques. C'est le cas de la jussie, originaire d'Amérique du Sud, apparue au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans le sud de la France, où elle a été probablement importée avec le commerce maritime. Longtemps cantonnée entre la Camargue et l'Aquitaine, elle remonte depuis une trentaine d'années vers le nord et on la trou-

ve à présent en Belgique et aux Pays-Bas.

Le *lagarosiphon*, provenant d'Afrique du Sud et très prisé des aquariophiles pour ses fines feuilles en forme de bouclettes, a sans doute été relâché dans un lac lors d'une vidange d'aquarium. Cette plante est aujourd'hui, avec le myriophylle du Brésil et l'*Égéria*, deux autres espèces ornementales, l'une des plus envahissantes. « Ces disséminations posent de multiples problèmes, souligne Frédérique Houdry-Lemont, de la direction de l'environnement du département des Landes. La navigation est rendue impossible, l'irrigation et le drainage perturbés, la pêche et le tourisme compromis... En outre, la biodiversité est progressivement réduite, car les nouvelles espè-

ces supplantent les espèces locales, et la qualité physico-chimique des eaux se dégrade au point de menacer la survie des poissons. »

### ABSENCE DE PRÉDATEUR

Ces végétaux usent en effet d'un mode de reproduction extrêmement efficace : la multiplication végétative à partir d'un simple fragment de tige ou de feuille suffit à reconstituer rapidement une nouvelle plante. Leur expansion est en outre favorisée par l'absence de prédateur ou de parasite spécifiques dans leur milieu d'adoption. Comment, alors, endiguer leur avancée ? « L'une des difficultés, explique Alain Dutartre, est que les milieux colonisés ont en général plusieurs usages, qui interdisent le

recours à certaines techniques. » Impossible de repandre des herbicides dans une zone piscicole ou destinée à la production d'eau potable. Impossible encore de procéder à un curage ou un arrachage, manuel ou mécanique, dans un secteur abritant des espèces protégées. « Il n'existe pas de parade généralisable, insiste le chercheur. Pour intervenir efficacement sans nuire à l'écosystème, il faut définir un plan de gestion propre à chaque site. Bien souvent, nous en sommes réduits à l'empirisme. »

Le meilleur allié des chercheurs et des gestionnaires des milieux menacés pourrait être la nature elle-même. Des solutions écologiques permettent, dans certains cas, de limiter le développement des intrus. Ainsi la présence d'arbres en bordure des plans d'eau aide-t-elle, l'activité de photosynthèse étant réduite par l'ombrage, à maintenir la biomasse végétale à des niveaux acceptables. Le pâturage peut également contribuer à restreindre l'extension de certaines plantes. Les naturalistes misent surtout sur un contrôle biologique. « Le principe, explique un expert, est de rechercher les compétiteurs naturels – insectes, poissons, champignons pathogènes, virus... – que possède chaque plante dans son milieu d'origine et de les introduire dans son nouvel environnement. » Des essais de régulation des colonies de jacinthes d'eau à l'aide de petits coléoptères aquatiques semblent ainsi donner des résultats prometteurs. « Gare cependant, ajoute-t-il, à ne pas jouer les apprentis sorciers en administrant un remède pire que le mal ! »

Certains naturalistes relativisent le danger. « Sur 1000 plantes exotiques, aquatiques ou terrestres, présentes en France, quelques dizaines seulement posent un vrai problème de prolifération », note Eric Tabacchi, du Centre d'écologie des systèmes aquatiques continentaux (CNRS-université de Toulouse). Considérer qu'une espèce est dangereuse simplement parce qu'elle est étrangère relève d'une forme de xénophobie. « Selon lui, c'est plutôt aux causes des proliférations qu'il convient de s'attaquer. « Souvent, observe-t-il, elles se produisent lorsque l'homme modifie le milieu, par exemple en aménageant des barrages qui réduisent les débits des cours d'eau. »

L'expérience montre qu'il faut parfois donner du temps au temps et que la nature possède un pouvoir d'assimilation dont pourraient s'inspirer les sociétés humaines. C'est ainsi que l'élodée du Canada, introduite au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe de l'Ouest où elle a fait des ravages, a fini par se fondre dans la communauté végétale où elle est aujourd'hui harmonieusement intégrée.

José Lenzini

Pierre Le Hir

## Des agents naturels d'épuration des eaux

Les proliférations végétales, habituellement perçues comme une menace pour les milieux naturels, pourraient être mises à profit pour réduire la pollution des rivières et des plans d'eau, sur le modèle des stations de traitement par les plantes (phytoépuration) des eaux domestiques ou industrielles usées. Chercheuse à l'université de Yaoundé (Cameroun), Béatrice Noguem a travaillé sur la capacité d'un liseron d'eau, *Ipomoea aquatica*, à stocker des métaux lourds. Cette plante rampante voit sa croissance stimulée dans un milieu enrichi en cobalt, baryum, manganèse et plomb. Toutefois, la capacité des plantes invasives à fixer des polluants ne permettrait qu'un stockage temporaire de ces derniers. Pour éviter qu'ils ne finissent par retourner dans l'écosystème, il reste à élaborer une filière complète d'épuration, incluant l'extraction et le traitement de la matière végétale « enrichie » en produits toxiques.

## Deux algues prolifiques se répandent sur les fonds de la Méditerranée

### TOULON

*de notre correspondant*

Plus de 13 000 hectares de petits fonds et 180 kilomètres de côtes méditerranéennes sont concernés par l'invasion de *Caulerpa taxifolia*. Six pays sont touchés et 90 % des surfaces concernées sont situées entre Toulon et Gènes. Apparue en 1984 au pied du Musée océanographique de Monaco, l'algue ne cesse de progresser.

Connue de tous les aquariophiles pour sa beauté et sa capacité à se reproduire facilement par bouturage, *Caulerpa taxifolia* est étudiée depuis 1989 par le professeur Alexandre Meinesz, responsable du Laboratoire environnement marin de Nice. Un premier constat s'impose : cette algue d'origine tropicale s'adapte bien en Méditerranée où elle prospère, sur tous types de substrat, de la surface à 100 mètres de profondeur.

« Si elle n'est pas dangereuse au sens anthropique, elle modifie en profondeur les habitats, 90 % de la vie en Méditerranée étant concentrée en bande littorale, là où s'installe l'algue », précise Thierry Thibaut, chargé de recherche auprès du P<sup>r</sup> Meinesz, et à qui l'on doit une thèse de

doctorat sur *Caulerpa* et son expansion. Pour lui, « on assiste à une forte diminution de la biodiversité avec un changement d'espèces des fonds sableux comme les poissons plats, ou des fonds rocheux comme les rascasses. D'autres poissons comme les petits labridés les remplacent, mais ils sont moins intéressants pour la pêche. Concernant les algues, on enregistre une disparition de 90 % des espèces ».

### « ONZE PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN »

Face à cette invasion, les techniques d'éradication sont modestes : la plus courante est manuelle, mais elle n'est valable qu'à faible profondeur et pour des surfaces limitées. Au-delà, on emploie des bâches enduites de bouillie bordelaise qui, en quatre heures, sont fatales à *Caulerpa*, en préservant le reste de la flore. Un autre procédé est opérationnel pour de plus grandes surfaces : un chariot sous-marin capable d'éradiquer, via du cuivre, 0,2 m<sup>2</sup> par minute. Ces procédés ne sont vraiment efficaces qu'à faible profondeur et pour des surfaces modestes. Au laboratoire du P<sup>r</sup> Meinesz, on préfère la lutte biologique. On y élève *Elysia subornata*, une limace qui a inscrit *Caulerpa* à

son menu. Reste à savoir qui freinera la colonisation des limaces.

Seuls les pouvoirs publics ne semblent pas particulièrement préoccupés par *Caulerpa*. Hormis dans le cadre du parc national de Port-Cros où, depuis 1994, est opérée une stratégie de contrôle de progression et d'éradication de l'algue, en accord avec le ministère de l'environnement. Comme l'explique Philippe Robert, responsable des recherches marines au parc, « Port-Cros devrait ainsi rester » zone sanctuaire « de la biodiversité marine où la référence biologique doit prévaloir ».

Autre souci pour les chercheurs, l'arrivée d'une autre algue très envahissante, *Caulerpa racemosa*. Remarquée en 1990 dans le port de Tripoli (Libye), « elle se multiplie plus rapidement » que *taxifolia*, rappelle Thierry Thibaut. « Elle touche déjà, précise-t-il, onze pays du bassin méditerranéen. Il y a deux ans, on en a repéré quelques taches en baie de Villefranche. Aujourd'hui, on en est à plusieurs dizaines d'hectares. Et on peut estimer qu'elle est encore plus présente en Méditerranée que *taxifolia*. »

## Les plantes exotiques terrestres concurrencent la flore locale

**AMBROISIE**, un nom poétique et littéraire évoquant la nourriture céleste qui confère aux dieux l'immortalité dans la mythologie grecque. Aujourd'hui, pour les autorités sanitaires de la région Rhône-Alpes, il est devenu synonyme de fléau. Coupable : l'ambrosie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia* L.), une plante de la famille des astéracées originaire de l'est de l'Amérique du Nord.

Introduite accidentellement en France au XIX<sup>e</sup> siècle, elle envahit maintenant les vallées du Rhône et de la Saône ainsi que les régions voisines. Elle met en danger les espèces végétales tandis que ses inflorescences et son pollen provoquent des allergies, parfois graves (rhinite, conjonctivite, trachéite, voire asthme, urticaire ou eczéma). Un seul pied d'ambrosie libère 2,5 milliards de grains de pollen en une journée. Dans la Drôme, l'un des départements les plus touchés, de 5 à 8 % de la population en souffrirait en août et septembre.

D'autre plantes exotiques sont considérées comme envahissantes parce que leur développement est anormal, « presque cancéreux », comme l'explique Daniel Jeannot, conservateur aux Conservatoire et Jardin botaniques de Genève. Venues d'autres continents, elles s'acclimatent bien dans nos régions, d'autant qu'elles n'ont ni prédateurs ni parasites. Et elles surpassent leurs compétiteurs par leurs capacités de germination, de reproduction et de dispersion.

### RAISONS ORNEMENTALES

Echappée des jardins, la renouée du Japon (*Reynoutria japonica*) et le buddleia de David (*Buddleia davidii*, aussi appelé arbre à papillons) et également originaire du Japon, concurrencent la végétation indigène, surtout le long des cours d'eau où ils forment des plages d'infestation.

L'herbe de la pampa (*Cortaderia selloana*), aux feuilles très coupantes, et la grande berce du Caucase

(*Heraclum mantegazzianum*), dont la sève conjuguée au rayon du soleil brûle la peau, partagent avec l'ambrosie le triste privilège de se répandre de manière incontrôlable. Le séneçon du Cap (*Senecio inaequidens*), par exemple, petite plante de 40 à 100 cm de hauteur aux belles inflorescences jaunes, originaire du Lesotho en Afrique du Sud, se multiplie dans les vignes et les pâturages. Comme il libère un composé toxique, le bétail évite de l'ingurgiter et se rabat sur les autres plantes, dégageant des espaces qui sont à leur tour colonisés par le séneçon.

Egalement épinglé par les botanistes, le mimosa (*Acacia dealbata*) originaire d'Australie. Dans le massif de l'Estérel, il infiltre le maquis et les écosystèmes forestiers, supplantant les chênes-lièges. Sur le littoral, c'est une plante grasse rampante venue d'Afrique du Sud, les griffes de sorcière ou figuier des Hottentots (*Carpobrotus edulis*) utilisée un temps pour lutter contre

l'érosion des dunes, qui se trouve à l'index.

Une grande partie de ces plantes ont été introduites volontairement par l'homme, souvent pour l'ornementation. Les scientifiques les qualifient de xénophytes (origine étrangère lointaine) et néophytes (introduction postérieure à 1 500 ans J.-C.). Toutes ces plantes ne mettent pas en danger la flore locale. Seules quelques-unes (de 1 à 5 %) prolifèrent de manière excessive.

Néanmoins, le phénomène semble s'accroître. Un inventaire dressé par le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles identifie 217 plantes terrestres ou marines pouvant se révéler nuisibles. Plus de 60 posent déjà problème. L'Union mondiale pour la nature (UICN) considère que les espèces envahissantes sont l'une des cinq grandes menaces pour la biodiversité.

Catherine Tastemain

Parce que le cuir est comme une seconde peau, nous exposons le 1<sup>er</sup> choix.

Steiner, Birov, Duvivier, Robustflex, Dorsocomfort, Hag... seules les plus grandes marques siègent à l'espace confort Topper : sur 4 niveaux d'exposition, la pleine fleur du mobilier contemporain, des fauteuils de relaxation et de bureau.

Du 3 novembre au 23 novembre 2002, des conseils, des idées et des prix qui donnent matière à vos envies. Ouverture exceptionnelle les 1<sup>er</sup> et 11 novembre ainsi que les dimanches 10, 17 et 24 novembre.

**TOPPER** LE PLUS GRAND ESPACE CONFORT À PARIS DEPUIS 1926

63 rue de la Convention - Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 01 45 77 80 40. M<sup>o</sup> Boucicaut. parking gratuit.



**La Belgique pleure son Grand Prix de Francorchamps**

**Automobilisme** • L'interdiction de la publicité pour le tabac doit la priver de F1 dès 2003

**BRUXELLES**

*de notre correspondant*  
C'était, pour tous, « le plus beau circuit du monde ». En Belgique francophone, c'est devenu un sujet de lamentation pour les amoureux de l'automobile, tous ceux qui bénéficient des retombées d'un Grand Prix de F1 et certains partis politiques. Lundi 28 octobre à Londres, un communiqué de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a glacé le sang des responsables de l'anneau de Spa-Francorchamps : « leur » circuit, la « perle des Ardennes », se verra privé de F1 en 2003 et peut-être même au-delà. Parce que la FIA et les constructeurs ne peuvent, affirmement-ils, se plier aux règles antibac édictées par la Chambre belge, où les écologistes, alliés à la plupart des partis flamands, ont scellé le sort d'une course pourtant mythique.

Une loi fédérale a en effet interdit la publicité pour le tabac à partir du 31 juillet 2003. Rapidement, la plupart des partis francophones ont compris que cela signifierait la fin de la F1 à Spa : difficile de faire comprendre aux papes de la fédération pourquoi les Belges veulent anticiper de trois ans un règlement européen. Quelque 350 millions de dollars (environ autant d'euros) seraient injectés, chaque année, dans la F1 par les grands cigarettiers, et la Belgique pèse moins lourd que la France, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, des pays qui, en 1997, parvinrent à convaincre les écuries de faire courir des voitures vierges de toute marque.

**MULTIPLES DÉMARCHES**

Cet été, deux sénateurs wallons, Philippe Monfils et Jean-Marie Happart, avaient tenté de faire changer les règles, pour sauver au moins l'édition 2003 du Grand Prix. En vain : les écologistes, alliés à des députés flamands moins adversaires de la cigarette que d'un circuit qui a le défaut d'être plus célèbre que celui de Zolder (en Flandre), ont fait pencher la balance. Après l'annonce du verdict de Londres, les Verts francophones ont semblé prêts à approuver la tenue du Grand Prix en 2003. Mais ils devraient toutefois revoter « non » lorsque sera rediscutée la proposition de MM. Monfils et Happart, jeudi 7 novembre.

Cette démarche, difficile à cerner, pourrait ruiner les tentatives désespérées du ministre de l'économie, Serge Kubla : ce libéral pense avoir fait fléchir Bernie Ecclestone, le grand argentier de la F1, qui lui aurait confirmé qu'il était prêt à agir pour sauver le grand prix, lorsque le Conseil mondial de la FIA examinera le sujet, le 13 décembre.

Jean-Pierre Stroobants

Initialement, la fédération avait indiqué qu'elle ne reviendrait pas sur sa décision, ce qui signifierait la fin définitive de la F1 en Belgique. Plusieurs pays, dont la Chine ou Bahreïn, seraient candidats à la reprise du créneau libéré par Spa qui, du coup, pleure ses 200 000 spectateurs, les 2 500 emplois générés durant la semaine du grand prix, qui apporte 25 millions d'euros de recettes.

Au plan politique, l'affaire prend de telles proportions que certains n'hésitent pas à dire que les écologistes, présents dans les gouvernements fédéral et wallon, ont scellé

**« Une course de carnets de chèques »**

« Ce sont des dépenses potentiellement énormes et qui n'apporteront rien à la compétition. » Adrian Newey et Mike Gascoyne, les directeurs techniques de McLaren et de Renault Sport, commentaient sur le site Internet de la BBC le nouveau format des séances d'essais qualificatifs, entériné le 28 octobre par la commission de la F1 de la FIA dans le but de réduire les coûts des écuries.

Alors qu'elles parcouraient jusqu'à présent douze tours pour déterminer leur place sur la grille de départ, les monoplaces n'effectueraient dorénavant qu'un seul tour. Qu'il s'agisse des châssis, des systèmes de refroidissement, qui, réduits, amplifieraient les solutions aérodynamiques, ou du moteur lui-même, ces nouvelles règles vont inciter les écuries à concevoir des machines spécifiques au moins aussi coûteuses. « Cela se transformera en course de carnets de chèques », concluent les deux hommes. « Absurde », a répliqué Max Mosley, le président de la FIA.

leur sort futur en raison de leur « intégrisme », selon le mot de Philippe Monfils, un sénateur qui est également passionné d'automobile. Le Centre démocrate humaniste (CDH), parti d'opposition, s'est dit prêt à voler au secours de la majorité, voyant tout le profit qu'il pourrait retirer d'une affaire qui pourrait bien déboucher sur une crise gouvernementale.

Si tous les Belges ne sont pas hostiles à des mesures radicales contre le tabac, c'est un Britannique, David Byrne, commissaire européen chargé de la santé, qui a ouvertement critiqué la décision de la FIA et « l'argent sale » des producteurs de cigarettes. La FIA lui a conseillé de s'occuper des affaires de l'Union européenne, qui finance, entre autres, les producteurs de tabac...

**Nîmes fête les Bleus de 1998**

**LE MATCH DE GALA** organisé au profit des victimes des inondations survenues dans le Gard en septembre à l'initiative de Laurent Blanc, originaire de la région, a permis de récolter plus de 1,5 million d'euros. Devant près de 20 000 spectateurs réunis au stade des Costières à Nîmes, les champions du monde de 1998 ont été battus 4-1 par l'actuelle équipe de l'OM. Le but des Bleus a été inscrit par Christophe Dugarry. Parmi les absents, Bixente Lizarazu, retenu par le Bayern de Munich, et Nicolas Anelka. L'attaquant de Manchester City, qui n'a pas participé à l'aventure de 1998 mais souhaitait participer à ce match, n'a pas reçu le feu vert de son entraîneur, Kevin Keegan.

**DÉPÊCHES**

■ **OMNISPORTS** : Jean-Pierre Raffarin s'est prononcé pour une nouvelle organisation sportive en France face à « l'intensification des pratiques sportives », à « l'importance » du bénévolat et à une « financiarisation » croissante. En clôture des états généraux du sport, organisés lundi 4 novembre à Besançon (Doubs), le premier ministre a déclaré : « Nous sommes dans une situation où le sport est en mutation profonde. » Il a tenu à souligner le rôle fondamental du million et demi de bénévoles du monde sportif.

■ **FOOTBALL** : huit personnes ont été arrêtées lundi 4 novembre, au lendemain d'un match de 4<sup>e</sup> division qui a donné lieu à un déchaînement de violence près de Reggio di Calabria (Italie). Les heurts ont fait 34 blessés, dont un grave, parmi lesquels 14 carabinieri, en marge d'une rencontre opposant les équipes de la localité Delianuova, qui jouait à domicile, et Cavese.

■ **RUGBY** : Thomas Castaignède fera son retour dans le XV de France samedi 9 novembre à Marseille pour le test-match face à l'Afrique du Sud. Deux ans après sa rupture du tendon d'Achille, l'arrière de l'équipe anglaise des Saracens a été retenu par Bernard Laporte, le sélectionneur national, au poste de trois quarts centre. Composition du XV de France, annoncée mardi 5 novembre : Brusque (Biarritz) — Clerc (Stade toulousain), Castaignède (Saracens), Traill (Pau), Heymans (Stade toulousain) — (o) Gelez (Agen), (m) Galthié (Stade français, cap.) — Magne (Montferrand), Harinorquoy (Pau), Betsen (Biarritz) — Brouzet (Montferrand), Pelous (Stade toulousain) — De Villiers (Stade français), Ibanez (Castres), Crenca (Agen).

**Nouvel entraîneur de la Real Sociedad, le Français Raynald Denoueix a vite conquis l'Espagne**

**Football** • Le travail de l'ancien technicien du FC Nantes, arrivé à l'intersaison, a porté ses fruits : le club de Saint-Sébastien est en tête de la prestigieuse Liga après huit journées

**SAINT-SÉBASTIEN**

*de notre envoyé spécial*  
Son nom revient sur toutes les lèvres. Plutôt son surnom, qui sonne comme une boutade : Raynaldo. Et si, à l'instar de la star brésilienne Ronaldo, l'entraîneur français Raynald Denoueix a rejoint cet été le championnat d'Espagne, ce fut pour sa part dans la plus grande discrétion. Mais, depuis, l'entraîneur de la Real Sociedad a largement éclipsé, à la « une » des quotidiens sportifs, le meilleur buteur du dernier Mondial. La raison ? « Un miracle », plaisante José Luis Barbería, correspondant d'El País à Saint-Sébastien. Une résurrection qui voit après huit journées le club caracoler en tête de la prestigieuse Liga, et cela après trois années passées en queue de classement. Seule formation invaincue de l'élite (six victoires, deux nuls), la Real Sociedad compte trois points d'avance sur le FC Valence et sept sur le Real Madrid.

« Cette place de leader est une belle surprise, mais si nous en sommes là c'est grâce à une réussite maximum », tempère Denoueix. Le technicien français ne boude pas son plaisir, mais reste prudent : à mots couverts, il avoue que son équipe « ne joue pas toujours bien ». Il n'y a là aucune coquetterie, juste la volonté d'éviter les conclusions hâtives. « Je ne suis pas un grand sorcier, plaisante-t-il, et si, au bout de trois mois, je prétendais que cette équipe est marquée de mon empreinte, je serais un beau menteur. »

Il n'empêche, l'histoire est belle. « C'est un hasard, une coïncidence », résume-t-il. Le club cherchait un entraîneur et moi je m'étais fait virer de Nantes. En réalité, ce n'est pas aussi simple. Car avant d'être « viré » de Nantes, Raynald Denoueix avait reçu la visite d'un entraîneur stagiaire basque, venu assister aux entraînements des Canaris.



De retour sur les bancs de touche après son éviction du FC Nantes l'année passée, Raynald Denoueix peut savourer le début de saison fracassant de ses joueurs, qui tiennent la dragée haute aux géants du championnat d'Espagne.

« On connaissait son travail à Nantes, on l'avait vu à l'œuvre », concède Jésus Zamora, l'adjoint du Français, ancien joueur international de la Real Sociedad. Les dirigeants basques, convaincus, l'appellent après son éviction. « Au début, je pensais qu'ils voulaient que je m'occupe de la formation, raconte Raynald Denoueix, mais, au deuxième coup de fil, j'ai mieux compris. »

**SURPRENANT EXIL**

Le discours le séduit et le voilà en route pour un exil surprenant vers la province basque du Guipúzcoa : « Je crois que si j'avais dû peser le pour et le contre, j'aurais davantage hésité », confie-t-il aujourd'hui. Mais le Normand, qui ne parle pas un mot d'espagnol et ne connaissait rien de ce club basque, n'a pas hésité : « Les gens m'ont plu. »

Les échanges, les rencontres, un leitmotiv chez cet éducateur de 54 ans. Les noms jalonnent son récit. Un en particulier. Celui de José Arribas, son « maître », ancien entraîneur de Nantes et de l'équipe

de France. « J'aimerais tellement qu'il soit vivant aujourd'hui pour me voir ici, dans sa région », confie-t-il, ému.

Et puis il y a un lieu figé, intemporel : Nantes. Il s'en excuse presque : « J'ai vécu à Nantes de 17 à 53 ans, ça fait beaucoup, quasiment une vie. » Une aventure débutée en 1965 comme joueur, prolongée ensuite à partir de 1979 dans l'encadrement. « En 1982, j'ai succédé une première fois à Jean-Claude Suaudeau à la tête du centre de formation, avant de prendre sa place sur le banc de D1. » Une vie heureuse, qui le voit participer à l'éclosion de joueurs comme Didier Deschamps ou Marcel Desailly, puis, en tant qu'entraîneur de l'équipe première, décrocher deux coupes de France en 1999 et 2000 et un titre de champion en 2001. Cette année-là, il fut couronné par ses pairs meilleur entraîneur de la saison. En recevant sa récompense, il déclara : « C'est le jeu qui gagne, pas les hommes. »

L'épilogue de cette vie à la nantaise intervient l'an dernier, quel-

que jours après Noël. Angel Marcos est débauché à Lorient et lui licencié. Même s'il s'en défend, l'homme n'a pas encore tout à fait digéré cette rupture : « Je ne peux pas avoir d'amertume, même si je me suis fait virer, car j'ai trop d'amis et de bons souvenirs là-bas. » Mais si vous évoquez un possible retour à Nantes, la réponse est sans appel : « Aujourd'hui c'est hors de question. »

Désormais, sa vie est à Saint-Sébastien, dans un championnat qui lui offre le luxe de « disputer en même temps la Ligue des champions puisque nous rencontrons le Real Madrid, Valence, le Barça et La Corogne ». Il s'étonne de l'engouement médiatique suscité par son sport : « Ici, il y a 8 chances sur 10 de tomber sur du foot à la TV. » Et griffonne des pages entières de son inusable calepin, car cet amateur de jazz laisse peu de place à l'improvisation : « En tout cas, quoi qu'il arrive, je ne regretterai jamais d'être venu ici. »

Etienne Labrunie

**Un club basque à forte connotation étrangère**

**SAINT-SÉBASTIEN**

*De notre envoyé spécial*

Si la station balnéaire basque de Saint-Sébastien fait la « une » de l'actualité en Espagne, elle le doit cette fois à son équipe de football : la Real Sociedad, leader-surprise de la Liga, encore invaincue après huit journées. Dans une région où le sport se marie souvent avec la politique, ce club doit néanmoins être différencié de son voisin, l' Athletic Bilbao : même si la Real Sociedad, fondée en 1909 avec l'appui du roi Alphonse XIII, revendique son identité basque, elle n'est plus, à la différence de Bilbao, exclusivement composée de joueurs basques. Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de huit nationalités qui cohabitent dans ses rangs : « Nous avons rompu au début des années 1990 avec la philosophie traditionnelle con-

sistant à n'évoluer qu'avec des joueurs basques, parce que le réservoir humain n'était pas suffisamment important », explique Jésus Zamora, l'entraîneur adjoint de Raynald Denoueix, ancien international espagnol et joueur de la Real de 1974 à 1989. Il ajoute : « Dans notre club, et c'est bien ainsi, toutes les sensibilités sociales et politiques sont représentées, et cette année un joueur espagnol nous a même rejoints. » Mais il précise tout de suite : « C'est avant tout parce qu'ils sont chers que nous n'avons pas d'Espagnols. » Signe des temps : pour la première fois dans l'histoire du club, un non-Basque, en l'occurrence le défenseur Sergio Boris, porte le maillot bleu et blanc.

« Le débat est permanent entre les supporters. Si certains conviennent qu'il faut jouer avec des étrangers, d'autres militent pour une équipe compo-

sée exclusivement de Basques », souligne le journaliste Carlos Bengua, qui commente les matches du club sur une radio locale.

« La finalité est d'avoir de bons résultats », tranche le président José Luis Astiazarán Iriondo, un avocat à la tête du club depuis 2000 qui affirme vouloir « construire un club qui sera le reflet de la société guipuzcoana [la province dont Saint-Sébastien est la capitale] ». C'est la voie qu'a choisie le club, qui entame sa trente-sixième année consécutive en première division et dispose d'un budget de 36 millions d'euros, pour renouer avec son glorieux passé, et notamment avec ses deux titres de champion remportés coup sur coup en 1981 et 1982.

E. La.

**Publicités**

**GASTRONOMIE**

**PARIS 5<sup>e</sup>**

**AU COIN DES GOURMETS**  
depuis 1981  
Cuisine Authentique D'INDOCHINE  
— 5, rue Dante - Tél. : 01.43.26.12.92 —

**PARIS 1<sup>er</sup>**

**A La Galtouse**  
le vrai bistro des Halles  
Escargots, soupe à l'oignon,  
foie gras de canard et chaque jour  
un plat traditionnel différent.  
2 formules 13 et 19 €  
15, rue Pierre-Lescol - 01.45.08.04.61 - TLJ

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**Le POLIDOR** depuis 1845  
Authentique bistrot parisien de  
rencontre artistique et littéraire  
Menu midi 9 €, midi et soir 18 €  
Carte 18/20 € - 41, rue Monsieur Le Prince  
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.L.J. jusqu'à 0h30

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**Le Saint-Gilles**  
Spécialité des Iles de la  
Réunion - Maurice - Seychelles  
Dîner aux chandelles  
Piste de danse  
Ambiance soleil de l'Océan indien.  
15, rue Jules Chapelain - 01 43 25 12 84  
M<sup>°</sup> Vavin/Notre Dame des Champs  
Cartes DC et AE acceptées

**PARIS 6<sup>e</sup>**

**Vagenende** Maison classée, fondée en 1904  
Cuisine traditionnelle et du marché  
Service continu TLJ de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

**Restaurant de Haute Mer**

le bar à huîtres

Malin le menu St. Jacques 34€

Toujours les Huîtres élevées à l'Île d'Oléron

MONTPARNAISE : 112, Bd de Montparnasse ☎ Vavin • 01 43 29 71 01  
St GERMAIN : 33, Rue St Jacques ☎ St Michel • 01 41 02 27 37  
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais ☎ Bastille • 01 43 07 98 92  
http://www.lebarahuîtres.com

**L'IDÉE GOURMANDE DE LA SEMAINE**

**L'AUBERGE DAB : LE ROYAUME DES COQUILLAGES ET CRUSTACÉS**

Qui ne connaît l'Auberge DAB n'a jamais goûté aux meilleurs fruits de mer de la capitale. Car ici, si seule la qualité a droit de cité, la quantité ne fait toutefois pas défaut. Bien au contraire. Le plateau "Super DAB" en est la parfaite illustration avec ses 22 huîtres, 4 praires ou palourdes, crevettes roses, langoustines, moules et un tourteau entier par personne. Un superbe voyage gustatif au cœur des saveurs du grand large pour amateur gourmand ! Mais que ceux qui ne souhaitent pas faire un repas complet autour des fruits de mer se rassurent, le plateau "Dégustation" est idéal en entrée, copieuse tout de même. Temple

incontesté des coquillages et crustacés, l'Auberge DAB sert aussi bien évidemment de succulents poissons et de délicieux homards qui, comme les fruits de mer, arrivent quotidiennement. Autre registre, autre spécialité, avec la fameuse "Choucroute Royale", un plat de tradition fort apprécié quand viennent les premiers frimas de l'hiver.

**Auberge DAB**  
161, avenue de Malakoff - 75116 Paris.  
Tél. : 01 45 00 32 22  
Ouvert 7 jours sur 7, de 12 h à 2 h du matin.  
Service rotarien midi et soir.

## La blanche d'Alba, princesse des truffes

Quelque peu oublié, « *Tuber magnatum pico* » se trouve désormais sur les grandes tables françaises entre le 15 octobre et la mi-décembre

LES COLLINES et les vignes se mêlent à perte de vue. Le vignoble grimpe à l'assaut des éperons rocheux, ponctués de cyprès qui griffent le paysage ; dans les creux et les vallées, les peupliers, les noisetiers et les saules signalent la truffe blanche, dans une terre humide, le long des ruisseaux.

C'est dans cette région des Langhe et du Monferrato (Piémont) que Pavese passa son enfance, observant les liens puissants qui unissent cette terre à ses habitants. Giacomo Morra, hôtelier et restaurateur, baptisa ce champignon ascomycète (*Tuber magnatum pico*) du nom de *tartufo bianco d'Alba* (truffe blanche d'Alba) que les Italiens aiment à la folie.

Ses successeurs tiennent boutique à Alba. Une folie partagée, puisque la truffe d'Alba se trouve désormais sur les grandes tables françaises entre le 15 octobre et la mi-décembre, bien que son prix paraisse indexé sur celui du caviar.

Oubliée, méconnue, confondue parfois avec la truffe d'été, *Tuber magnatum* a fait son entrée en France, comme la tomate et le haricot, avec les reines italiennes. Ce sont les cuisiniers florentins de Catherine de Médicis qui les présentent à la cour d'Henri II : « *On les servait cuites dans l'eau, sans autre assaisonnement. Les rôtisseurs jurés de la bonne ville de Paris les présentent à l'étouffée. On les sert aussi sous des serviettes avec des vins blancs et capiteux.* »

Bonaparte, qui avait conservé de ses campagnes d'Italie un goût prononcé pour la truffe d'Alba, dut y renoncer au profit de la truffe noire (*Tuber melanosporum*), réputée plus apte à assurer sa descendance après son mariage avec Marie-Louise. Rossini, grand amateur de truffes noires, fit un jour sensation en préparant lui-même un plat de truffes blanches lors d'un dîner chez le baron de Rothschild. Le boulevard pouvait persifler : une (truffe) blanche vaut deux noires.

On croyait, au Moyen Age, les truffes disposées en « *ronds de sorcières... formées par la bave de Satan (...)* aussi noires que l'âme d'un damné ». L'Inquisition veillait, car la truffe (noire ou blanche) était réputée aphrodisiaque : « *Ce bulbe alimentaire dispose à la volupté* », enseignait Galien. Là s'arrête la comparaison entre l'un et l'autre champignon hypogée. La cuisine du XIX<sup>e</sup> siècle réserve à la truffe noire le sort prestigieux de décor en demi-deuil pour les volailles, d'accompagnement des gibiers et d'ingrédient obligé des grandes sauces brunes. On la sert en ragoût, en chausson, sous la

endre, au champagne ! Les cuisiniers italiens ont longtemps considéré que la truffe d'Alba, cuite, se mariait très bien avec le chapon ou le veau. Français et Italiens pensent aujourd'hui que l'une et l'autre variété ne délivrent leurs parfums – si différents – qu'au plus proche de l'état naturel, à cru, ou bien à peine tiédies au contact des mets qu'elles accompagnent. Car la truffe – la noire et a fortiori la blanche – est devenue un condiment, en raison même de sa rareté.

C'est Alain Ducasse, le premier, à Monte-Carlo puis à Paris, qui a ravivé la passion des gourmets pour *Tuber magnatum*, en jouant de ses arômes, mais aussi de sa texture. Sur la carte d'automne du Plaza Athénée, la truffe d'Alba est râpée sur quelques grosses saint-jacques raidies au beurre demi-sel

### Français et Italiens pensent que les truffes ne délivrent leurs parfums qu'au plus proche de l'état naturel

et une compote de cèpes cuits en cocotte de fonte avec de l'ail. Même traitement pour les raviolis de foie gras de canard pochés dans un bouillon de poularde dont la truffe d'Alba, râpée à cru, vient rehausser la précieuse gamme aromatique. Au Louis-XV, à cette saison, ce sont les gnocchis qui sont confrontés à *Tuber magnatum*.

Quel vin choisir avec la truffe du Piémont ? Un barolo, le vin du pays, diront les natifs. Mais la puissance aromatique de la truffe d'Alba, ses notes alliées, très volatiles, cohabitent mal avec les tanins de ce vin, au demeurant excellent. Et pourquoi pas un champagne ? Mais comment approcher l'extravagante palette aromatique de la truffe d'Alba ? Il faut certainement un champagne d'une délicate vinosité où le chardonnay puisse établir un équilibre entre la matière et la fraîcheur. On pense à Dom Pérignon qui, toujours, privilégie la recherche de l'équilibre en bouche sur la dimension aromatique. Car aucune concurrence n'est possible avec la truffe d'Alba sur le terrain des arômes. En revanche, le long vieillissement confère à ce champagne, selon son millésime, un style, une complexité, une



DESSIN DESJARDINS

vigueur, une rareté de nuances, qui peuvent créer avec la truffe d'Alba un voisinage miraculeux.

Trois restaurants se prêtent au jeu, cet automne, d'une mise en parallèle de la truffe blanche et de différents millésimes de l'œnothèque Dom Pérignon. Alain Senderens (Lucas-Carton) est descendu dans les caves d'Épernay pour exhumer une bouteille du millésime 1980, oubliée depuis vingt ans et dégorgée en septembre 1999. Ses notes sauvages, sa robe dorée, sa présence aromatique font merveille avec la délicatesse de raviolis de poule faisane aux blettes et truffes d'Alba.

Guy Savoy propose sur sa carte d'automne une soupe de potiron parfumée à la truffe blanche d'Alba, une potée de légumes de saison, œuf mollet et truffe blanche ou encore une classique et délicieuse risotto couvert de lamelles de truffe d'Alba. Les millésimes rares de Dom Pérignon adaptés à chacun de ces plats (1962, 1980, 1988 et 1992 en magnum), peuvent être servis au verre. Chez Emporio Armani Cafee, troisième établissement qui participe à cette confrontation, on a opté pour l'*attimo*, une formule composée d'une entrée du jour et d'un risotto à la truffe blanche d'Alba, ou bien de tagliolini, accompagnés de Dom Pérignon 1995 et d'un café pour la – relativement – modique somme de 65 €. Mais tous

les espoirs sont permis : les autorités ont entrepris de replanter des peupliers dans la région d'Alba pour relancer la production (15 tonnes par an) qui a tendance à décliner.

Jean-Claude Ribaut

◀ Morra Tartuffi, piazza Pertinace, 3, 12051 Alba (CN). Tél. : 0173-36-4271, fax : 0173 362-266 (négoce de truffes blanches d'Alba).

Restaurants :

La Ciaù del Tornavento Ristorante, piazza Barraco, 7, 12050 Treiso (CN). Tél. : 0173-638-333. Fermé mercredi et jeudi au déjeuner. Ristorante All'Enoteca, via Roma, 57, 12043 Canale (CN). Tél. : 0173-958-57.

A Paris :

Truffes d'Alba et Dom Pérignon : Lucas-Carton, Guy Savoy, Emporio Armani Cafee.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

#### LA BARRIÈRE DE CLICHY

Il fallait du courage et de la patience pour reprendre, vingt ans après, le fil d'une histoire interrompue. Celle des barrières de Claude Verger, qui servirent de tremplin à la fin des années 1970 à deux jeunes chefs promis à un brillant avenir, Bernard Loiseau et Guy Savoy.

Le restaurant a été agrandi, embelli. C'est désormais un volume clair et confortable aux tables espacées. Le jeune Jérôme Gutbrod, après un séjour auprès du chef Wyller, à Cannes, et une solide expérience acquise dans quelques maisons sérieuses, s'est lancé dans l'aventure d'un menu gourmand, offrant le choix entre six entrées, trois poissons et trois viandes et autant de desserts, pour la somme de 29 €.

Une performance, avec des produits de qualité comme la salade de filets de sole et sa terrine de foie gras, l'émincé de bœuf mariné, la salade de haricots verts aux noix, le bar, les rougets ou encore le rognon, cuit entier, rôti avec un jus à l'estragon. De la carte d'autrefois restent quelques plats comme la traditionnelle tarte fine chaude aux pommes.

La carte recoupe naturellement quelques plats du menu, mais offre aussi quelques tentations : le homard rôti au four et parfumé au basilic, les gambas au beurre citronné.

La cave est à la hauteur des ambitions de cette jeune maison. Un service agréable pour un moment de détente gourmande. Menu : 29 €. Menu du marché : 38 €. A la carte, compteur 45 €.

1, rue de Paris, 92110 Clichy. Tél. : 01-47-37-05-18. Fermé samedi et dimanche.

J.-C. RT

## Wasabi : du fort, parfois du faux

ITADAKIMASU ! Bon appétit ! Avec plus de deux cents sushi-bars désormais recensés à Paris, pas étonnant que le *wasabi* soit devenu populaire. Cette pâte verte qu'on dilue dans un peu de sauce soja possède une saveur piquante qui relève les boulettes de riz et de poisson cru.

Depuis novembre 2001, tous les Français, ou presque, connaissent cet ingrédient traditionnel japonais. Il faut dire que Luc Besson a fait beaucoup pour cela, en produisant un film portant ce nom. Jean Reno, force de la nature, y dégustait du wasabi du bout des doigts, comme s'il s'agissait de vulgaire Nutella.

Une performance d'acteur qu'il convient de ne pas reproduire dans la réalité. Car le wasabi est un condiment musclé. Ce rhizome dont les feuilles ressemblent à celles d'une rose trémière passe d'ailleurs souvent pour une version asiatique du raifort, plante avec laquelle il n'a en réalité que la virulence en commun.

#### UNE PLANTE AU RENDEMENT FAIBLE

*Wasabia Japonica* est une plante peu facile à cultiver. Les rendements sont faibles, et il faut attendre deux ans avant de pouvoir récolter quoi que ce soit. Le plus coté des wasabi, le *sawa*, est cultivé de façon semi-aquatique, dans les ruisseaux ou les terrasses inondées en montagne. Le wasabi *oka* est, lui, cultivé en pleins champs et passe pour être de qualité plus inégale.

Les Japonais apprécient par-dessus tout le wasabi frais. Les grands maîtres de sushi (un métier traditionnellement réservé aux hommes, sous prétexte que leurs mains seraient plus fraîches que celles des femmes, et par là, les seules capables de façonner dignement ces mets délicats) mettent un point d'honneur à râper du wasabi frais pour leurs recettes. Ils utilisent

pour cela des râpes aux pointes fines, en acier inoxydable, en céramique... ou en peau de requin, une matière particulièrement abrasive. N'allez pas vous imaginer que de tels raffinements parviennent jusqu'à nous. A dire vrai, le wasabi livré aux Occidentaux serait même un banal ersatz. Bien sûr, il n'est ni frais ni râpé à la minute, et, qui plus est, la poudre ou la pâte qu'on nous sert serait la quintessence de la poudre aux yeux gastronomique. Selon un article publié en octobre dans *Courrier international* et repris du *Wall Street Journal*, « *ce petit tas vert à côté de votre sushi n'est en général rien d'autre que du raifort, de la moutarde et un colorant alimentaire vert vif* ».

#### FAUX OU AUTHENTIQUE

Ce qui est encore plus décevant, c'est que ceux qui essaient de se lancer dans la culture d'authentique wasabi (et c'est le cas par exemple dans des serres chaudes près de Vancouver ou dans l'Oregon) sont obligés, pour commercialiser la pâte naturelle qu'ils fabriquent, de la colorer artificiellement en vert vif, tellement les gens y sont habitués.

Faux ou authentique, le wasabi inspire les chefs. Schilo van Coevorden, du restaurant Le Blakes, à Amsterdam, s'en sert pour fabriquer des sorbets ou relever sa sauce hollandaise, Alain Senderens vient même de sortir une recette sous vide pour Carrefour qui lui fait la part belle : un pavé de saumon grillé et sa sauce wasabi.

Guillaume Crouzet

◀ Plat sous vide Senderens pour Carrefour 4,50 € pour une personne. Wasabi « SB » en tube (sans colorant), 2,70 €. En vente chez Kioko, 46, rue des Petits-Champs, 75002 Paris. Tél. : 01-42-61-33-65.

San Pellegrino. Vivre en Italien.

# AUJOURD'HUI

## Retour de la pluie par l'ouest

**MERCREDI 6 NOVEMBRE**  
Lever du soleil à Paris : 7 h 47  
Coucher du soleil à Paris : 17 h 21

Une perturbation pénètre sur le pays dès la matinée par le nord-ouest, puis s'infiltrer sur les régions du nord et du sud-ouest. Le vent de nord-ouest se renforce sur les côtes atlantiques et de la Manche.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Le temps gris et pluvieux perdu sur les pays de Loire alors qu'en Bretagne et sur le Cotentin, un ciel plus variable fait suite aux pluies de la matinée. Le vent de sud le matin se renforce l'après-midi en passant au nord-ouest, jusqu'à 70 km/h en pointes. Les températures s'échelonnent de 13 à 17 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel s'ennuage progressivement, la pluie aborde en matinée la Touraine et la Haute-Normandie puis après la mi-journée l'Ile-de-France, le Nord-Picardie et enfin dans l'après-midi les Ardennes. Le vent est sensible en journée entre 50 et 70 km/h. Températures : de 10 à 14 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** La journée est agréable. La pluie aborde la Champagne et la Bourgogne dans l'après-midi puis la plaine de Woeuvre en soirée. Températures maximales : 9 à 12 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** La pluie aborde la Charente et la Gironde en matinée, puis s'étend. Sur Midi-Pyrénées, les nuages deviennent plus nombreux l'après-midi, annonçant la pluie pour la fin de journée. Les températures atteignent 12 à 18 degrés.

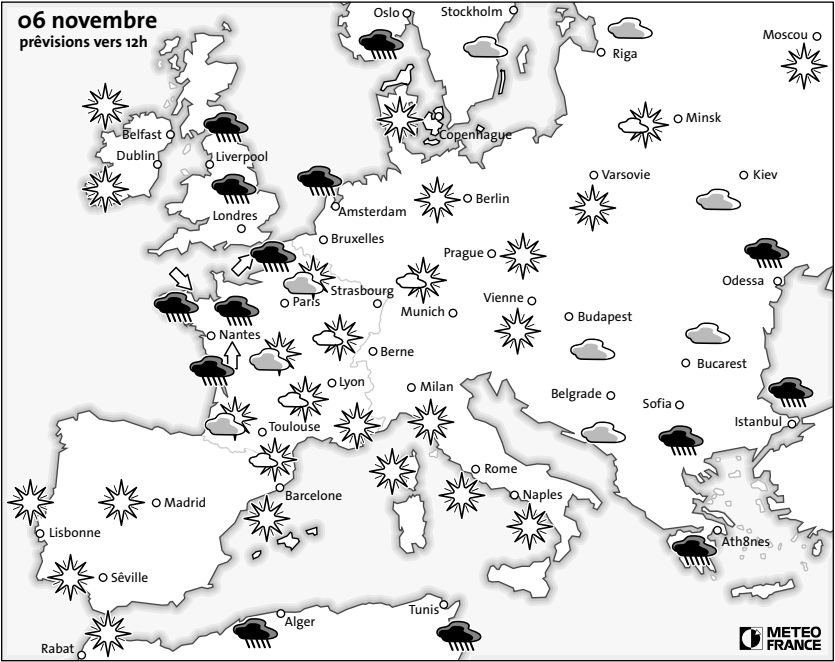
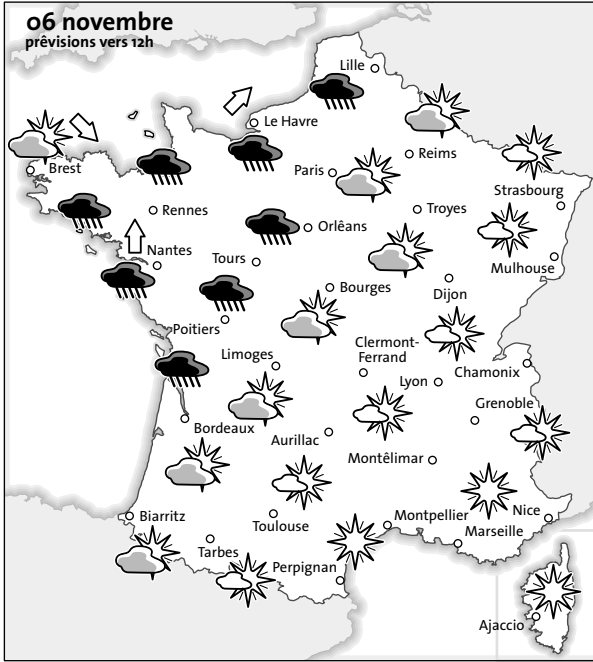
**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** La pluie aborde le Limousin dans l'après-midi. Sur l'Auvergne et Rhône-Alpes la journée est assez bien ensoleillée après dissipation des nappes de brouillard matinales. Le thermomètre indique dans l'après-midi 9 à 14 degrés en Auvergne et 10 à 15 degrés du Lyonnais à la moyenne vallée du Rhône.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le soleil brille généreusement. Les températures maximales varient de 15 à 18 degrés.

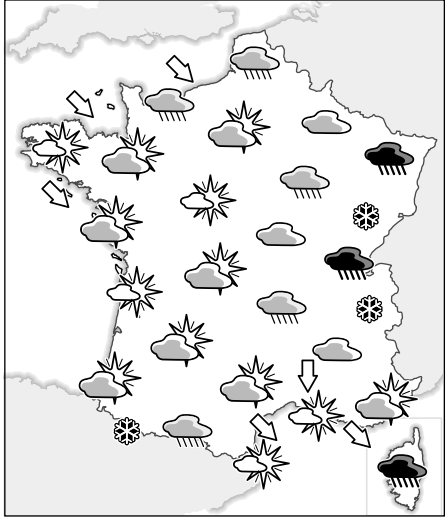
### 06 NOV. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Ajaccio	7/17 S	Madrid 6/18 S
Biarritz	7/17 P	Milan 5/11 S
Bordeaux	6/16 P	Moscou -5/-2 S
Bourges	2/12 C	Munich -1/4 S
Brest	10/14 P	Naples 6/13 S
Caen	9/12 P	Oslo -6/2 P
Cherbourg	9/14 P	Palma de M. 10/20 S
Clermont-F.	0/14 N	Prague -7/-1 S
Dijon	1/10 N	Rome 6/13 S
Grenoble	6/11 S	Séville 14/24 S
Lille	5/10 P	Sofia 2/5 P
Limoges	3/10 C	St-Petersb. 0/4 C
Lyon	2/11 S	Stockholm 0/3 C
Marseille	5/15 S	Ténériffe 20/26 S
Nancy	3/11 N	Varsovie -7/1 S
Nantes	10/16 P	Venise 4/10 S
Nice	8/17 S	Vienne -5/0 S
Paris	5/11 P	
Pau	2/15 P	
Perpignan	8/18 S	
Rennes	10/15 P	
St-Etienne	1/11 N	
Strasbourg	1/10 S	
Toulouse	2/14 N	
Tours	6/11 P	
FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	22/30 P	
Fort-de-Fr.	24/29 S	
Nouméa	21/26 S	
Papeete	25/32 S	
Pointe-à-P.	24/31 S	
St Denis Réunion	22/27 S	
EUROPE		
Amsterdam	4/11 P	
Athènes	16/20 P	
Barcelone	11/19 S	
Belfast	6/14 S	
Belgrade	3/6 C	
Berlin	-5/1 S	
Berne	3/7 S	
Bruxelles	5/11 P	
Bucarest	0/5 C	
Budapest	1/3 C	
Copenhague	0/3 S	
Dublin	7/13 S	
Francfort	0/7 C	
Genève	4/9 S	
Helsinki	-3/3 C	
Istanbul	13/18 P	
Kiev	-7/-2 C	
Lisbonne	16/20 S	
Liverpool	9/15 S	
Londres	10/15 P	
Luxembourg	6/9 P	
AMÉRIQUES		
Brasilia	16/21 P	
Buenos Aires	12/22 S	
Caracas	26/32 P	
Chicago	2/7 S	
Lima	18/21 S	
Los Angeles	12/20 S	
Mexico	12/20 P	
Montréal	1/2 P	
New York	7/11 P	
San Francisco	12/16 C	
Santiago Ch.	10/20 S	
Toronto	2/6 P	
Washington DC	8/15 P	
AFRIQUE		
Alger	11/19 P	
Dakar	27/29 S	
Kinshasa	21/30 S	
Le Caire	16/25 S	
Nairobi	16/24 P	
Pretoria	10/17 P	
Rabat	13/23 S	
Tunis	14/18 P	
ASIE-OCÉANIE		
Bangkok	23/31 S	
Beyrouth	19/23 S	
Bombay	24/34 S	
Djakarta	26/28 P	
Dubaï	23/32 S	
Hanoï	15/26 S	
Hongkong	19/25 S	
Jérusalem	12/19 S	
New Delhi	17/28 S	
Pékin	1/16 S	
Séoul	-1/4 S	
Singapour	26/30 P	
Sydney	14/23 S	
Tokyo	6/14 S	



**Soleil** **Peu nuageux** **Couvert**  
**Brèves éclaircies** **Averses** **Pluie**  
**Orage** **Neige** **Brouillard** **Vent fort**



PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE

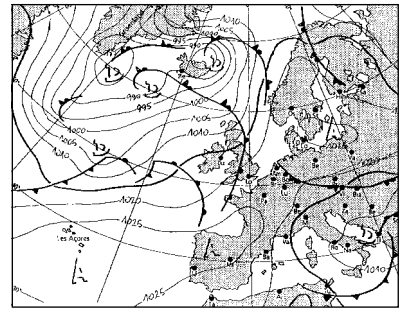
**Tarif Evasion 30**  
**Vous n'étiez pas habitués à de si petits prix.**

**Paris/Toulouse à 38 € ttc aller simple**  
Tarif soumis à conditions, disponible uniquement en aller-retour.

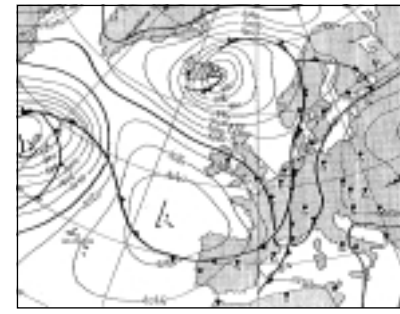
**AIR FRANCE**

**Jeudi 7 novembre**

Le ciel est chargé dans l'ensemble, avec des averses ou de la pluie sur le nord-est et la Corse. Le temps est plus agréable sur le nord-ouest avec des éclaircies. Il neige en montagne. Le vent souffle fort en Méditerranée.



SITUATION LE 5 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 NOVEMBRE À 0 HEURE TU

**PRATIQUE**  
**Tous les mardis datés mercredi, des conseils utiles**

**DANS LE DOMAINE** très concurrentiel de la grande distribution sur Internet, Télémarket.fr (filiale des Galeries Lafayette), Houra.fr (Cora), Ooshop.fr (Carrefour) et Auchandirect.fr luttent pour séduire l'« e-chaland ». Délais et coûts de livraison, choix, système de paiement et politique commerciale, les critères qui permettent au client de choisir selon ses priorités sont nombreux, mais pas toujours bien identifiés par l'utilisateur néophyte.

Dans un premier temps, le client doit s'assurer que son domicile se situe dans une zone géographique où son cybermarché acceptera de le livrer. Si Houra.fr couvre une trentaine de départements sur l'ensemble de la métropole, Ooshop se limite aux régions lyonnaise et parisienne. Télémarket, pour sa part, ne dépasse pas Paris et sa banlieue, tan-

dis qu'Auchandirect, dernier arrivé sur le marché, ne dessert que la capitale et sa banlieue Sud. Chaque site permet dès sa page d'accueil d'identifier rapidement les secteurs de livraison possibles.

Deuxième point : le délai de livraison. « Il est possible de commander la veille pour le lendemain », assure Olivier Le Gargean, directeur général de Télémarket. Vingt-quatre heures minimum sont nécessaires chez Auchandirect, trente-six pour Ooshop et quarante-huit sur Houra.fr. L'ensemble des cybermarchés applique des tarifs de livraison équivalents, allant de 10,21 € à 13,95 € en fonction de l'éloignement des zones à livrer. Seul Ooshop pratique un tarif unique d'un montant de 12,96 €. « Il est également possible de modifier la date et l'heure, ainsi que le contenu d'une livraison », explique Jean Monnier, directeur général d'Auchandirect.

Ces modifications doivent être effectuées avant l'emballage de la commande, soit plusieurs heures avant la livraison prévue. Même

souplesse chez Télémarket. Avec Ooshop, il est permis d'ajouter des produits à son panier en téléphonant au service client, mais il est impossible d'en enlever. Houra, plus rigide encore dès lors que la commande est passée, n'autorise aucune modification.

**PAIEMENT SÉCURISÉ**

En matière de paiement, Auchandirect et Télémarket permettent à leur client un paiement sécurisé en ligne par carte bancaire ou par chèque au moment de la livraison. Une possibilité qu'apprécient bon nombre d'utilisateurs encore hostiles à l'idée de lancer sur la Toile leur numéro de carte. Sur Houra, le paiement est obligatoire dès la commande et par carte uniquement, via Internet ou par téléphone. Ooshop ne propose qu'un système de paiement par carte et sur le Net.

Côté offre, Ooshop présente 6 000 produits dans ses rayons numériques, Auchandirect 5 000, Télémarket 4 500. Tous demeurent loin derrière Houra, champion du

choix sur Internet. « Nous disposons de 50 000 produits de référence », estime Loïc Lemoaligou, directeur marketing de Houra.

Du congélateur familial au café labellisé « commerce équitable », rien ne semble manquer sur le pendant Internet de Cora. « Nous avons des gammes d'hypermarché très profondes, afin de répondre à toutes les demandes », assure Loïc Lemoaligou. Seule fausse note : Houra ne propose pas de produits surgelés, contrairement à ses concurrents. En ce qui concerne les produits frais, tous les cybermarchés s'engagent à livrer des produits dont la date de péremption serait au moins équivalente à celle que le client pourrait vérifier dans son supermarché de référence. Mais seuls Houra et Ooshop donnent une date ou un délai précis lors de la commande.

En cas de commande incomplète ou erronée à la réception des produits, l'ensemble des acteurs ont adopté une politique commerciale favorable au consommateur. « Nous nous en remettons à la

bonne foi du client », témoigne Jean Monnier. « Nous recoupons l'ensemble des réclamations déposées pour éviter les abus et repérer les clients qui systématiquement déclarent leurs commandes incomplètes pour déclencher un geste commercial de notre part », précise Olivier Le Gargean. Néanmoins, si Houra, Ooshop et Auchandirect créditent directement le compte client indûment débité, Télémarket ne propose qu'un avoir sur une commande ultérieure, une méthode discutable pour pousser l'internaute à revenir faire ses achats dans ses propres rayons virtuels.

Analyse nutritionnelle, ingrédients, mode de conservation, prix, illustrations, conditionnement et conseils d'utilisation de chaque produit : rien ne manque sur les sites d'Auchandirect et d'Ooshop afin d'aider l'acheteur internaute à faire ses choix. Moins informatif, Houra donne néanmoins la composition de ses produits et un « avis » incitatif sur chacun d'eux. Le mauvais point est pour Télémarket, qui

n'offre qu'une photo d'illustration et le prix pour guider ses clients dans leurs achats.

Dans ces supermarchés virtuels, l'internaute déambule de page en page comme de rayon en rayon, affinant sa recherche à chaque clic jusqu'à trouver le bon produit et remplir son panier virtuel. Télémarket et Ooshop proposent à l'internaute d'organiser lui-même l'ordonnance des rayons qu'il visite, par prix, par marque, par contenance...

En cas de difficulté, les quatre sites disposent d'un efficace moteur de recherche par mot-clé. Il est également possible à l'internaute régulier d'enregistrer ses dernières commandes et de les réactualiser : un outil utile pour raccourcir à quelques minutes le temps passé à faire ses achats. En moyenne, les « cybercourses » oscillent entre trente et soixante minutes pour des utilisateurs équipés de haut débit, et ce... sans jamais attendre à la caisse.

**Eric Nunès**  
*(Le Monde interactif)*

**MOTS CROISÉS** PROBLÈME N° 02 - 264

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

**HORIZONTALEMENT**

I. Mieux vaut les éviter que les inviter. - II. Sœur d'Iris que vous pouvez éviter. La dernière chez les Grecs. - III. A tout intérêt à planquer ses plumes au passage. Suivît. - IV. Bien élevé à la ville comme à la campagne. Genre du Prophète. - V. Se défonce pour la défense. Bout de ficelle. - VI. Gênes les plus proches. Mouvement en nombre. D'un bon

rapport. - VII. En peine. Assurent la continuité. - VIII. Attire l'œil si elle est bonne. Pour communiquer avec Marie. Stabilise. - IX. Eminence. Dressée pour tuer. - X. A ranger avec les torchons.

**VERTICALEMENT**

I. A suivre dans l'analyse. - 2. Musique de la Méditerranée. De beaux restes bien souvent. - 3. Grossièreté. Lentilles pour l'éta-

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

**SCRABBLE** N° 302

**Le Vocabulaire nouveau est arrivé**

L'EXCELLENTE VERSION Windows du logiciel de Scrabble Vocabulaire est réservée aux licenciés de la FFSc, tél. : 01-53-92-53-20. Ce programme permet de jouer seul des parties anciennes ou nouvelles et donne instantanément le sens des mots difficiles.

**Tirage : E E L M N S U.**

a) Trouvez et placez un sept-lettres.

b) Trouvez un huit-lettres de 72 points et écrivez-le sur la grille (il est donné ci-dessous).

**Tirage suivant : A A C E T U X.**

c) Sans scrabbliser, trouvez un mot de 84 points.

d) Trouvez un sept-lettres de 129 points et écrivez-le sur la grille (il est donné ci-dessous).

**Solution de b) :** sélénium, soufre, 13 B, 72.

**Tirage suivant : A I I R S T V.**

e) Sans scrabbliser, trouvez un mot de 47 points - Trouvez et placez un sept-lettres - Trouvez un huit-lettres de 90 points.

**Solution de d) :** exauçat, 14 I, 129.

**Préparation de la grille de la semaine prochaine.**

d) A A C E F L O : trouvez un sept-lettres. A I N P S U X : trouvez un sept-lettres.

**Solutions dans Le Monde du 13 novembre.**

**Solutions du problème paru dans Le Monde du 30 octobre.**

a) 1. ISOGONE - 2. ISOPODE - 3. ISOSPIN, grandeur concernant certaines particules - 4. ISOTONE, ayant le même nombre de neutrons - 5. ISOTOPE, ayant le même nombre de protons.

b) 6. ISOBATHE, de même profondeur - 7. ISOCARDE, mollusque à coquille en forme de cœur - 8. ISOHYETE, aussi pluvieux - 9. ISOPRENE, caoutchouc - 10. ISOMERIE, fait d'être de même formule mais de propriétés différentes.

c) BANQUETER (v.i.), BEC-BRICLA- (v.i., crier [cigogne]) CLI- (v.i.), crier [cigogne] CLIE (v.i.), crier [cigogne et grue]) MAR-PAR- ACSESE.

**Michel Charlemagne**

# CULTURE

## CINÉMA

**L'Homme sans passé**, d'Aki Kaurismaki • Aux confins du mélo et du drame hyperréaliste, le cinéaste finlandais, armé d'un humour radical, narre la résurrection d'un inconnu. Une fable à la puissance polémique pour affirmer que la reddition devant l'infamie du monde n'est pas inéluctable

# La promenade d'un revenant dans un pays rêvé

**IL EST DESCENDU** du train. Il a marché dans la ville. Il avait l'air perdu. D'autres l'ont trouvé, qui ne le cherchaient pas. Ce fut atroce. Ils ont dit qu'il était mort. C'est alors qu'il a ressuscité. Les enfants l'ont regardé et ne se sont pas enfuis épouvantés. La soupe était chaude, le regard de la femme aussi. Ainsi, il y avait encore des humains sur Terre. C'est le constat obstiné que fait et refait Aki Kaurismaki depuis qu'il filme – vingt ans déjà. Comme s'il n'y avait rien d'autre à raconter, rien de plus urgent en tout cas. Il a raison.

Son cinéma vit comme l'homme sans passé vivra. Contre toute logique, mais avec une immense force, une dignité qui brille davantage que tous les sunlights de l'industrie de l'image, un humour aiguisé comme une lame, de celles qui tranchent les entraves. L'homme qui ne sait rien de lui-même, de son passé, de son nom, saura parler et écouter les miséreux qui l'ont recueilli, saura trouver du travail, saura ébaucher une histoire d'amour, saura repartir à l'assaut de tout ce qui, de lui-même, lui est devenu opaque.

### LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

Nul irénisme, encore moins de complaisance, dans cette histoire et la manière dont elle est contée, mais une assurance impavide, celle des très grands comiques politiques, depuis Michel de Montaigne. Ceux qui, d'une croyance absolue dans la possibilité du bonheur de leurs congénères, font le carburant d'une révolte vive.

Il semble que cela ne puisse aller sans élégance du geste qui compose les images et les sons, assemble les couleurs et les notes, en harmonie avec l'esprit qui invente et raconte. Regardez ces deux enfants penchés avec un arrosoir devant une cuve de métal sombre, regardez ces soudeurs devant un immense navire, ou la route qui mène au bidonville devant la mer, dont les

habitants ont recueilli l'homme sans passé. Regardez le visage de Kati Outinen, cette splendeur de star avec aucun des attributs calibrés par le *star system*. Écoutez les voix, les silences, la *Complainte du parc de Monrepos*.

Humoriste radical, Aki Kaurismaki n'est ni un rêveur ni un utopiste. Il sait ce qu'il faut faire, et qui est extrêmement concret, simple, à portée de quotidien. Il le fait lui-même, dans sa manière de filmer. Il faut écouter, regarder, respecter les autres. Il faut rendre du temps à l'espace et de l'espace au temps. Il faut parier sur le possible quand la fatalité, le cynisme et l'ennui avide ou conformiste prétendent avoir sans retour fixé les règles du jeu – et que tous les aboyeurs stipendiés le redisent sans cesse sur tous les médias de la terre. Kaurismaki exprime très simplement le refus radical de cet abandon-là. Encore faut-il mettre en œuvre cet « être au monde » et ce refus. Ce passage-là, qui est celui même de l'art, reste heureusement un mystère.

Mettre en œuvre, inventer la forme, il semble à nouveau en regardant son film, un des plus beaux que le cinéaste ait réalisés avec *La Fille aux allumettes* et *Au loin s'en vont les nuages*, que cela aille de soi. Ce n'est pas vrai – ou alors la quasi-totalité des cinéastes devraient se couvrir la tête de cendres et partir faire une longue pénitence après avoir vu *L'Homme sans passé*. Il n'y a pas d'autre cinéaste comme Aki Kaurismaki. Personne ne sait faire ça à l'écran – peut-être, si on cherche un équivalent dans d'autres arts, éprouvera-t-on une proximité avec l'œuvre picturale de Paul Klee, son apparente extrême simplicité, ce qu'elle emprunte à l'enfance et

aux matériaux bruts, son intelligence affûtée, son extrême délicatesse.

Puisqu'il ne suffit pas, évidemment, de porter sur le monde un regard généreux. Il faut faire chaque plan, il faut faire du cinéma. Il est bien des manières de faire du cinéma, le hasard veut que deux façons nullement antinomiques, mais aux antipodes l'une de l'autre, apparaissent le même jour sur les écrans français – le film de Kaurismaki et le film d'Olivier Assayas, deux des fleurons de l'exceptionnelle sélection cannoise 2002 (qui fut aussi celle d'*Intervention divine*,

de *Ten*, de *Spider*, du *Principe d'incertitude*, d'*Etre et avoir*, d'Im Kwon-taek, des Dardenne...).

### UN PRINCIPE D'ÉVIDENCE

Alors que le cinéaste français interroge vertigineusement les images, son confrère finlandais s'arme d'un principe d'évidence, et le pose tel un combattant assurant sa prise au sol pour se mettre en position d'attaque. Sur cette page blanche que figure littéralement le drap lisse et immaculé remonté sur le visage de l'homme trois fois réputé mort, la mise en scène écrit comme

allant de soi des gestes simples et francs, dessine des actes nets et clairs. Aucun simplisme dans cet assemblage complexe de figures, que le parti pris dramatique de l'amnésie a autorisé à devenir des figures de légende sans perdre leur texture réelle.

Le cinéma d'Aki Kaurismaki ne cesse de faire circuler une énergie intense entre le monde des contes et des mythes (à commencer par les grands mélos hollywoodiens) et la réalité quotidienne regardée de face. Sa puissance polémique tient à cette manière, insistante et gra-

cieuse à la fois, de ne cesser d'affirmer que si le monde est compliqué, injuste et violent, il n'est pas incompréhensible. Le cinéma de Kaurismaki est courageux aussi d'affirmer, contre tant de confusionnisme complaisant et pseudo-esthétique, qu'en faisant l'effort de comprendre le monde, il reste possible de ne pas s'agenouiller devant ses lois d'infamie.

Jean-Michel Frodon

Film finlandais, avec Markku Peltola, Kati Outinen, Annikki Tähti. (1 h 37.)



SPUTNIK OY / PYRAMIDE

Irma, soldat de l'armée du salut (Kati Outinen), tire l'homme sans passé (Markku Peltola) vers le monde des vivants.

Aki Kaurismaki, cinéaste, réalisateur de « L'Homme sans passé »

## « Je ne voulais surtout pas refaire un film néoréaliste »

Quelle signification peut-on donner au titre de votre film ?

Aucune. Le film devait s'intituler à l'origine *Le Vagabond*. J'ai aussi pensé au SDF, mais le terme de vagabond apparaît dans une dizaine de titres de films. Je disposais d'une heure pour décider d'un titre, et j'ai choisi *L'Homme sans passé*.

L'une des premières scènes, où l'on voit le personnage principal enlever à l'hôpital ses bandelettes, suggère que cet homme sans passé serait un homme invisible.

J'ai tenté par tous les moyens d'éviter le lien avec les années 1930. *L'Homme invisible* est bien sûr une évidence, mais j'avais aussi pensé aux *Passagers de la nuit* de Delmer Daves et à la scène où l'on retire ses bandages à Humphrey Bogart. J'avais réfléchi à la possibilité de tourner en caméra subjective et de ne jamais montrer mon personnage principal, mais ça ne se justifiait pas pour mon histoire. J'ai décidé de montrer un ouvrier avant sa mort et après sa mort. Il est en fait à moitié mort durant tout le film. En finnois, on peut vraiment dire que quelqu'un est à moitié mort. Le français ne vous accorde pas de telles nuances.

Est-ce un film sur le chômage ou, plus simplement, l'histoire d'un sans-abri ?

*Au loin s'en vont les nuages* parlait du chômage ; je parle ici d'un sans-abri. *L'Homme sans passé* fait partie d'une trilogie dont le troisième volet évoquera soit la solitude, soit la vieillesse. Les choses me semblent toujours aller par trois dans la vie. J'ai trois chiens, par exemple.

Depuis *Shadows in Paradise*, vous montrez la classe ouvrière. Ici, elle semble avoir complètement disparu.

Le capitalisme a tout fait pour que cette classe ouvrière disparaisse en Finlande. Elle existe, mais on ne peut pas la montrer. La classe ouvrière est aujourd'hui une classe du désespoir.

On aperçoit brièvement des soudeurs kazakhs émigrés en Finlande.

Je voulais montrer que l'argent n'a pas de patrie. Quand on a besoin d'une main-d'œuvre bon marché, on trouve facilement des visas. C'est une caricature, mais les choses fonctionnent pourtant comme cela.

A la différence d'*Au loin s'en vont les nuages*, *L'Homme sans passé* rompt avec toute forme de réalisme. Dès que, revenu

à la vie, il s'installe sur ce terrain vague, le héros pénètre un univers onirique.

Je ne voulais surtout pas refaire un film néoréaliste comme *Au loin s'en vont les nuages*. Il fallait passer à autre chose. Si je suis vraiment honnête, je vous dirai que, pour le début du film, je me suis inspiré de *L'Argent* de Robert Bresson, puis je suis allé du côté



FRANÇOIS GUILLOT / AFP

« Le capitalisme a tout fait pour que la classe ouvrière disparaisse en Finlande. Elle existe, mais on ne peut pas la montrer. La classe ouvrière est aujourd'hui une classe du désespoir »

de Chaplin. Il y a un passage de l'un à l'autre, et il fallait que le spectateur le remarque. On se déplace du réel au rêve. Dans le réalisme, il n'y a pas de happy end. Ici oui. J'ai essayé de passer du réalisme au néoréalisme, et du néoréalisme au rêve. C'est en fait très facile à réaliser. Mes films prennent comme point de départ la décadence de l'humanité. Ensuite, tout est affaire de nuance.

Si je fais une trilogie, il faut inventer quel-

que chose de nouveau, mais il faut aussi la finir. Il faudrait que je disparaisse pour ne pas mener cette entreprise à bien. Ou alors je la finirai au ciel. Il paraît qu'ils sont déjà équipés en numérique là-haut.

Qui est Markku Peltola, le comédien qui interprète l'homme sans passé ?

Il travaille au théâtre, mais il possède aussi un restaurant et chante dans un groupe de rock. On dit de lui qu'il est fou ou idiot, car il n'y a que des idiots pour travailler en Finlande. A Tampere, où il vit et travaille, il est très connu. Markku était très content de jouer le rôle, il ne s'attendait pas à un rôle aussi important. Lorsque je dirige des acteurs, c'est comme s'ils étaient des marionnettes. Ils ont la liberté de jouer dans les limites que je leur fixe. Markku n'avait peut-être pas l'habitude de mes méthodes, mais il a bien travaillé.

Vous vivez au Portugal... Pourquoi avez-vous décidé de quitter la Finlande ?

Mais je vis en Grèce ! J'y expérimente actuellement les effets de l'ouzo sur l'eau.

Propos recueillis par Samuel Blumenfeld

## À LIRE DANS LE MONDE DOSSIERS & DOCUMENTS

Deux grands dossiers...

...et

**1** Asie centrale : le nouveau « Grand Jeu »

**2** L'Irak face à une guerre annoncée

**3** L'actualité du mois, dans « Les clés de l'info »



NUMÉRO DE NOVEMBRE - 16 PAGES - 2,10€

**Insomnia**, de Christopher Nolan • Un thriller virtuose aux effets un peu trop faciles

## Les clichés du polar hollywoodien au filtre des aurores boréales

**SUR** le papier, *Insomnia* a tout du thriller de premier choix : une belle distribution, un réalisateur talentueux, une intrigue alléchante. Un certain inspecteur Dormer (Al Pacino), venu enquêter en Alaska sur le meurtre d'une lycéenne, perd le sommeil. Tout occupé à cacher qu'il a causé, en poursuivant le tueur, la mort de son coéquipier, il oublie de s'interroger sur la nature de son acte : accident ou fruit d'un désir inconscient ?...

L'atmosphère étrange des nuits blanches se prête remarquablement à une variation sur la frontière ténue entre culpabilité et innocence, et lui confère une véritable puissance visuelle. C'est en effet la lumière permanente, obsédante, qui contraint le héros à un examen de conscience. A cette trame prometteuse s'ajoutent les espoirs du spectateur : l'on attend avec une certaine gourmandise la première production de Steven Soderbergh et de George Clooney, ainsi que la confrontation d'Al Pacino, le virtuose de l'intériorisation, et d'un Robin Williams à contre-emploi.

### LA PANOPLIE D'AL PACINO

D'une extrême élégance dans la réalisation, *Insomnia* offre au spectateur tous ces plaisirs immédiats. Christopher Nolan, auteur du remarquable *Memento*, ne manque pas de tirer parti de la matière à sa disposition. Le travail sur la lumière est donc subtil, soigné à l'extrême, et rien n'est plus frappant que la solitude de l'homme face à la nature dans les paysages spectaculaires du Grand Nord. Quelques scènes d'action, notamment une

course-poursuite sur un immense train de rondins, démontrent sans peine sa virtuosité. Mais, comme nous l'apprend le cheminement intérieur de Dormer, toute qualité a son revers, et cette aisance dans le maniement du genre ne tarde pas à se retourner contre le film.

Très vite en effet, *Insomnia* apparaît comme un film facile. Il est tout d'abord trop facile à Hillary Seitz, la scénariste, de réécrire un film norvégien d'Erik Skjoldbjaerg, sorti en France sous le même titre en 1998, en l'adaptant à la culture américaine, et d'emprunter à la série de David Lynch « Twin Peaks » ce qui lui manque d'atmosphère angoissante. Il est trop facile ensuite au réalisateur d'illustrer avec soin cette histoire prévisible, qui suit toutes les étapes attendues du thriller jusqu'à l'inévitable confrontation finale. Il est trop facile enfin à Al Pacino d'adopter la panoplie du flic usé par la vie qui lui a servi dans un nombre incalculable de polars : tant de personnages, policiers ou gangsters eux aussi éreintés, ont eu cette voix éraillée, ces épaules voûtées, ces regards en coin.

Il existe, c'est certain, un plaisir du déjà-vu. Mais c'est un plaisir fragile, qui ne laisse aucun souvenir. Malgré ses atours de film d'auteur, *Insomnia* est donc un produit de consommation : agréable certes, mais dispensable.

Florence Colombani

Film américain, avec Al Pacino, Robin Williams, Hilary Swank, Maura Tierney, Martin Donovan. (1 h 56.)

**La Planète au trésor**, de John Musker et Ron Clements • Pour sa production de fin d'année, le studio transpose avec réussite le roman de Robert Louis Stevenson dans un univers rétro-futuriste

## Jim Hawkins et Long John Silver propulsés dans l'espace par Disney

**LE ROMAN** *L'île au trésor*, de Robert Louis Stevenson, a toujours fasciné Hollywood et suscité au moins six adaptations, dont la plus célèbre est celle réalisée par Victor Fleming en 1934 avec Wallace Beery et Jackie Cooper. Il était donc logique que le cinéma d'animation hollywoodien, qui vise de plus en plus le public adolescent, finisse par annexer cet univers.

Il n'est guère surprenant que cette histoire d'un enfant qui trouve une carte au trésor et se découvre un père d'adoption en la personne d'un unijambiste roublard, ait attiré les studios Disney, qui proposent ainsi, après *Le Livre de la jungle* et *Tarzan*, un nouveau héros sans père. La transposition du récit dans l'espace l'est en revanche nettement plus.

La gageure réussie de *La Planète au trésor* est de lier une imagerie du XVIII<sup>e</sup> siècle (pirates, galions, chasse au trésor) avec un univers de science-fiction complètement disparate, qui puise son inspiration du côté de *La Guerre des étoiles* de George Lucas (le robot B.E.N., compagnon de Jim Hawkins, tient lieu de R2D2), de *La Planète sauvage* de Topor et René Laloux, du *Seigneur des anneaux* adapté par Ralph Bakshi, auquel *La Planète au trésor* reprend son bestiaire fantastique, et des *Quatre fantastiques* de Stan Lee (Monsieur Arrow auprès duquel s'embarque Jim Hawkins sur son vaisseau rappelle la Chose). La célèbre taverne à l'enseigne de l'« Amiral Benbow » où le jeune Jim Hawkins découvre la carte de l'île au trésor du capitaine Flint est ici transformée en bar rupestre,



DISNEY ENTERPRISE INC.

Bestiaire fantastique et imagerie du XVIII<sup>e</sup> siècle créent un univers disparate.

rémminiscence de la séquence de *La Guerre des étoiles* où Luke Skywalker entre dans un bar de la planète Tatooine où se croisent des créatures de différentes galaxies.

*La Planète au trésor* dote les pirates d'une technologie futuriste. Long John Silver, dont le visage tout en rondeur est clairement inspiré de celui de Wallace Beery,

hérite d'une béquille et d'un bras électronique. Jim Hawkins navigue sur une planche volante. Son navire ne traverse plus les mers mais voyage d'une galaxie à l'autre à la vitesse de la lumière. La carte au trésor qu'il découvre se lit, dans une des séquences les plus inspirées du film, comme un hologramme qu'il suffit de décoder. *La*

*Planète au trésor* comporte également ses créatures destinées à se transformer en produits dérivés (Morph, un ectoplasme rouge juché sur l'épaule de John Silver semble le candidat le plus probable).

Le film de John Musker déroge à l'un des grands principes de l'animation Disney avec un mélange d'animation traditionnelle et en 3D qui donne aux différentes galaxies un côté *heroic fantasy* bienvenu. Les grands moments du roman de Stevenson – Jim entendant, caché, Silver et les pirates préparer leur mutinerie ; la poursuite du même Jim par un pirate à la solde de Silver – sont superbement restitués avec une touche rétro-futuriste qui constitue la véritable originalité de cette production Disney conçue pour les fêtes de fin d'année.

S. Bd

Film d'animation américain. (1 h 35.) Sortie en exclusivité mondiale au Grand Rex le 6 novembre, puis le 27 novembre dans le reste de la France.

Tom Schumacher, président de la division animation de Disney

## « Notre vrai concurrent, c'est Harry Potter »

**Le monopole de Disney dans l'animation est contesté par DreamWorks (*Shrek*) et Fox (*L'Age de glace*). Comment faire face à cette concurrence ?**

Elle a toujours existé. Quand j'ai commencé chez Disney il y a quinze ans, Don Bluth avait réalisé *Fievel et le nouveau monde*, qui a été le plus gros succès d'animation de cette année. Steven Spielberg avait créé Amblimation. Personne alors dans les médias n'y faisait attention. J'ai une lettre de Spielberg, écrite à l'époque où il produisait *Balto*, dans laquelle il me somme de ne pas embaucher des animateurs que je voulais recruter pour *Le Bossu de Notre-Dame*. Mon véritable concurrent pour *La Planète au trésor* sera plutôt *Harry Potter et la chambre des secrets*, qui sort au même moment.

Jeffrey Katzenberg a annoncé la sortie de *Shrek 2* en 2004 la même semaine que *The Invisibles* (Pixar-Disney). C'est un cas de concurrence très agressive.

Nous avons depuis harmonisé nos calendriers et, que je sache, Jeffrey Katzenberg n'a pas encore de scénario pour *Shrek 2*.

**Que vous ont appris les succès de *Shrek* et de *L'Age de glace* ?**

Beaucoup de choses. Chris Wedge, le réalisateur de *L'Age de glace*, m'avait demandé de sortir son film sous la bannière Disney. Nous avons dit non deux fois, et le film a marché. *Shrek* constitue un autre phénomène intéressant, qui joue la carte du second degré, une approche ironique du conte de fées qui trouve son origine dans le personnage du génie dans *Aladin*. *Kuzco* se moquait déjà des contes de fées, mais personne n'y a fait attention, car il s'agissait de Disney.

**Vous vous êtes lancés tardivement dans la production d'animation en 3D avec *Dinosaurs*. PDI-DreamWorks et Pixar (*Toy Story*), votre partenaire, ont pris une avance importante. Allez-vous combler ce retard ?**

Savez-vous que *Dinosaurs* et *Mille et une pattes*, une production Pixar, ont à peu près rapporté la même somme ? Il est pourtant indéniable qu'en mettant tellement d'énergie dans l'animation traditionnelle, nous avons délaissé l'ordinateur. Mais il est trop tôt pour conclure à une suprématie de l'animation 3D sur l'animation traditionnelle. *Jimmy Neutron* et *Final Fantasy* n'ont pas bien marché.

**Où en est votre projet de Mickey en images de synthèse ?**

Nous avons déjà fait un test d'une minute qui est fantastique. Il va apparaître dans une attraction, *Mickey Feels Magic* pour l'un de nos parcs. Mickey n'est jamais apparu

dans un long métrage, et cela va enfin être le cas.

**Vos rapports avec Pixar sont décrits comme très tendus. Où en est la renégociation de votre contrat prévue en 2005 ?**

Pixar peut négocier avec d'autres studios, c'est son droit, mais nous devons encore sortir trois films en salles puis en vidéo. C'est dans leur intérêt de conserver une bonne relation avec nous.

**Mieux que n'importe quel autre studio, vous avez su tirer parti de la concentration verticale avec Disney Channel, vos parcs d'attractions et vos Disney Store. Comment va se déployer cette stratégie pour *Lilo et Stich* ?**

*Lilo et Stich* va inspirer une série télé, une suite, une attraction dans l'un de nos parcs et leurs personnages s'inscriront dans la mythologie

Disney. C'est le point fort de notre stratégie. Prenez *Beavis et Butt-Head* qui fut en son temps un grand succès en animation. Qui s'en souvient aujourd'hui ?

**Le DVD a-t-il changé votre stratégie de lancement ?**

Le DVD offre une meilleure qualité technique, mais il apporte avec lui la piraterie. Vous pouvez acheter aujourd'hui une copie piratée de *La Planète au trésor* sur Broadway pour 10 dollars.

**Vous sortez des suites de vos grands classiques en vidéo, comme *Peter Pan* cette année. Cette stratégie est-elle rentable ?**

La suite de *La Belle et le Clochard* s'est vendue à huit millions d'exemplaires. Il faut aller vers ce que le public désire, c'est notre business.

Propos recueillis par S. Bd

## Le Monde vous invite...

... à l'avant-première du nouveau film de David Cronenberg

### SPIDER



mardi 12 novembre à 20 heures

Pour recevoir votre invitation (100 places au total), téléphonez au 01-42-17-38-95 ce mardi 5 novembre de 15 heures à 16 heures (50 places) et mercredi 6 novembre de 15 heures à 16 heures (50 places).

Les informations recueillies à cette occasion sont exclusivement destinées au Monde et à ses partenaires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant (art. 27 de la loi "Informatique et libertés").

LES FILMS - LES SALLES - LES BILLETS

0 892 892 892

LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE LE CINEMA ET VOUS

0 892 892 892 \*

le numéro pour retrouver INSOMNIA et tous les films que vous voulez, à l'heure que vous voulez, dans la ville que vous voulez.

INSOMNIA

PAR LE REALISATEUR DE "MEMENTO"

6 NOVEMBRE

ALLOCCINE

LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE LE CINEMA ET VOUS

**Demonlover**, d'Olivier Assayas • Le réalisateur des « Destinées sentimentales » invente une histoire d'espionnage située dans l'univers de la technologie, du commerce international et du virtuel

## Conte cruel et prémonitoire pour saluer l'avènement de l'âge numérique

**DIANE DE MONX**, nom d'héroïne de roman-feuilleton, ou plutôt de *comic book* américain. Référence mythologique d'un côté (déesse de la chasse), consonance vaguement coquine de l'autre (en argot américain de la prohibition, *a minx* désignait une fille déléguée). Connie Nielsen lui donne un physique de top model, d'une beauté un peu impersonnelle illuminée de reflets glacés, qui tirent Diane du côté de la chasseresse impitoyable plutôt que de la séductrice fatale.

Elle se meut dans un univers que le commun des mortels n'entrevoit que dans les écrans de publicité au cinéma ou entre les émissions de CNN : première classe des lignes aériennes, hôtels de luxe qui se ressemblent, de Tokyo à Mexico. Diane travaille pour une de ces sociétés d'investissements aux mécanismes mystérieux, qui font monter et descendre les indices boursiers. Quand on la découvre, au début de *Demonlover*, elle commet son premier forfait, injectant une substance toxique dans un de ces petits gobelets d'eau minérale que l'on sert dans les avions. Drogue, Karen, sa victime, sa supérieure, sa collègue (Dominique Raymond, première d'une série de personnages remarquables – tant par la sécheresse de l'énonciation de leur position dans le récit que par l'espace qui est laissé malgré tout aux acteurs), se fait dérober de précieux documents. Minutieusement, mais rapidement, Olivier Assayas arme son piège à triple détente. Il lui faut à la fois prendre Diane, le spectateur et – plus périlleux encore – le cinéma dans un mécanisme qui veut à la fois exposer et défaire ce qu'il saisit.



Charles Berling, alourdi et rasé, incarne Hervé Le Millinec.

Diane est un agent secret infiltré au sein de la société dirigée par Henri-Pierre Volf (Jean-Baptiste Maillard), qu'elle feint de servir pour mieux la mettre à bas, telle une terroriste. Mais ce n'est pas la société des hommes qu'il lui faut détruire, plutôt une société anonyme, dirigée par des êtres qui ne valent que par leur efficacité, dont l'incarnation est un glouton sensuel et borné, Hervé Le Millinec (Charles Berling).

### TORTURE INTERACTIVE

Prise au milieu de cet affrontement, se détache la silhouette d'Elise (Chloé Sevigny), que l'on prend un instant – peut-être à cause du scénario, peut-être à cause de la très forte présence de l'actrice – pour un être humain complet, avant qu'elle ne plonge à son tour dans l'enfer des intrigues *corporate*. L'enjeu de ce combat n'existe pas

dans le monde physique. Il faut au groupe Volf s'assurer le contrôle de Tokyoanime, une société spécialisée dans le hentai, la version pornographique du récit graphique (manga ou *anime*) japonais. Cette exploitation de corps générés par des ordinateurs relève d'une espèce de cruauté numérique, évoqué avec cruauté pendant une séquence japonaise, estampe impitoyable du voyage d'affaires salace au long duquel l'argent sert d'aphrodisiaque. Mais le désir a besoin de corps humains, et Diane se trouve bientôt mêlée aux menées des promoteurs de *demonlover.com*, site de torture interactive : on propose des modèles à l'internaute, et il choisit les sévices qu'il veut leur faire subir.

Cette horrible histoire est parée des plus beaux atours. Olivier Assayas se tient à la frontière entre deux âges, l'analogique et le digital.

Aux pixels des hentaïs répond la décomposition de l'image en ronds pointillistes que forme la pluie sur les pare-brise, à travers lesquels on voit les héroïnes qui luttent à mort. A la splendeur hiératique de Connie Nielsen répond la beauté charnelle de Gina Gheerson (elle incarne un autre type de femme d'affaires, louche, qui vit au temps des réseaux familiaux, elle est aussi l'une des dernières représentantes de la caste des stars de série B). Dans les décors artificieux des lieux de luxe (la boîte de nuit japonaise, l'hôtel parisien), on entend le rock furieux et profondément sincère de Sonic Youth, le groupe new-yorkais qui a composé la bande originale de *Demonlover*.

*Demonlover* est à la fois l'aboutissement logique d'une tradition de fiction populaire (revendiquée tout au long du film, jusqu'au costume d'Emma Peel – Diana Rigg, la plus belle des bottes de cuir de chapeau melon – que l'on voit vers la fin) et l'annonce d'une période nouvelle. Les héroïnes des feuilletons du XIX<sup>e</sup> siècle vivaient à un moment où la valeur du travail, mais aussi des sentiments ou de la beauté, ne se comptait plus qu'en argent. Diane de Monx découvre, pour sa grande douleur et notre profond émerveillement, que tout, la chair et le sang compris, se calcule désormais en 1 et en 0. Au seuil de l'âge digital, *Demonlover* est un conte magnifique et prémonitoire.

Thomas Sotinel

Film français, avec Connie Nielsen, Charles Berling, Chloé Sevigny. (2 h 10.)

**Et la vie et Le Voyage à la mer**, de Denis Gheerbrant • Un diptyque documentaire

## Une décennie pour passer des chômeurs aux campeurs

À DEUX reprises et à dix ans d'intervalle, Denis Gheerbrant est parti sur les routes de France à la rencontre de ses habitants, une première fois sur leur terre de résidence, puis sur leur lieu de vacances. De ces périodes cinématographiques sont nés deux documentaires, *Et la vie* (1991) et *Le Voyage à la mer* (2001), aujourd'hui présentés comme les deux volets d'un même diptyque. Galeries de portraits d'hommes et de femmes, ces films pratiquent chacun une sorte de coupe géologique de la France à une date donnée et procèdent d'une commune démarche. Mais la filiation s'arrête là.

Filmés dans des lieux qu'ils ont eux-mêmes choisis, les protagonistes de *Et la vie* se racontent face à la caméra. Physiquement inscrits dans la géographie locale, ils s'en émancipent par la parole à mesure que s'incarne leur discours sur la charge symbolique, intime ou culturelle, de ces lieux qui les définissent. Sur le terrain d'une usine désaffectée, un ancien technicien raconte

du productivisme. Plus optimiste que le cinéaste néerlandais, Gheerbrant s'attache avant tout au désir comme force vive inextinguible. Captés par sa caméra, les corps vibrant d'une folle énergie, tissent le canevas dialectique de leurs trajectoires individuelles avec l'histoire collective.

### VACANCES AU CAMPING

Dix ans plus tard, ce souffle semble épuisé ; l'histoire et la géographie ont cédé le pas à la sociologie. Le lien historique invisible qui unissait les personnages n'est plus qu'un habitus, les vacances au camping. Pour son *Voyage à la mer*, Gheerbrant a cantonné son exploration au littoral méditerranéen et à un type de lieux de villégiature socialement connotés. Complaisance ou choix de la facilité, le rapport qu'il entretient avec son sujet y apparaît à la fois plus familier et plus circonstanciel. La densité du verbe s'en trouve diminuée, l'épaisseur du temps anéantie.



Les personnages de « Et la vie » sont ballottés par la violence de l'histoire.

symboles de l'histoire de la région ; dans un port de plaisance, un homme parle de sa passion pour les moteurs de bateau, de son métier de mécanicien, de son bonheur amoureux récent, de la longue traversée d'horreur dont il s'estime sorti, malgré le sida avec lequel il vit.

Ballottés par la violence de l'histoire, les personnages trônent dans des décors abandonnés, majestueux, traces du siècle dont ils se détournent mais dont ils conservent, gravée en eux, la mémoire. On pense aux paysages désolés, aux hommes et aux femmes filmés par Van der Keuken dans *Jungle plate*, embarqués malgré eux dans le flot

Au camping, comme le dit l'une des personnes interviewées, tout le monde « est vraiment à la même taille, tous torse nu, tous en short ». Banals et confinés, ces lieux manquent terriblement de relief. L'intrusion d'une caméra dans ce microcosme qu'on observe comme un aquarium, où le désir de tranquillité est élevé au rang d'idéal, a quelque chose de presque obscène, d'indéniablement ennuyeux.

Isabelle Regnier

*Et la vie* (1991), *Le Voyage à la mer* (2001), documentaires français de Denis Gheerbrant.

## Juste une image, et le monde se donne en spectacle

IL Y A, selon la formule consacrée, 24 images par seconde dans un film. Mais dans une autre acception du mot « image », très nombreux sont les films où il n'y a aucune image : du visible oui, à satiété, des clichés, de la poudre aux yeux (et aussi aux oreilles), mais d'image au sens fort du terme, pas la moindre. Il y a encore cette expression devenue conventionnelle : « *Nous vivons aujourd'hui dans la civilisation de l'image.* » Cette fameuse « civilisation » est au cœur du film d'Olivier Assayas.

La plupart des images ont été mises en scène par le cinéaste. L'une d'entre elles, fugace, certainement voulue mais laissée à la marge du champ d'attention du spectateur, en condense les enjeux et suffit à signer la réussite politique du film. Durant deux ou trois secondes,

on entrevoit dans un coin de l'écran un téléviseur, auquel le personnage de Connie Nielsen ne prête aucune attention.

Cet écran de télé affiche une vision désormais totalement banalisée par les chaînes Bloomberg et leurs épigones : tandis que défilent en bas et sur le côté les chiffres des cours de la Bourse, dans le reste du cadre on voit, sans l'entendre, George W. Bush faire un discours. Mais c'est le film comme œuvre d'art et comme dispositif de réflexion des systèmes modernes de représentation qui donne à cette vision tout son sens, pour qui y prend garde.

Assayas rend sensible, au sens strict de « perceptible par les sens », la fameuse phrase de Guy Debord sur la société du spectacle comme moment où le capital atteint un tel degré de densité qu'il

devient image. Voilà que soudain on voit – et s'étonne de ne pas l'avoir toujours vue comme telle – l'image mondialisée de la fusion du spectacle de l'argent et du spectacle du pouvoir comme toile de fond du quotidien.

### VISUEL INDUSTRIALISÉ

Il faut au moins le bon tiers du film déjà advenu pour percevoir soudain combien cette « image », au sens le plus faible du terme, devenue ordinaire sur les télévisions, synthétise un état contemporain des rapports sociaux – il est presque caricatural que l'« inventeur » de ce dispositif télévisuel, le banquier ayant fait fortune dans l'affichage audiovisuel des cours de Bourse et leur accès informatisé, Michael Bloomberg, soit devenu maire de New York après le 11 septembre. Ce que dit Bush n'a, à cet égard, aucune importance : il est une figure parmi d'autres du pouvoir, une trace visible parmi ces traces que sont les chiffres et les signes indiquant l'état en temps réel de la spéculation.

*Demonlover* est saturé des manifestations contemporaines du visuel industrialisé : orgie de violence des films hollywoodiens sur les écrans vidéo de l'avion dès la première séquence ; fétichisme publicitaire avec l'assistante de direction fascinée par sa nouvelle berline « *noir obsidienne* » ; omniprésence des terminaux d'ordinateurs ; jeux des reflets sur le verre et acier de

l'architecture moderne ; mondialisation des imageries de distraction et des fantasmes avec la visite aux industriels de l'animation japonaise pour adultes ; plan d'un écran de télévision qui inclut un film porno et la marque du fabricant du récepteur ; banalisation des petites caméras DV ; technologie des sites internet interactifs ; jeux vidéo pratiqués compulsivement dans les chambres partout identiques des hôtels internationaux, etc.

« *Juste une image* » disait naguère Jean-Luc Godard, dans une formule qui, loin de minimiser l'image, la valorisait au contraire, affirmant sa puissance très supérieure à « une image juste », c'est-à-dire une image asservie à une thèse, illustrant une démonstration, fût-elle juste. Juste une image, celle qui naît dans un coin de l'écran au cours d'un plan fugace, synthétise ce contre quoi *Demonlover* combat, avec un brio souvent ludique : l'aveuglement organisé qui tend à faire oublier que dans les abstractions les plus impalpables se joue le malheur des humains, souvent leur vie et leur mort. Le visuel est là pour qu'on l'oublie, les images, les vraies, pour qu'on ne l'oublie ni ne l'accepte.

J.-M. F.

VIENT DE PARAITRE

Le Monde de l'éducation

MONDIALISATION  
L'école devient une marchandise

ENTRETIEN  
Michelle Perrot  
L'histoire de la cause des femmes

L'œuvre contestée de Luc Ferry

Télé contre école  
Le choc des cultures

● Jules Ferry contre « Star Academy » : une concurrence déloyale ● Violence à Florian : le débat ● Flot de critiques sur le service public ● L'amour sans déclic ● Seul recours : l'éducation à l'image

Théâtre de la Ville  
DIRECTION GUY VIOLETTE  
PARIS

SAM. 9 NOV. 17H  
Okna Tsahan  
Tzam chant diphonique  
Epi mérin khour, chant  
KALMOUKIE-MONGOLIE

2 PLACE DU CHÂTELET PARIS 4  
01 42 74 22 77  
www.theatredelaville-paris.com

Du 5 au 17 novembre - 20h  
PLATONOV  
d'après A. TCHEKHOV

adaptation et mise en scène  
Eric LACASCADE  
Centre Dramatique National de Normandie  
Comédie de Caen

Première en Ile de France  
Création Festival d'Avignon 2002

LES GEMEAUX/SCEAUX  
SCENE NATIONALE  
01 46 61 36 67

### LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'écrans	Évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie	
1	Dragon rouge	1	515 166	600	↔	515 166
2	Stuart Little 2	3	458 882	594	↗ + 3 %	1 408 322
3	Décalage horaire	1	436 366	504	↔	436 366
4	Signes	3	315 534	643	↘ - 26 %	1 580 261
5	Minority Report	5	312 331	590	↘ - 9 %	3 085 587
6	Spirit, l'étalon des plaines	4	195 402	498	↗ + 5 %	898 418
7	Austin Powers Goldmember	2	180 064	551	↘ - 37 %	552 493
8	Embrassez qui vous voudrez	4	151 307	393	↘ - 26 %	1 201 543
9	Le Transporteur	2	128 466	484	↘ - 36 %	389 172
10	Quelqu'un de bien	3	119 715	363	↘ - 30 %	613 789

AP : Avant-première \* Estimation

Trois films sortis cette semaine attirent plus de 850 spectateurs par écran cette semaine, relevant chacun d'une catégorie distincte. Les habitués de chez Hannibal, restaurant cannibale, n'ont pu résister à l'appel de *Dragon rouge*, qui se place en tête, pas très loin devant *Décalage horaire*, comédie française qui renouvelle sagement les canons du genre. Plus bas dans le classement, car distribué dans moins de salles, *Adolphe*, de Benoît Jacquot, permet à Isabelle Adjani de renouer avec le succès public. Pour ces derniers jours de vacances scolaires, les très jeunes semblent s'être précipités plus nombreux au cinéma que les adolescents. Alors que *Stuart Little 2* et *Spirit* affichent toujours des scores honorables, on remarque les piètres performances de *Goldmember* (*Austin Powers*), du *Transporteur*, produit par Luc Besson, ou de *Halloween Resurrection*. L'échec de cette nième resucée montre que la propagation des rites païens, tant décriée la semaine passée, ne concerne pas le cinéma.

**Dérapages incontrôlés**, de Roger Michell •  
Un film qui refuse le spectaculaire

## Une fable implacable sur la fragilité du contrat social

UN HOMME en instance de divorce et en cure de désintoxication (Samuel L. Jackson) tente de prouver à la justice sa capacité à garder ses enfants. Un jeune avocat (Ben Affleck) est engagé dans une procédure qui oppose son cabinet aux gestionnaires d'une fondation culturelle. Un accrochage bénin sur la route qui les mène au palais de justice, une légère altercation, la désinvolture discourtoise du juriste, un échange de numéros de téléphone, un dossier oublié, et la mécanique s'enraye. Le père malheureux, mais digne, se voit refuser la garde des enfants en raison de son retard, le jeune avocat est contraint de mentir en l'absence de la pièce administrative nécessaire à sa requête. Celle-ci est entre les mains du premier, bien décidé à lui faire payer son infortune en ne lui rendant pas ce document essentiel. Le riche entend d'empisonner l'existence du pauvre en bloquant sa situation administrative et bancaire.

On voit bien que se dessine derrière cet argument le vertige effrayant de la disparition des règles sociales au profit d'un rapport de force qui ne serait pas déterminé par le droit. Il n'y a sans doute rien de plus sérieux dans l'histoire du cinéma américain que cette dialectique entre la sauvagerie et la civilisation, le droit et le chaos. *Dérapages incontrôlés* vient le démontrer avec un refus du spectaculaire et une économie de moyens estimables.

Avant que tout rentre dans l'ordre des préceptes hollywoodiens, on aura frémi devant cet implacable constat. Le choix des deux acteurs apparaît paradoxalement judicieux, la tentation du mal éclipsant sardoniquement la perpétuelle dignité coincée de Samuel Jackson et la fadeur idéaliste de Ben Affleck.

Jean-François Rauger

Film américain. Avec Samuel L. Jackson, Ben Affleck, Toni Collette. (1 h 40).

Riche de 25 films en sélection, la huitième manifestation organisée par le Forum des images renforce sa crédibilité face à un Festival de Paris dont la municipalité a décidé de se retirer

## Hommages et découvertes aux Rencontres internationales de cinéma

À L'HEURE où le Festival de Paris – grand-messe mondaine qui ne sera jamais parvenue à se hisser au niveau des grandes manifestations internationales – connaît quelques avanies qui ont conduit la mairie à annuler sa participation financière à cet événement, les Rencontres internationales de cinéma à Paris, organisées par le Forum des images depuis huit ans, continuent à s'imposer comme un rendez-vous foisonnant et incontestable.

Cela tient, pour l'essentiel, à trois caractéristiques, qui ont partie liée. La première est la volonté délibérée de ne pas lutter avec les grands festivals sur le plan de l'exclusivité et de la compétitivité des films, la programmation résultant d'un choix d'œuvres glanées selon le seul critère de leur qualité. La deuxième consiste à privilégier les premières et deuxième œuvres, qui n'ont, pour la majorité d'entre elles, pas encore trouvé de distributeurs en France. La troisième est de consacrer la manifestation autant au

grand public qu'aux professionnels, qui bénéficient, de ce fait, de l'opportunité, souvent unique, de voir des œuvres rares, dont l'avenir commercial en France n'est pas nécessairement assuré.

C'est d'ailleurs, comme le rappelle Marie-Pierre Macia, la déléguée générale du festival, l'une des principales vertus des Rencontres que de « permettre à certains films que nous présentons d'être achetés, chaque année, par des distributeurs français ». Laurence Herszberg, qui vient de succéder à Michel Reilhac à la direction du Forum des images, définit quant à elle ces Rencontres comme « la manifestation cinéphilique par excellence, qui répond à ce titre à la vocation du Forum, qui consiste à allier l'ouverture cinématographique à l'esprit de découverte, et de faire découvrir au public des auteurs peu connus ».

Cette huitième édition se partage, comme à l'ordinaire, selon deux grands axes : la sélection et les hommages. On dénombre au chapitre

de la première vingt-cinq films, parmi lesquels dix-huit fictions et sept documentaires, ce dernier genre étant manifestement à la hausse. Des œuvres venues d'Argentine (formidable *Bonanza*, d'Ulises Rosell, tourné dans une famille de truculents ferrailleurs de Buenos Aires), de Corée (*Camel(s)*, de Park Kiyong, revisite extrême-orientale du cinéma de Chantal Akerman), de Hongrie (*Hukkle*, de György Palfi, qui mêle la chronique rurale et le polar sans l'ombre d'un dialogue) ou des Etats-Unis (*How to Draw a Bunny*, de John Walter, consacré à l'une des figures de proue du pop art, Ray Johnson).

*Beaucoup de films français sont présentés en avant-première mondiale, les producteurs espérant ainsi un bouche-à-oreille favorable*

On compte également beaucoup de films français en avant-première mondiale, dont la présence atteste l'importance accordée aux Rencontres par les producteurs, qui considèrent la manifestation comme une première prise de contact avec le public et comme un moyen de lancer un bouche-à-oreille qu'ils espèrent favorables. On découvrira ainsi cette année les premiers longs-métrages du très talentueux Philippe Ramos (*Adieu pays*), découvert en 2000 avec *L'Arche de Noé*, et du non moins passionnant Pierre Tridivic qui, après *Ceci n'est pas une pipe*, signe *Dancing* avec Patrick-Mario Bernard et Xavier Brillat. On verra également les nouveaux films d'Agnès Varda (*Deux ans après*, manière de postface aux *Glaneurs et la Glaneuse*) et de Raymond Depardon (*Un homme dans l'Occi-*

*dent*), ainsi que le très attendu trip-tique de Lucas Belvaux (*Cavale, Un couple épatant et Après la vie*).

Ce brillant échantillon de talents sera agrémenté d'une série d'hommages au moins aussi alléchants, qu'il s'agisse, côté acteurs, de Sabine Azéma et de Tim Roth ; côté cinéastes, de l'immense documentariste américain et pionnier du cinéma direct D. A. Pennebaker, et de Roberta Torre, cinéaste italienne apte à réconcilier les cinéphiles avec le septième art de la Péninsule ; et enfin, côté producteurs, de Lisa Stantic, à qui l'on doit l'efflorescence de la jeune et talentueuse génération du cinéma argentin, depuis Pablo Trapero jusqu'à Lucrecia Martel. Des ateliers permettront enfin au public de rencontrer, en toute liberté, des professionnels autour de questions qui intéressent l'actualité du cinéma.

Paris a donc un festival digne de ce nom tout trouvé, d'autant plus que les Rencontres, au même titre que le Forum des images, doivent à la Ville l'essentiel de leur financement. C'est ce que semble envisager la municipalité, où Régine Hatchondo, déléguée de la mission cinéma, laisse entendre que « la création d'un événement cinématographique à laquelle nous travaillons pour 2003 s'appuierait très certainement sur la structure et l'esprit des Rencontres, en élargissant son champ d'action ». Il s'agirait donc, pour la capitale, non pas de concurrencer les grands festivals internationaux – ce qui serait d'autant plus absurde que le plus prestigieux d'entre eux est situé sur la Côte d'Azur –, mais, pour reprendre les mots de Régine Hatchondo, de « condenser en l'espace de dix jours ce qu'offre habituellement Paris en la matière : une profusion et une diversité de l'offre et de l'infrastructure qui permettent à cette ville d'incarner une alchimie cinématographique unique au monde ».

Jacques Mandelbaum

Forum des images, porte Saint-Eustache, Forum des Halles, M° Les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. Du 7 au 17 novembre.

Internet : [www.forumdesimages.net](http://www.forumdesimages.net)

SUR LE CABLE ET CANAL SATELLITE [planetes.com](http://planetes.com)

**Il défie l'Amérique de père en fils. Qui est vraiment Saddam Hussein ?**

MERCREDI 6 NOVEMBRE  
SOIRÉE SPÉCIALE "SADDAM HUSSEIN"

20h45 : Saddam Hussein, le maître de Bagdad  
21h40 : En quelques mots... Saddam Hussein (débat en partenariat avec I>TÉLÉ)  
22h10 : Oncle Saddam

LA RÉALITÉ EST TOUJOURS PLUS FORTE QUE LA FICTION.

PLANETE

**rencontres**  
internationales de cinéma à Paris  
du 7 au 17 novembre 2002 / 8<sup>e</sup> édition

cinéma  
cinéma  
cinéma

hommages exceptionnels  
à **Sabine Azéma**  
et **Tim Roth**  
en leur présence

Invitation au maître du cinéma-vérité  
**Donn A. Pennebaker**  
avec ses grands classiques sur David Bowie,  
Jimi Hendrix ou Bob Dylan...

Rencontre aussi avec  
les réalisateurs **Jonathan Nossiter**  
**Roberta Torre** et **Isao Takahata**  
la plasticienne **Vivian Ostrovsky**  
l'écrivain **Leslie Kaplan**  
la productrice argentine **Lita Stantic**

l'actualité du festival au jour le jour  
[www.forumdesimages.net](http://www.forumdesimages.net)

fréemédia  **forumdesimages**

MAIRIE DE PARIS  **forumdesimages**  
Porte Saint-Eustache, Forum des Halles, 75001 Paris  
01 44 76 62 00 - [contact@forumdesimages.net](mailto:contact@forumdesimages.net)

## Festival Toute la vitalité du Mexique



**AMIENS** A l'approche de l'hiver, Amiens se place au centre d'une planète cinéma aux contours chaque fois renouvelés. Au bout de vingt-deux éditions, on peut recenser quelques tropismes récurrents : la Picardie est un bon endroit pour prendre des nouvelles de l'Afrique subsaharienne ou pour explorer les marges du cinéma américain.

Mais, chaque année, le Festival d'Amiens prend de nouvelles directions. Pour 2002, comme en témoigne l'héroïque pistolero qui orne l'affiche, on met le cap sur Mexico. L'une des grandes rétrospectives est en effet consacrée aux studios Churubusco Azteca, sis à Mexico Ciudad, dont on pourra voir (et découvrir, pour la plupart d'entre eux) une trentaine de films, produits entre 1945 et 1990. Si l'on

repère facilement les noms de Bunuel et Ripstein dans cette programmation, si les plus avertis des cinéphiles se réjouiront de pouvoir avancer dans la connaissance de l'œuvre du très prolifique Emilio Fernandez ou dans les horreurs kitsch de Fernando Mendez, l'essentiel des films présentés ici n'ont presque pas été montrés en France, comme *El Apando*, chronique carcérale de Felipe Cazals, et permettront de suivre les hauts et les bas d'un cinéma dont la vitalité a été mise à mal pendant la

dernière décennie et qui commence juste à recouvrer sa vitalité.

Edgar G. Ulmer fait l'objet de l'autre grande rétrospective. Parce que le Festival d'Amiens a déjà projeté les films en yiddish de l'auteur de *Chat noir*, il y a dix ans, cette fois, le programme est bâti autour de sa production hollywoodienne en une douzaine de films. Mais avec, en prime, un film à ce jour inédit en France, *Natalka Poltavka*, tourné en ukrainien en 1936, au hasard des tribulations du cinéaste, lorsqu'il lui fallut quitter Hollywood après être tombé en disgrâce. L'adaptation de cette opérette fut financée par un syndicat de laveurs de carreaux ukrainiens de New York.

Un hommage sera rendu au Burkinabé Gaston Kaboré, dont on pourra découvrir plu-

sieurs courts-métrages didactiques tournés à l'intention des paysans de son pays, tout en revoyant trois de ses longs-métrages : *Zan Boko*, témoignage cruel et drôle sur la corruption des élites, *Rabi*, exquise chronique villageoise, ou *Buud Yam*, épopée mossi qui fait du Burkina Faso un continent à lui seul. Le cinéaste participera à une réflexion sur l'avenir du cinéma en Afrique, réflexion que nourrira une très abondante programmation de films de tous métrages réalisés ces deux dernières années sur le continent.

Cet ensemble de rétrospectives est complété par un programme des films du documentariste italien Vittorio de Seta, contemporain des néoréalistes, chroniqueur de la vie quotidienne du Mezzogiorno, et par une carte blanche à Jean-François Stévenin, qui a permis à l'auteur de *Mischka* de jeter un pont entre *Opening Night*, de John Cassavetes, et *Les Patriotes*, d'Eric Rochant.

En compétition, on retrouve cette configuration cosmopolite avec *Nha Fala*, le nouveau film du Bissau-Guinéen Flora Gomes, *Ticket to Jerusalem*, du Palestinien Rashid Masharawi, et *Rua 6, s/nº*, du Brésilien Batista de Andrade. Le jury sera présidé par une grande figure du cinéma indépendant américain, Monte Hellman.

T. S.

22<sup>e</sup> Festival international du film d'Amiens, du 8 au 17 novembre. Renseignements à la Maison de la culture d'Amiens, tél. : 03-22-71-35-70. Tarif : 5 € et 4 € (réduit). Carte cinq places : 17,50 €. Carte illimitée : 40 €. Photo : El Apando. © D. R.

## NOUVEAUX FILMS

## Anita n'en fait qu'à sa tête

**APRÈS** trente ans au guichet d'un cinéma de quartier, Anita croit fermement que seuls les films peuvent réserver des surprises. Mais à la veille de ses 50 ans, ses certitudes et sa vie tranquille de veuve respectable sont anéanties : le cinéma est rasé, et une équipe d'ouvriers investit le terrain pour construire un multiplexe. Observatrice fascinée du chantier, Anita est séduite par Antoni (José Coronado), qui conduit la pelleteuse. Commence alors l'histoire touchante d'une femme mûre qui s'abandonne à une liaison passionnée. La réelle fraîcheur du récit va de pair avec une certaine maladresse. Ventura Pons alourdit le propos avec son évocation platement nostalgique de l'âge d'or hollywoodien. Pesant dans ses tentatives comiques, le film manque de fantaisie et ne trouve le ton juste que dans des moments de mélancolie, qui tirent le personnage vers la solitude. Ces instants précieux où le réalisateur fait confiance à son actrice, Rosa Maria Sardà, laissent l'impression trop fugitive d'un charme en demi-teinte.

FL. C.

Film espagnol de Ventura Pons avec Rosa Maria Sardà, José Coronado, Maria Barranco. (1 h 30.)

## Juste un baiser

**LE TROISIÈME FILM** de Gabriele Muccino est une sitcom générationnelle rusée sur les tourments sentimentaux et psychologiques de représentants caricaturaux de la classe moyenne. Hormis son habileté scénaristique dans le registre « industrie lourde », *Juste un baiser* n'aurait strictement aucun intérêt s'il n'était devenu un triomphe commercial en Italie, selon un phénomène assez comparable à ce que fut *Trois hommes et un couffin* en France il y a une quinzaine d'années. On peut se contenter du constat sociologique – à certains moments, une population identifie le miroir qu'elle cherchait pour sourire d'elle-même en se rassurant. Face à la complaisance de la réalisation, on peut aussi voir, dans ce qui fut jadis le pays de Rossellini et de Pasolini, un état des esprits et de la morale dont le résultat aux élections serait une autre traduction.

J.-M. F.

Film italien de Gabriele Muccino. Avec Stefano Accorsi, Giovanna Mezzogiorno, Stefania Sandrelli, Martina Stella. (1 h 55.)

## Jay et Bob contre-attaquent

**GLANDEURS** (en américain, « slackers ») de l'espèce que l'on rencontre dans les galeries commerciales bas de gamme, Jay et Bob sont devenus, au fil de l'œuvre de Kevin Smith, un duo comique comme le cinéma américain en a connu. Mais le grand blond aussi bête que bruyant (Jason Mewes) et le petit gros silencieux et barbu (Kevin Smith) se situent plutôt au niveau d'Abbott et Costello qu'à celui de Laurel et Hardy. Après avoir dévoilé le secret de leur naissance (et c'est sans doute le meilleur gag du film), Kevin Smith les envoie en direction de Hollywood, où les deux compères veulent empêcher l'adaptation cinématographique de leurs lamentables aventures. Pour chaque gag efficace, le scénario fait chèrement payer son éclat de rire au spectateur, à force de dialogues pleins de private jokes que l'on n'a guère envie de partager, d'interventions de vedettes amies (dont Ben Affleck) qui tournent en dérision leur personnage public sans jamais prendre de risque (à l'exception de Chris Rock, qui préfère se moquer de Spike Lee que de lui-même). Il faut attendre l'arrivée dans le studio pour que le film reprenne, sans imagination mais avec conviction, la tradition de la course-poursuite établie, dans les mêmes lieux, il y a bientôt cent ans, par le studio Keystone.

T. S.

Film américain de Kevin Smith. Avec Kevin Smith, Jason Mewes, Ben Affleck, Chris Rock. (1 h 44.)

## PARIS

**ICÔNES**  
En liaison avec une exposition consacrée par le Musée du Louvre à l'art des icônes, l'auditorium propose un cycle de films qui veut mettre au jour l'influence byzantine sur le cinéma.

Deux types d'œuvres seront ainsi convoqués : des films dont l'esthétique peut être rapportée à cette tradition antinaturaliste – d'Andrei Roublev, d'Andrei Tarkovski, au *Lit de la vierge*, de Philippe Garrel, en passant par *Les Saisons*, d'Artavazd Pelechian, et par *La Légende de la forteresse de Souram*, de Sergueï Paradjanov – et des documentaires consacrés à l'art des icônes.

Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, le passage Richelieu ou les galeries du Carrousel, Paris-1<sup>er</sup>, M<sup>o</sup> Louvre. Tél. : 01-40-20-51-86. Du 7 au 17 novembre.

## PARIS

## Vingt ans, vingt trésors

Riche programme que celui concocté par la Cinémathèque de la danse pour fêter son vingtième anniversaire. Soit une grosse soirée de cinéma chanté et dansé, avec trois compilations de documents rares (de Fred Astaire à Georges Balanchine, du classique au twist, de Samia Gamal à Jean Rouch...), et, en plat principal, l'un des chefs-d'œuvre de la comédie musicale indienne, *Pazeeka* (1972), de Kamal Amrohi.

Cinémathèque française, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Léna ou Trocadéro. Tél. : 01-53-65-74-70. Samedi 9 novembre, de 20 h 30 à 1 h 30.

## COMPIÈGNE

## Témoin de l'histoire

Deux grands axes pour ce tout nouveau festival, dévolu à la mémoire historique : un hommage au cinéaste Pierre Schoendoerffer (*La 317<sup>e</sup> Section*, *Le Crabe-Tambour*, *L'Honneur d'un capitaine*...) et une vaste rétrospective de films consacrés à Napoléon, depuis *Entrevue de Napoléon avec le pape* (1895), des frères Lumière, jusqu'à *Pan Tadeusz* (2000), d'Andrzej Wajda, en passant par le *Napoléon* (1925) d'Abel Gance, le *Napoléon à Sainte-Hélène* de Lupu Pick, ou l'*Adieu Bonaparte* de Youssef Chahine.

Hôtel de ville, Compiègne (Oise). Tél. : 03-44-40-73-41. Du 7 au 11 novembre.

## POITOU-CHARENTES

## Un cinéaste sous l'arbre

Destinée à un jeune public et dispersée sur plusieurs sites de la région (Châtelleraut, Poitiers, Angoulême...), cette intéressante manifestation met cette année à l'honneur l'un des grands maîtres de l'animation japonaise, Isao Takahata, auteur du *Tombeau des lucioles* (1988) et de *Mes voisins les Yamada* (1999). Outre une rétrospective de ses œuvres, le festival propose une programmation et des ateliers qui font la part belle à son univers

artistique, qu'il s'agisse de ses influences cinématographiques (Prévert, Rossellini, Grimault...), littéraires (Kenji Miyazama) ou musicales (Beethoven).

Images et Compagnie. Tél. : 05-49-27-32-50. Du 4 au 11 novembre.

## BREST

## Festival européen du film court

Le port finistérien est un des principaux rendez-vous annuels du court-métrage en France. Au programme de cette 17<sup>e</sup> édition, une compétition qui propose un tour d'Europe en 38 courts, un panorama de la production belge à travers la sélection de films issus de trois écoles réputées, ainsi qu'un hommage aux grands pionniers (Henri Storck, Paul Meyer, Charles Dekeukeleire...) et une nuit dédiée à l'émission « Strip-tease », enfin une sélection dévolue au cinéma social et au monde ouvrier.

Association Côte ouest, Brest (29). Tél. : 02-98-44-03-94. Site Internet : www.film-festival.brest.com. Du 9 au 17 novembre.

## LILLE

## Cinéma portugais

Fruit de deux associations lilloises – Cinéuso et Cité-philos –, cette passionnante programmation se déroule en deux temps et en deux lieux. A Lille, d'abord, où Manoel de Oliveira (*Non, ou la vaine gloire de commander*) sera associé à José Alvaro Morais (*Zefiro*), Joao Bothello (*Moi, l'autre*) et Abi Feijo (*Les Brigands*) pour permettre de

## Sélection DVD par Samuel Blumenfeld

## Memento

On le sait depuis au moins *Mulholland Drive* : certains films semblent trouver une force et une signification supplémentaire grâce au DVD. Construit en séquences de dix minutes, *Memento* commence par la fin et avance à rebours. Chaque flashback en déclenche un autre. Ce procédé ne vise pas seulement à entretenir la vigilance du spectateur, il joue aussi sur un scénario brillant où le protagoniste principal, traumatisé par le meurtre de sa femme et un coup sur la tête, a perdu toute mémoire de court terme. Chaque séquence commence donc avec un personnage vierge et « innocent » qui doit comprendre pourquoi il se trouve dans cette situation. *Memento* pourrait ressembler à un exercice facile, mais le DVD fait ressortir toute sa dimension philosophique. Il s'agit à la fois d'un tour de force de frustration, d'un tribut pervers à la tyrannie du modèle hollywoodien et à la linéarité de ses récits, et d'une publicité masquée pour les lecteurs DVD. Grâce au chapitrage, *Memento* s'adresse à l'intelligence du public qui n'a plus qu'à mettre les séquences dans l'ordre qu'il désire. Le film de Christopher Nolan est un thriller épistémologique qui repose sur la question suivante : peut-on vraiment se connaître ? L'édition DVD propose un commentaire de Christo-

pher Nolan et le film en montage inversé. La vision du film dans l'ordre ne le rend pas plus intelligible, elle souligne son caractère séquentiel spécifiquement adapté au DVD. 2 DVD, version originale sous-titrée et version française. (1 h 49.) Pathé.

## Retour vers le futur

Moins audacieux que *Memento*, la trilogie de *Retour vers le futur* reste un travail assez étonnant qui participe d'une nostalgie des années 1950, en vogue au moment où Robert Zemeckis réalise le premier volet de la série en 1985. Le mérite de cette édition est de réévaluer les deux suites de *Retour vers le futur*. Le premier volet jouait de manière fine sur la superposition du passé et du futur, et d'un passé virtuel que le héros s'efforçait d'empêcher sous peine de disparaître. Cette manière de jouer en permanence sur deux niveaux de récit anticipe les expérimentations de *Matrix* avec une superposition d'histoires possibles sélectionnées par le héros. La suite de *Retour vers le futur* fait cohabiter de manière délirante les années 1950 avec un univers futuriste. Méconnue, elle constitue l'une des plus féroces critiques de la domination de la société par la technologie. Cette édition comporte beaucoup de bonus, dont une piste audio de Robert Zemeckis et des documentai-

res qui ne vont pas au-delà des habituelles anecdotes de tournage. 3 DVD, version originale sous-titrée et version française. Universal Vidéo.

## Le Monde perdu

Arte Vidéo poursuit son travail sur le cinéma muet avec une édition exemplaire du chef-d'œuvre de Willis O'Brien, le responsable des effets spéciaux de *King Kong*, qui réalise avec cette version du roman de Conan Doyle le film sans lequel *Jurassic Park* n'aurait jamais été possible. La maladresse même des trucages de O'Brien donne à cette île du Brésil, où une expédition découvre des animaux préhistoriques, une poésie que furent loin d'égaliser ses successeurs. O'Brien a toujours voulu demeurer un primitif et s'est toujours éloigné de la vraisemblance. L'apparition de ses dinosaures reste encore un moment saisissant car elle ne s'appuie pas, à l'inverse de la technologie numérique, sur un réalisme absolu, mais sur un art de la suggestion et de la persuasion. Le film est commenté par Roy Pilot, un spécialiste de Willis O'Brien, et est accompagné de scènes coupées et d'un étonnant court-métrage d'O'Brien, *R.F.D. 10,000 B.C.* qui peut se regarder comme un brouillon du *Monde perdu*. 1 DVD, version originale sous-titrée. (1 h 41.) Arte Vidéo.

CANNES 2002 SÉLECTION OFFICIELLE HORS COMPÉTITION

Un texte bouleversant dans une mise en scène impressionnante de rigueur et de lyrisme.

LE MONDE

LA DERNIÈRE LETTRE

UN FILM DE FREDERICK WISEMAN

AVEC CATHERINE SAMIE (SOCIÉTAIRE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE)  
D'APRÈS LE ROMAN "VIE ET DESTIN" DE VASSILLI GROSSMAN

mac 60 Liberation 13 NOVEMBRE AD VITAM France Culture



# Philippe Caubère, vitrioleur de Mai 68

Prince de l'autofiction, le comédien joue sa vie, en solitaire, depuis vingt ans. Il donne aujourd'hui sa vision, drôle et caustique, d'une année historique

**DANS LA PÉNOMBRE** du grand plateau du Théâtre du Rond-Point, à Paris, un océan de tapis aux dehors persans attend la houle qui, au soir du 5 novembre, déferlera pour emporter un drôle de zigue du nom de Ferdinand sur les rives d'un continent lointain, 1968. A mi-hauteur de la salle Renaud-Barrault, tout à fait vide cette après-midi-là, Philippe Caubère se concentre. Jeans noirs, chemise blanche, le cheveu mi-long, le regard toujours aussi clair, il ne paraît pas s'effrayer de cette nouvelle traversée absolument solitaire.

Voilà vingt ans que le vibrant Molière d'Ariane Mnouchkine a rompu les ponts avec toute idée d'exercice collectif de la scène pour écrire, jouer et le plus souvent filmer une longue et hilarante autobiographie romancée en trois grands chapitres - *La Danse du diable*, *Le Roman d'un acteur* et *L'Homme qui danse* - et une infinité d'épisodes. Les deux plus récents, *Octobre* et *Avignon*, regroupés sous le nom de *68 selon Ferdinand*, sont présentés en alternance jusqu'au 31 décembre salle Renaud-Barrault tandis que *Les Enfants du soleil*, *La Fête de l'amour*, *Le Triomphe de la jalousie* et *Aragon, le communiste et le fou*, quatre films réalisés par Bernard Dartigues d'après les spectacles du même nom de Philippe Caubère, sont projetés dans la petite salle Jean-Tardieu. Un festival Caubère, en somme, pour contrebuttre un automne qui s'annonce pluvieux.

Pour écrire *68 selon Ferdinand*, le petit prince de l'autofiction a fouillé dans ses archives et retrouvé les enregistrements d'une improvisation menée en 1980. Matière, déjà, de *La Danse du diable*, elle est ici restituée dans sa version intégrale. « C'est une sorte d'analyse de ce qui m'est arrivé durant mon enfance et mon adolescence afin d'essayer de comprendre ce que je pouvais bien faire sur terre », explique-t-il dans l'intimité de sa loge du Rond-Point, petite pièce aveugle nichée sous les toits de ce théâtre dédié depuis la rentrée à la création dramatique la plus contemporaine. « Pendant quinze ans, j'ai regretté chaque jour de n'avoir pas mis en forme et joué dans son intégralité le spectacle originel. J'y suis finalement arrivé. C'est important car ces textes donnent un portrait plus complet de ma mère et réunissent des séquences jamais montrées sur 1968. »

Cette année-là, Philippe Caubère a dix-huit ans. Le jeune Marseillais devient élève-comédien au sein du Théâtre d'essai d'Aix-en-Provence, créé et dirigé par Eric Eychenne, en compagnie de Maxime Lombard, Jean-Claude Bourbault et Bruno Raffaëlli. Il

## BIOGRAPHIE

► 1950

Naissance à Marseille.

► 1971-1976

Comédien au Théâtre du Soleil, dans « 1789 », « 1793 » et « L'Age d'or ».

► 1977

Interprète le rôle-titre dans « Molière », film d'Ariane Mnouchkine.

► 1981

Création de la première version de « La Danse du diable », à Bruxelles.

n'a alors pas grand-chose d'un révolutionnaire. Les événements de mai vont pourtant changer le cours de sa vie. « C'est l'année où j'ai quitté ma famille. C'étaient des gens très intelligents mais je ne pouvais rien faire, je n'avais même pas le droit de baiser... Le spectacle du pouvoir de la rue, la confusion extrême qui régnait entre les anars, les babas cool, les gauchistes était très amusante. Avec le recul, je pense que je tenais plutôt de l'étudiant chinois de la place Tiananmen. J'étais romantique, pas très politisé, j'admirais Malraux et ne savais pas qui était Trotski. On n'avait pas fait de barricades et on n'avait participé à aucune émeute... »

## MOQUER L'ESPRIT DE SÉRIEUX

La petite bande d'Aix, restituée dans *Octobre* de manière extrêmement truculente, préfère la moquerie. « On se moquait des communistes, des gauchistes intégristes, de tous ces gens contaminés par l'esprit de sérieux. Cet esprit de sérieux, je l'ai attrapé en 1971, quand on a créé un spectacle sur la Commune de Paris avec les gens de la Ligue communiste d'Aix. » Un spectacle qui ne propulsera pas Philippe Caubère sur la scène politique mais qui, présenté au Théâtre de la Tempête de la Cartoucherie de Vincennes, sera vu par la troupe du Théâtre du Soleil et lui vaudra

d'être repéré puis embauché par Ariane Mnouchkine.

« A l'époque, il était très facile d'être contre. Contre les cocos parce qu'ils étaient stalinien, contre les maos, contre les drogués qui m'emmerdaient. Il était aussi très difficile d'être pour. Pour la Ligue ? C'étaient les moins sectaires mais je ne trouvais pas l'art là-dedans. La rencontre avec Ariane a été déterminante : elle m'a sorti de ce bordel pour m'offrir un cadre structuré, artistique, auquel je pouvais enfin adhérer pleinement. Mais il faut que je dise que tous mes codes secrets appartiennent à Mai 68. Si les événements n'avaient pas eu lieu, j'en aurais crevé. »

Cette révolution personnelle nous vaut aujourd'hui la substance d'*Octobre*, opus totalement burlesque, totalement fantasque aussi qui met aux prises Ferdinand avec quelques figures de profs de théâtre délirantes. « La fin des années 1960 fut dans la réalité une période de révolution théâtrale. J'ai voulu que cet épisode, au-delà de son caractère provocant, soit tendre et bienveillant. » En revanche, les répercussions du joli mois de mai sur le déroulement du Festival d'Avignon et le procès en sorcellerie intenté alors à Jean Vilar lui ont inspiré *Avignon*, violente diatribe contre la fausse modernité et le sectarisme qu'il a voulue « délibérément mal-

veillante » : « Il fallait régler son compte au règlement de comptes qui a eu lieu cet été-là lors du festival. Avignon 68 décrit avec violence un moment où, en raison d'une certaine démagogie, d'un certain autoritarisme, d'enjeux de pouvoir aussi, certains ont prétendu qu'il fallait haïr des gens qui avaient vraiment du talent. Là, j'ai voulu que l'humour devienne acerbe, un peu amer même. »

Philippe Caubère devait présenter ce spectacle, créé en septembre 2001 au Théâtre du Chêne-Noir à Avignon, au printemps, à Paris, en pleine période électorale. « Ça ne m'aurait pas plu, quand j'y repense. Le 21 avril, avec la présence de Le Pen au second tour, un rideau de fer est tombé sur la scène politique. Quelques mois plus tard, mon spectacle a pris une allure plus saine, presque salutaire. »

Olivier Schmitt

*68 selon Ferdinand*, écrit, mis en scène et joué par Philippe Caubère. Tous les jours, sauf lundi et dimanche, à 20 h 30. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-D.-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-95-98-21 ou 01-44-95-98-10. De 7,5 € à 26 €. Jusqu'au 31 décembre. Le texte des deux épisodes est paru aux Editions Joëlle Losfeld, 240 p., 13 €.



MARC ENGUERAND / ENGUERAND

## LES GENS DU MONDE

■ Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche*, **Woody Allen** déclare : « Comme la majorité des Américains, je pense que **Bush** n'a pas avancé des raisons convaincantes pour faire la guerre [à l'Irak]. On a donc l'impression troublante qu'il persiste pour des raisons personnelles et politiques. Tout le monde s'est rallié autour du président après le 11 septembre, mais il a gaspillé toute cette bonne volonté parce qu'il n'a aucune idée sur rien. »

■ Le prix **Henri-Jeanson** a été décerné à **Michel Blanc**, le metteur en scène-acteur d'*Embrassez qui vous voudrez*, pour son travail de scénariste et de réalisateur, par la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

■ Dans un entretien accordé à *Télérama*, **Isabelle Adjani** revient sur ses occasions manquées au cinéma. *Cet obscur objet du désir* ? « J'avais une rage de dent, je ne pouvais pas aller voir Buñuel. J'étais très jeune. Ce sont des temps innocents où l'on ne sait pas les règles. » **Jacques Demy** et *Trois places pour le 26* ? « Je ne me souviens même plus de la nature de l'empêchement. » *La Leçon de piano*, de **Jane Campion** ? « Une conversation avec elle aurait sans doute suffi pour que je me laisse gagner par le désir, mais j'étais empêtrée dans mes propres films d'amour... » **Ingrid Bergman** disait en substance : « Si je n'avais pas aimé autant faire la sieste et tomber amoureuse, j'aurais fait plus de films. »

■ Ancien directeur du Fonds pour la création musicale, **Bruno Boutleux** vient d'être nommé directeur général des Jeunesses musicales de France (JMF). Cette union d'associations organisatrices de concerts et de spectacles musicaux, fondée en 1944, aide de jeunes artistes en leur proposant des tournées nationales ou des résidences et assure une mission de formation de nouveaux publics dans le domaine de la musique classique, du jazz, de la chanson ou de la danse. Bruno Boutleux, âgé de 42 ans, aura pour mission de redéfinir « la politique artistique de l'association (...) et développer ses moyens », précise un communiqué des JMF. En 2001, près de 650 000 spectateurs ont assisté à l'un des 2 300 spectacles ou concerts organisés par les JMF. ■ L'émission de TF1 « Star Academy », dont l'invité d'honneur était samedi **Johnny Hallyday**, a rassemblé quelque 8,056 millions de téléspectateurs, soit une part d'audience de 39,2 %. Selon TF1, c'est le meilleur score d'audience de la deuxième édition de « Star Academy », depuis sa reprise le 31 août.

■ Le film *Le Père Noël 2* est arrivé en tête ce week-end au box-office des Etats-Unis et du Canada. La comédie des studios Walt Disney, avec en vedette **Tim Allen**, a devancé le film d'épouvante *The Ring*.

— DOMINIQUE DHOMBRES —

## La fiancée du pirate

**ÉVIDEMMENT**, il aurait mieux valu, par solidarité familiale ou simple charité chrétienne, suivre en direct sur TF1, le match amical opposant à l'Olympique de Marseille les champions du monde de 1998. Tout cela est facile après coup.

Zinedine Zidane avait répondu aux questions de Patrick Poivre d'Arvor et ce n'est pas fréquent qu'il s'exprime ainsi à l'avance. Il le faisait pour la bonne cause. La recette est destinée aux sinistrés du Sud-Est. Et Laurent Blanc, natif d'Alès, donc du Gard, se décarcassait depuis des semaines pour que ce match ait lieu, malgré les pressions qu'on devine énormes, des clubs divers et variés où les vainqueurs de 1998 exercent désormais leurs talents. Eh bien, non ! Soixante-huitard atterré, l'auteur de ces lignes voulait revoir *Les Valseuses*, qui fut un film-culte pour sa génération. Il voulait vérifier comment Miou-Miou se débrouillait, au lit, avec ses deux loubards.

Quelle erreur tragique ! Le film a mal vieilli. Depardieu aussi, d'ailleurs. Quant à Patrick Dewaere, qui prenait jadis des verres à la Closerie des Lilas, il s'est suicidé, comme on sait. *Les Valseuses*, qui, pour l'instruction des enfants des

écoles, ne sont pas des jeunes femmes aimant pratiquer une danse origininaire de Vienne, sont un film qu'il est préférable de ne pas revoir. Piégé sur France 3, et incassable désormais de réagir, il ne restait plus à votre serviteur qu'à regarder la suite. *La Fiancée du pirate* est un autre film-culte, plus ancien encore, de la génération qui eut autour de vingt ans en 1968.

Peut-être est-ce complètement subjectif ? En tout cas, la révolte d'une Marie-couche-toi-là contre la vie qui lui est faite au village par des beaux avinés et une fermière avide est plutôt plaisante, avec le recul, même si elle reste grinçante. Le pire de tous est le pharmacien marron, alias « La Tisane », prêt à virer maquereau, à moins que ce ne soit le curé, qui a sans doute consommé, et s'en tire à bon compte. Ce sont les horreurs de la France rurale profonde.

La vengeance de Marie est terrible. Il ne lui reste plus, ayant semé la zizanie au village, qu'à mettre le feu à sa baraque et à partir avec l'homme qu'elle aime, le projectionniste itinérant (encore un métier disparu), qui est aussi le seul mec correct de toute cette histoire. Elle va enfin voir le film qui donne son titre à cette chronique.

## RADIO

### Annie Ernaux, « A voix nue »

On « pourrait penser que cet intitulé a été inventé pour elle », relève Geneviève Brisac en introduction de cette série d'entretiens pour « A voix nue ». Tant, depuis son premier roman, *Les Armoires vides* (Gallimard, « Folio »), jusqu'à son dernier « récit vrai », *L'Occupation* (Gallimard, 2002), l'œuvre d'Annie Ernaux est traversée par un même souci de vérité, un même désir d'être au plus près des mots, des sensations et des expériences vécues. Epruver pour écrire, pour sauver de l'oubli, pour surmonter le sentiment de honte, de trahison sociale. Pour rendre compte aussi de la perte, de la passion ou de la jalousie, pour transmettre et disparaître en l'autre. Des mots qui reviennent tout au long de ces cinq rendez-vous passionnants, en ce qu'ils éclairaient une démarche singulière, exigeante et engagée.

Un parcours sur lequel Geneviève Brisac revient, en suivant la géographie intime d'une vie et d'une œuvre. Du café-épicerie d'Yvetot, lieu des origines, des apprentissages et des déchirures, lieu d'un monde presque disparu auquel Annie Ernaux a rendu hommage à travers ses premiers romans et récits, à Cergy-Pontoise, cadre de ses derniers livres et de ses journaux « du dehors », en passant par Anney et la découverte de la condition aliénante de femme mariée, se révèle surtout une raison d'être en l'écriture. — C. R.

« A voix nue » : Annie Ernaux. France-Culture, du 4 au 8 novembre, 17 heures.

## MERCREDI 6 NOVEMBRE

### ► Les enjeux internationaux

7 h 20, France-Culture  
Quel est le poids des grands dossiers internationaux dans le choix électoral des Américains ? A la veille des élections législatives à mi-mandat présidentiel, Thierry Garcin pose la question à Pierre Mélandri, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

### ► Accents d'Europe

14 h 40, RFI

Thème du jour : « Comment enseigne-t-on l'islam dans les sociétés européennes ? »

### ► Macbeth

20 heures, France-Musiques  
Jean-Pierre Derrien présente la retransmission de l'opéra de Salvatore Sciarrino, d'après Shakespeare, donné le 16 juin au Théâtre Rococo de Schwetzingen, par l'Orchestre symphonique de Stuttgart dirigé par Johannes Debus. Avec Annette Stricker et Otto Katzmeier.

## TÉLÉVISION

### MERCREDI 6 NOVEMBRE

#### ► Les mercredis de l'histoire

20 h 45, Arte  
En 1916, la France et l'Angleterre ont besoin de main-d'œuvre pour remplacer leurs travailleurs mobilisés par un conflit dont nul n'ose prédire la fin. Elles font appel à des « marchands d'esclaves » qui leur fournissent des hommes de peine chinois pour les chantiers de terrassement, les fabriques d'armement, les travaux des champs ou de génie civil. Olivier Guiton, Véronique Isambard et Gilles Sionnet ont retracé le parcours de ces 140 000 Chinois dans la Grande Guerre, grâce

à des archives filmées et aux témoignages de rares survivants ou de descendants intégrés dans la société française.

#### ► Martha Argerich, conversation nocturne

21 h 35, Arte  
Cette rencontre avec la pianiste est un événement, car c'est la première fois que cette artiste qualifiée de mythique, interprète d'exception auréolée de mystère, se confie devant une caméra. L'enfance - le « choc » quand Martha entend le *Concerto n° 4* de Beethoven à l'âge de 6 ans -, le besoin vital de jouer avec les autres, le travail... Rien de convenu dans le documentaire de Georges Gachota (prix Italia 2002).

Petit Théâtre  
du 5 au 23 novembre 2002

# NORMALEMENT,

texte Christine Angot  
mise en scène Michel Didym  
et Christine Angot

Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52



## Savoie, sur les pentes du col des Aravis



Promenade dans les Alpes du Nord pour cette sortie assez courte (50 minutes), mais qui offre aux familles la possibilité d'emmener les enfants à partir de 6 ans, tout en accédant à un belvédère, la vierge du Châtelard. Malgré son altitude modeste (1 550 m), celui-ci vaut bien ceux de randonnées plus exigeantes, et la proximité d'une aire d'envol de parapentes contribue à l'agrémenter; il est d'ailleurs possible de prolonger la grimpe d'une vingtaine de minutes, jusqu'au sommet d'une pente où s'effectuent les décollages des ailes volantes.

Du parking sur la route du Col des Aravis, il faut remonter au virage précédent en suivant le bas-côté de la chaussée. Le sentier, indiqué par un écriteau, jalonné par une succession de marques de peinture bleue, débute sur la droite, dans le virage.

Le parcours traverse à deux reprises un ruisseau, puis aborde une rampe plus raide, jusqu'à la bordure d'une ravine qui domine la vallée de l'Arrière-Val de la Giettaz. Des rambardes protègent du vide. La petite statue blanche, érigée en 1936 par les occupants d'un proche chalet épargnés par la foudre, qui avait touché leur habitation, se découpe sur un fond de

montagnes bleutées : Tête du Torraz, au premier plan, et tout le massif du Mont-Blanc, avec, à sa droite, les cimes du Beaufortain prolongées par celles de la Vanoise. La petite dent isolée qui se distingue dans l'océan de verdure n'est autre que la Pierra Menta, « la Pierre du Midi », dont la légende rapporte qu'elle fut le fruit d'un gigantesque coup de pied de Gargantua. Le retour s'effectue par le même itinéraire qu'à l'aller. Si le parcours semble trop modeste il peut s'agrémenter d'une boucle plus large, qui demande entre 30 et 40 minutes de marche. Pour cela il suffit de partir sur la droite en longeant des ruines.

Le sentier aboutit à un ravin et à un gué. Sur l'autre versant, la trace n'est pas commode car en dévers et tapissée de gravillons. Il faut rejoindre un pré où les traces de troupeaux remplacent le sentier parfois dissimulé par l'herbe. On arrive alors à un premier chalet et, après avoir franchi une ou deux clôtures, à celui de Pierre et Sandra Angelloz-Nicoud, précédé d'un magnifique mazot, petit bâtiment rural où les fleurs sont toujours nombreuses.

Une petite halte au chalet de la Gola fournit l'occasion de s'approvisionner en tomate, reblochon et beurre des Aravis. Ensuite il suffit de revenir à la voiture par le chemin pastoral et le tronçon goudronné de la route du col.

Pierre Millon  
(Alpes Magazine)

### PRATIQUE

- **Accès :** De Flumet prendre la D909 qui rejoint La Clusaz par le col des Aravis (1486 mètres). Le parking se situe près de la croix, quelques virages avant le col.
- **Se renseigner :** Office de tourisme de La Giettaz. tél. : 04-79-32-91-90.
- **Carte :** IGN Top 25 3531 OT (Megève).



### IZMIR (Turquie) de notre envoyé spécial

La grande salle du dixième étage de l'hôtel Mercure, à Izmir (Turquie), a une qualité : sa vue imprenable sur la baie de l'ancienne Smyrne, entourée de son vaste cirque de collines, sillonnée par des ferries et abritant d'improbables cargos. Ce matin-là, il y règne une agitation bavarde qui se fige brusquement quand Hassan Açanal, maître de cérémonie, exige « trois minutes de silence avant la dégustation ».

L'affaire est sérieuse : les membres les plus éminents du Conservatoire des cuisines méditerranéennes, regroupement culinaire qui prône le rapprochement des peuples par celui des nourritures, sont là pour goûter des huiles d'olive dans le cadre du 1<sup>er</sup> Festival des arts culinaires méditerranéens, coorganisé avec le ministère turc de la culture. Chacun des participants a devant lui sept petits verres au ventre rebondi, de ceux qui servent à toute la Turquie à boire son thé dans la rue en parlant du commerce ou des élections.

Les verres sont tous marqués d'une lettre de A à G, et sur chaque table sont installées des petites carafes, affublées du même code, afin de garder secrète la provenance des huiles en dégustation. Chacun dispose d'un formulaire d'évaluation qui lui permettra de noter les huiles en fonction des critères que viennent de rappeler les trois modérateurs de la séance, un Turc, un Arabe israélien et une Espagnole. Silence parfait. On verse le premier échantillon dans le petit verre, qu'on serre dans la paume des mains pour obtenir la bonne température. Puis, d'un geste franc, narines ouvertes, on se met en bouche une bonne rasade d'huile – et une seule.

On mâchonne, on ouvre un peu les lèvres, on avale. Et l'on tâche de noter, de 1 à 5, les trois qualités essentielles de l'huile des dieux : son fruité, son apreté et son piquant, cette ardeur qui vient gratter le fond de la

## A Izmir, la dégustation d'huiles d'olive



Des oliviers sont offerts au ministre turc de la culture Suat Çağlayan.

gorge quelques secondes après l'ingurgitation et dont les saveurs vous transportent dans l'olivieraie. Si l'on en trouve un, on inscrit dans une case blanche un des défauts de l'huile avalée, ainsi répertoriés : « Moisi, pourri, vinaigré, boueux, métallique, rance. » Un quartier de pomme, du pain, une grande gorgée d'eau, bouche lavée, on passe à une autre des sept huiles représentant chacune l'excellence des pays en lice : Espagne, France, Grèce, Israël, Liban, Tunisie, Turquie.

On proclamera le résultat le soir, en présence du ministre turc de la culture et député d'Izmir, Suat Çağlayan, au milieu des ruines de la cité antique d'Ephèse, spécialement ouvertes pour le conservatoire. Sous la somptueuse façade de la bibliothèque de Celsius, l'huile de Crète remporte le trophée, mais le buffet de fromages turcs servis au pied de l'amphithéâtre d'une beauté à couper le souf-



fle fera oublier aux autres une défaite bien légère. Car ces cuisiniers, gastronomes, boulangers, critiques, théoriciens, restaurateurs, agents touristiques, marchands de vin, hôteliers, ingénieurs, bureaucrates qui forment l'étrange confrérie du Conservatoire des cuisines méditerranéennes sont plutôt des hommes de coopération que de compétition.

Le Festival d'Izmir en était d'ailleurs l'illustration. Chaque pays avait en effet délégué un cuisinier – accompagné d'un aide – afin qu'il vienne dans un restaurant de la ville confier au chef qui les recevait quelques-uns de ses secrets. Ainsi Patricia Rebufa, arrivée du Var, a-t-elle expliqué avec force gestes à des cuisiniers turcs sa cuisine d'aromatiques au restaurant Bonjour, qui la servait à des clients ravis. Lalla Dallara et Maria Ceccarelli, venues d'Italie, présentaient un risotto de mer, joyeux et salé, à Gilda, où l'on pouvait encore manger le soir en terrasse. Les Crétois Yannis Lapas et Chrysostomos Bousoulis officiaient, eux, au 1888 : ce restaurant loge dans une villa patricienne érigée au temps de la Smyrne grecque par un Syrien orthodoxe pour sa fille aimée.

Plafonds décorés de stuc peint, boiseries sombres, balcons suspendus au-dessus du jardin rafraîchi par les feuillages : l'élégance du lieu seyait à leur ronde de légumes farcis de légumes. Dans ce cadre propice aux nostalgies, une Américaine du *New York Times*, une journaliste japonaise ébahie, des cuisiniers israéliens, heureux d'échapper quelques heures aux affres que traversent leurs pays, ont donc longtemps discuté des mérites respectifs des cuisines catalane, tunisienne ou turque dans le traitement de l'aubergine, de la dorade et de l'olive. Tout cela était assez adapté à l'âme cosmopolite de la vieille Smyrne, devenue l'Izmir aux 3 millions d'habitants.

Michel Samson

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Le triomphe d'« Ike »

ON AVAIT PRONOSTIQUÉ une compétition serrée. C'est une vague puissante qui a porté cette nuit à la Maison Blanche le libérateur de l'Europe. A l'intellectuel, le peuple américain a préféré l'homme d'action, le « leader ». Il a exprimé son désir d'un changement, quel qu'il soit, et signifié son congé à l'équipe démocrate au pouvoir depuis vingt ans. Il convient cependant de noter que le gouverneur Stevenson a obtenu

autant, sinon plus, de voix que le président Truman, et que le général Eisenhower doit surtout son succès aux millions d'ex-abstentionnistes qui se sont précipités cette fois-ci aux urnes. Il ne paraît pas exagéré dans ces conditions de parler du caractère plébiscitaire de son élection. Cet appui massif de l'opinion va donner au général-président une autorité plus grande que celle dont disposait son prédécesseur. Il lui faudra cependant

tenir compte de la pression du sénateur Taft, qui a salué cette nuit la victoire de la vieille garde. Les amis de celui-ci auraient obtenu la promesse de se voir attribuer les postes-clés dans les deux Chambres, ainsi que des portefeuilles importants dans le futur gouvernement. On peut s'attendre dans les prochains mois à un vif conflit de tendances entre « européens » et « américains ».

(6 novembre 1952.)

EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)



Musique de Paris, du 15 au 17 novembre: [www.lemonde.fr/desk](http://www.lemonde.fr/desk)

■ **Dossier.** Les OGM. Un dossier sur les enjeux de ces organismes dont les risques et les bénéfices sont encore inconnus.

■ **Carnet.** Documents officiels, nominations et extraits du Journal officiel. [www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)

### CONTACTS

► **RÉDACTION**

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**

Par téléphone : 01-44-97-54-54

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 26

► **CHANGEMENT D'ADRESSE ET SUSPENSION :**

0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Site finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies :

<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde

► **DOCUMENTATION**

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms :

03-88-71-42-30

► **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Télé-réalité : les nouveaux maîtres de l'écran ».

► Tirage du Monde daté mardi 5 novembre 2002 : 536 206 exemplaires. 1 - 3



## BETH GIBBONS & RUSTIN MAN out of season

La rencontre de Beth Gibbons (la voix de Portishead) et de Paul Webb (bassiste de Talk Talk)

En concert exceptionnel à Paris L'Olympia le 11 novembre Festival Les Inrockuptibles



nouvel album